



XVI-3
240

1^{re} année

Nr 1

Kolekcja
Emila Kornasia

1^{er} Octobre 1920

L'EST POLONAIS

*Revue bi-mensuelle, illustrée,
des questions politiques, économiques et historiques,
(paraissant le 1^{er} et 15^{me} de chaque mois).*

dirigée par

STANISLAS D'ANGEL.



Sommaire:

	page		page
1. Aux lecteurs.	1	Polonaise, par <i>Edouard Maliszewski</i>	18
2. L'Orient et l'Occident, par <i>M. Siewchowski</i>	2	6. La structure économique des provinces nord-est de l'ancienne Rép. Polonaise, par <i>Georges Szurig</i>	25
3. Réflexions sur la politique polonaise dans l'est, par <i>B. Srocki</i>	8	7. Déclaration des associations polonaises des confins de l'est	29
4. Minsk d'aujourd'hui et d'autrefois, par <i>Boguslaw Adamowicz</i>	14	8. Revue politique	31
5. Les relations ethniques des terres nord-est de l'ancienne République		9. A travers la presse polonaise.	35
		10. Chronique (Faits et Documents)	40

Hors texte: illustrations de Minsk et carte.



*Éditée par la société «Straż Kresowa»
21, rue Nowy Świat, 21
Varsovie*

Prix du numéro 2 fr.

Prix d'abonnement.

France et étranger.

<i>Un an.</i>	48 fr.
<i>six mois.</i>	24 fr.
<i>trois mois.</i>	12 fr.

Prix du numéro 2 fr.



S'adresser pour la rédaction et l'administration:

*21, rue Nowy Świat, 21,
Varsovie, Pologne.*

Agence pour la France: Messageries Hachette — 113, r. de Réaumur. 113. Paris.

M I N S K

chef-lieu de l'ancien palatinat (województwo) polonais du même nom, annexé par la Russie en 1793 (lors du 2-ème partage de la Pologne).

Ville principale de la Blanche Ruthénie occidentale.

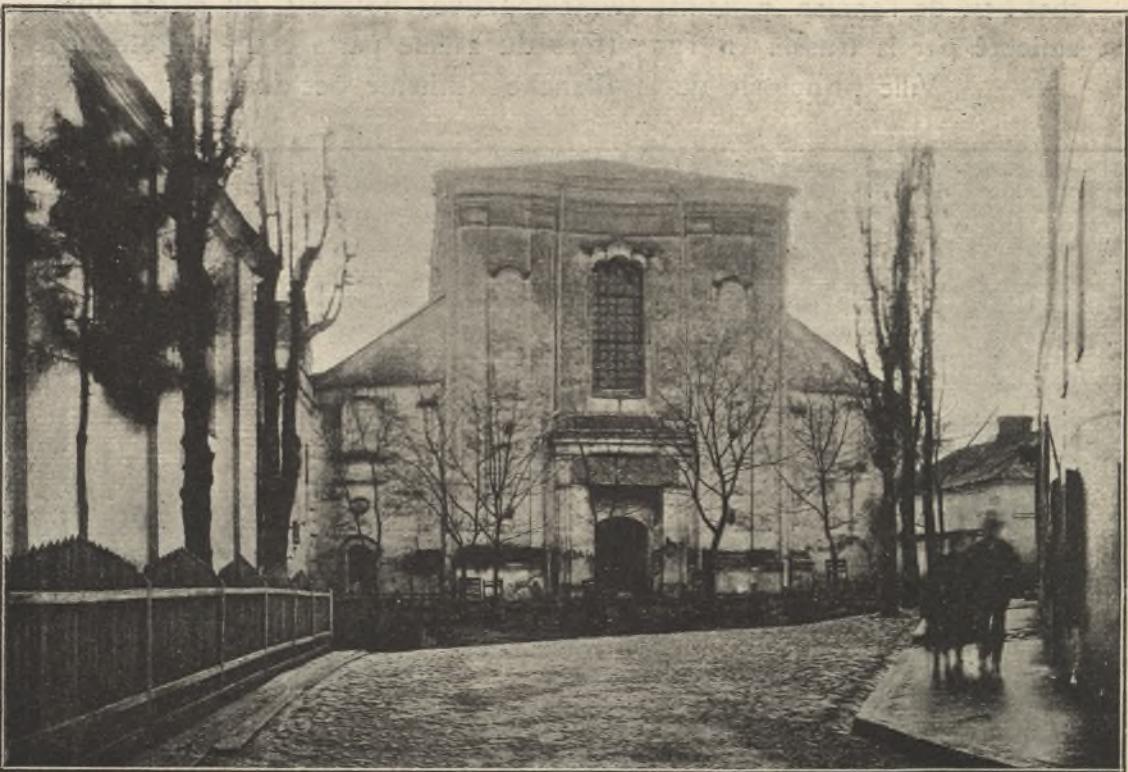


La place de l'hôtel de ville vers 1850
(d'après une aquarelle du peintre polonais Harasimowicz).



Vieille maison de campagne de style polonais, où vers 1830 se trouvait l'atelier du peintre Valentin Wańkowicz (connu par son portrait d'Adam Mickiewicz au musée de Rapersvill).

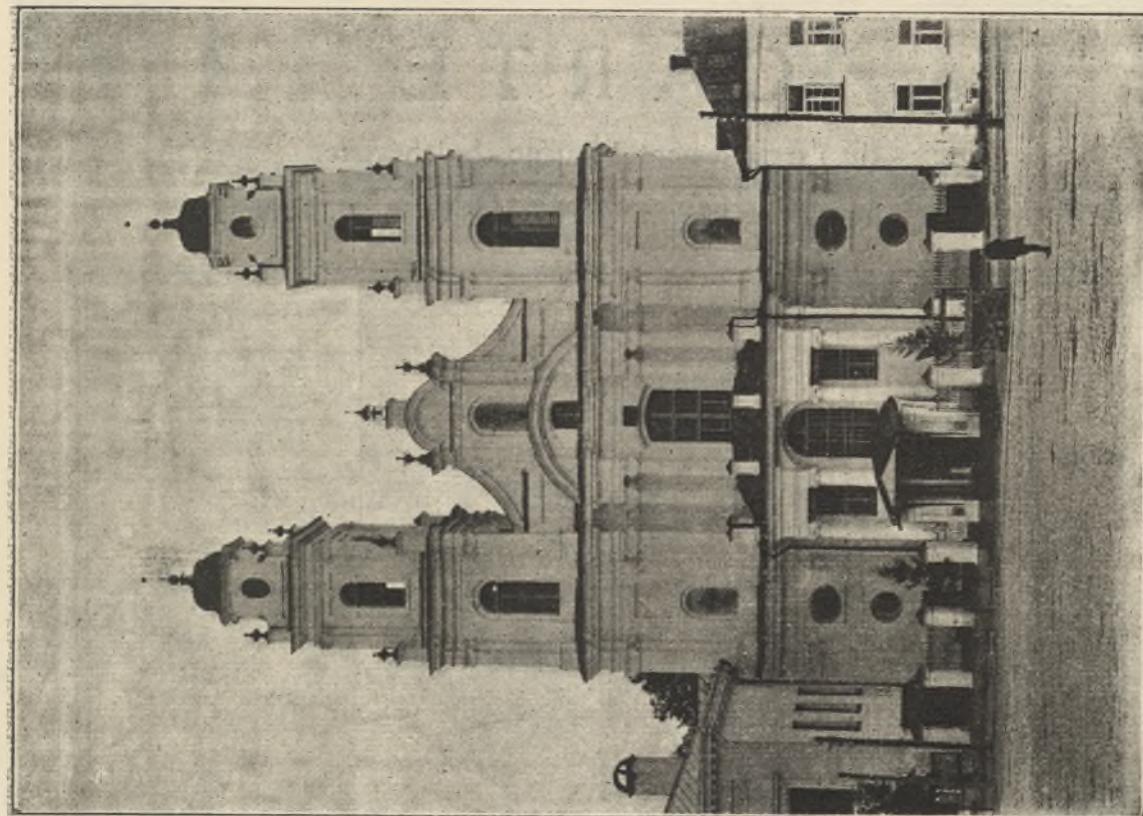
МІНСК



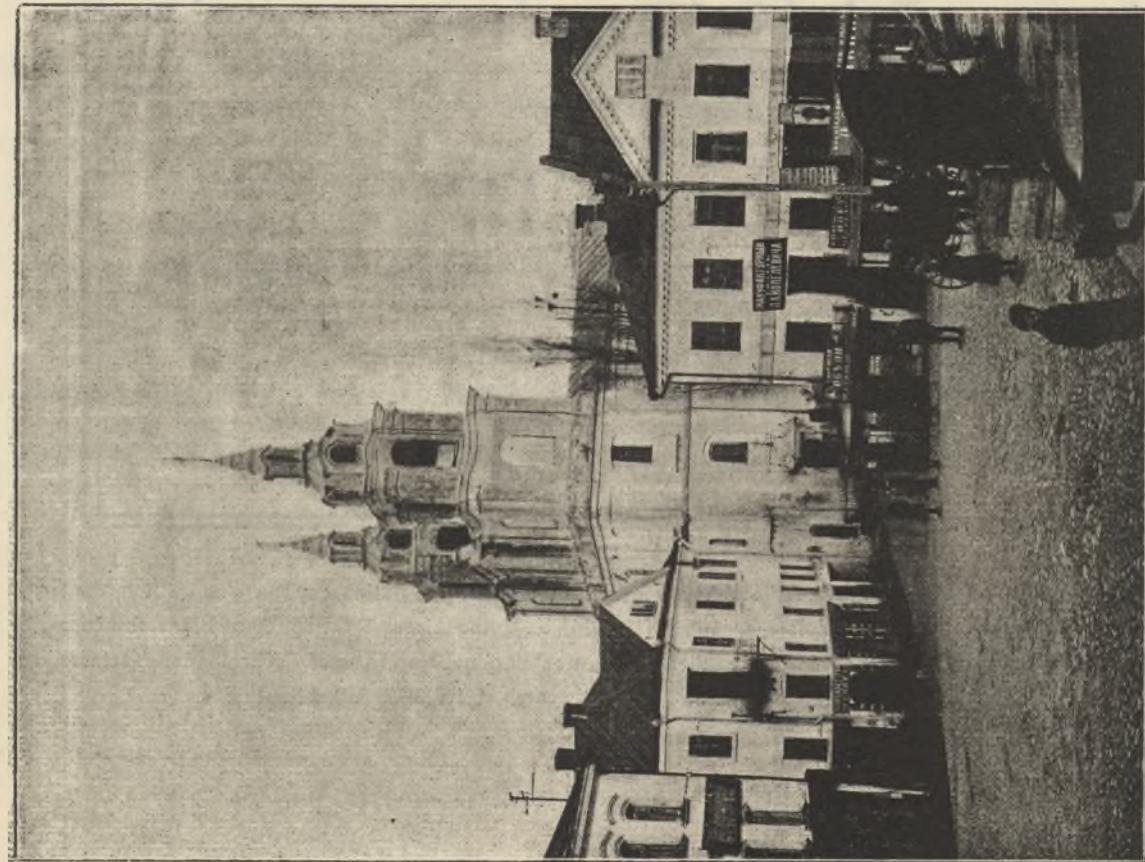
L'ancienne église des Bernardins fermée par le gouvernement russe et changée en archive de la cour de justice.



L'hôtel de ville.



La cathédrale,



L'église des Bernadines confisquée par le gouvernement russe.

C A R T E

de l'arrangement lithuano-bolchéviste.

(Voir: chronique).



Les bolchéviks offrirent aux Lithuaniens 30.000 kil. carr. avec une population environ d'un million, dont:
 70% (700.000) — sont des Polonais, 10% (100.000) — Lithuaniens, 5% (500.000) Blanc-ruthènes
 8% (80.000) — Juifs et 7% (70.000) appartient à d'autres nationalités (Russes, Allemands, Tartares etc.). (L'Alsace-Lorraine a 14.518 kil. carr. et 1.820.000 d'habitants.).

L'EST POLONAIS

1-re année, № 1.

1-er Octobre 1920.

Aux lecteurs.

Malgré leur intérêt de haute actualité et leur importance que nul ne conteste aujourd'hui, les problèmes de l'est européen continuent à demeurer peu connus en France. On ne saurait s'en étonner. La part prépondérante que la France est appelée à prendre dans la solution des dilemmes posés par le bouleversement mondial吸orbe toute sa vie politique. La définition des formes de l'Europe nouvelle ne cesse d'autre part de demeurer la préoccupation des hommes d'état français. On conçoit donc aisément que l'attention du public français ne saurait se porter actuellement vers les questions qui ne touchent pas directement aux intérêts vitaux de la France.

Cependant le problème de l'est européen gagne chaque jour en importance et en acuité. Les événements qui s'y déroulent depuis la signature du traité de Versailles et de St. Germain le démontrent abondamment.

Nous ne craignons pas de dire que l'avenir de l'Europe dépendra en grande partie de la façon dont sera réglé le sort des peuples libérés du joug de la Russie impérialiste.

Parmi ces problèmes, celui des frontières orientales de la Pologne est, sans nul doute, un des plus importants et aussi des plus complexes. La solution de ce problème est d'un intérêt capital non seulement pour la Pologne et les nations avoisinantes, mais aussi pour tous ces peuples qui voudraient voir enfin l'Europe pacifiée. La question des frontières orientales de la Pologne est un problème fondamental pour le maintien de l'équilibre européen, car, sans sa juste solution, une paix durable ne saurait être établie. De la façon dont elle sera résolue dépendront l'échec ou la réussite des tentatives allemandes, d'une main-mise sur la Russie et sur les peuples délivrés du joug tsariste. C'est de cette solution également que dépendra sans nul doute le sort des nouveaux états du littoral de la Baltique et des riches pays de l'Ukraine et de la Russie méridionale.

Dépouillée des terres de l'est habitées par près de quatre millions de Polonais, de ces terres auxquelles elle a des droits incontestables aussi bien du point de vue de la civilisation et de l'histoire que de l'ethnographie, la Pologne ne pourrait jamais assumer le rôle d'une solide barrière entre la Russie et l'Allemagne. Cette dernière reprenant sans aucune gêne sa politique traditionnelle de pénétration et de conquête morale de la Russie, le spectre d'une nouvelle guerre mondiale, guerre de revanche contre la France et la Pologne, se dresserait devant l'Europe épuisée.

Le problème de l'est polonais est donc d'une importance vitale pour l'Europe toute entière et surtout pour la France, liée à la Pologne non seulement par des attaches d'une amitié historique datant depuis plus de trois siècles, mais aussi par une grande communauté d'intérêts. La France et la Pologne resteront toujours des alliées naturelles, aussi leur amitié qui

dernièrement s'est manifestée par un concours des plus efficaces prêté par la France à la Pologne dans des circonstances tragiques doit avoir pour base une compréhension mutuelle et une connaissance approfondie des conditions de la vie des deux pays.

C'est cette cause de rapprochement que veut servir notre revue en s'employant à vulgariser parmi le public français le problème très étendu de l'est polonais. Notre but est de donner une idée exacte des questions principales qui s'y posent, sans abuser toutefois de la patience du lecteur par des considérations purement scientifiques ou d'ordre trop spécial. Nous nous proposons d'envisager dans une série d'articles le problème du point de vue politique, économique, ethnographique et social.

En remontant vers le passé nous ferons ressortir le rôle civilisateur de la Pologne dans l'est, où depuis le XIV^e siècle elle était l'unique pionnier de la civilisation occidentale. A la lumière des événements récents nous relaterons fidèlement tous les faits importants, surtout ceux de la politique polonaise ou étrangère pouvant influencer d'une manière quelconque l'état des choses dans l'est. Il est inutile d'ajouter que la politique française, en ce qui concerne ces régions, sera l'objet de notre attention particulière.

„L'est Polonais“ se propose d'être une revue destinée non seulement aux chancelleries d'ambassades et aux spécialistes. Il s'adresse à la partie éclairée de l'opinion de l'Europe occidentale et en particulier de l'opinion française, et c'est pourquoi il traitera toutes les questions d'actualité en ayant soin de guider ses lecteurs à travers tous ces problèmes compliqués dont l'intelligence ne dépend que d'une présentation claire et strictement objective.

Nous aimons à croire que notre revue, arrivant à son heure, comble une lacune et permettra à nos lecteurs de se faire une opinion personnelle et judicieuse sur les graves problèmes devant être solutionnés prochainement.



L'Orient et l'Occident.

L'Orient et l'Occident — ces deux conceptions opposées — entrent en lutte dès que commence dans l'histoire le processus différentiel des civilisations et ne cessent de lutter entre eux à travers les siècles. De ces deux conceptions différentes du rapport fondamental de l'homme au monde, tant intérieur qu'extérieur, procèdent deux compréhensions fondamentalement différentes des phénomènes qui façonnent la vie sociale et politique des nations. La ligne qui départage ces deux mondes a subi diverses fluctuations — suivant les conquêtes momentanées et l'empiètement de l'un sur l'autre.

A l'aube de l'histoire, les foyers de la civilisation occidentale se concentrent dans la péninsule grecque, pour se transporter plus tard à Rome. Rome et Byzance seront, avec le temps, aux deux pôles opposés. Au moyen-âge, la civilisation occidentale conquiert l'Europe progres-

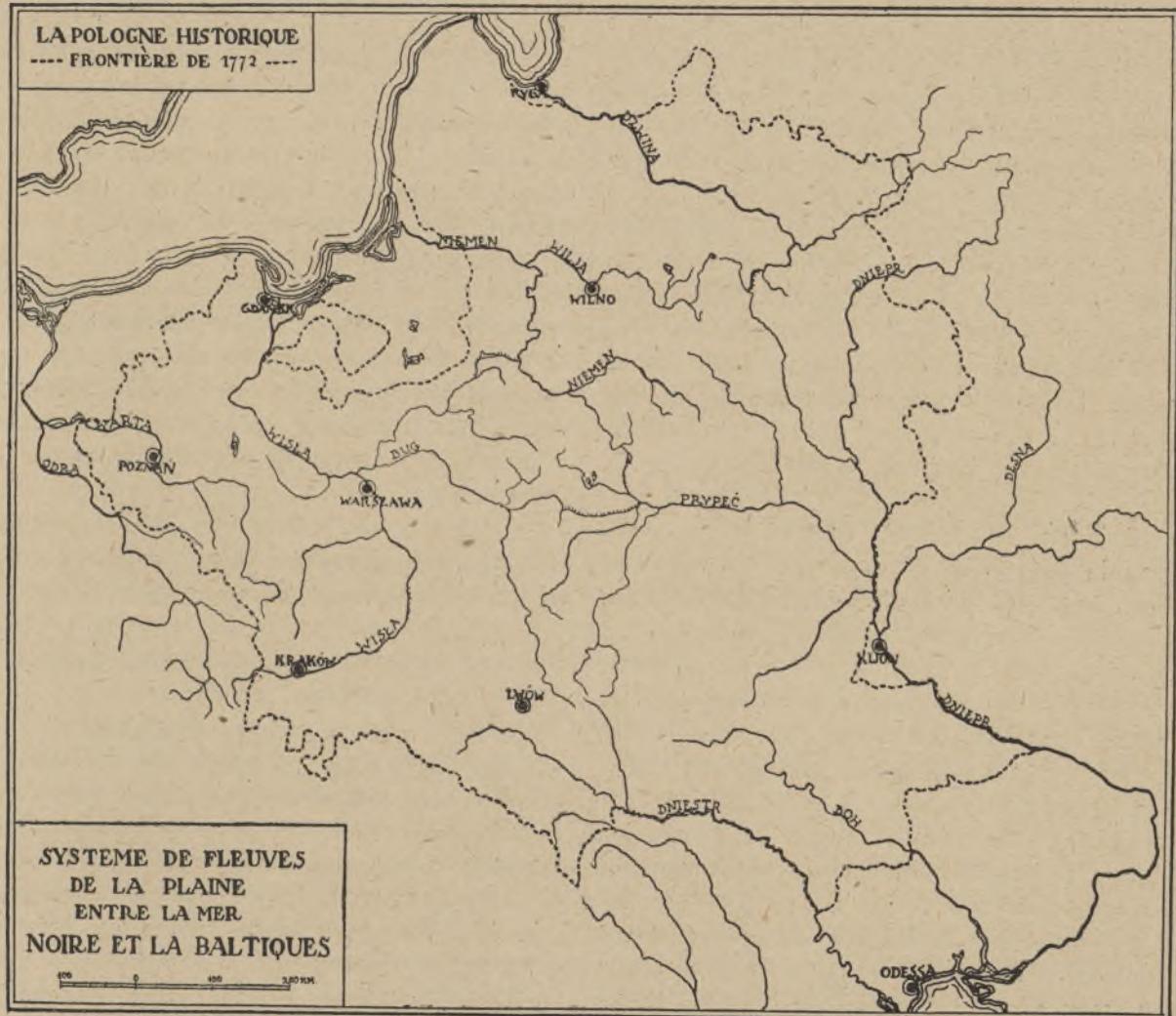
sant vers l'est sur les traces de l'Eglise Romaine et gagne, avec le temps, l'isthme entre la mer Baltique et la mer Noire. C'est là un fait curieux que, même au point de vue géologique, climatérique et de la configuration géographique, cette plaine constitue la dernière marche de l'Europe occidentale.

C'est un pays de grandes vallées, tournées vers l'ouest par de nombreuses ramifications et relié par son système fluvial au riche bassin de la Vistule et partant aux fleuves de l'Europe occidentale. Tout cela prouve que ces régions constituent le prolongement de la plaine polonaise et de celle de l'Europe centrale. Cette partie concave de l'Europe tranche nettement sur le plateau russe s'arrondissant, vers le milieu, en forme de coupole. Par sa structure géologique et son système fluvial sans liaison aucune avec le bassin de l'Europe occidentale, le plateau russe forme

un tout séparé du reste de l'Europe et en est complètement distinct. Ces conditions extérieures spéciales contribuèrent à la formation, chez les peuples habitant ce plateau, d'une mentalité et d'une organisation sociale toute particulière.

Les Balkans—c'est à dire Byzance, et le plateau russe façonnés sous l'influence des mêmes facteurs (l'islam et l'église grecque) devinrent les foyers d'où le monde oriental s'est élancé à la conquête de l'Europe de l'occident. Aux confins de ces deux mondes — l'Occident et l'Orient —

s'étendent, ainsi que nous l'avons dit plus haut, des plaines coupées de profondes vallées et sillonnées d'une multitude de rivières. Le système de leurs fleuves, dépourvus de ligne de partage des eaux, relie les deux mers, la Baltique et la mer Noire. Ne possédant pas à l'est de frontières naturelles les séparant du plateau russe, ces plaines étaient accessibles à toutes les influences et sont devenues le terrain des luttes séculaires entre la civilisation byzantine et la civilisation romaine.



Ces territoires, c'est la porte ouverte de l'Occident sur l'Europe orientale. La conquête de ces contrées par un des deux mondes en lutte décidait, pour une longue période, de la marche de l'histoire. Il en résultait ou l'évolution tranquille, sociale et intellectuelle, des sociétés occidentales en cas de triomphe des influences de l'Ouest, ou l'ébranlement de l'équilibre politique de l'Ouest, si c'était le monde oriental qui se déversait dans les vallées de l'isthme et affluait dans le bassin de la Vistule.

* * *

Les premières influences qui, dès l'aube de l'histoire, commencèrent à organiser en états les peuples habitant les vastes plaines situées entre la mer Noire et la Baltique, vinrent des régions éloignées du nord de la Normandie.

Les éléments de la civilisation grecque y pénétraient lentement, par deux voies différentes: au midi, par la mer Noire et, du côté des Balkans, par la voie continentale. L'église orientale conquit à ses influences tout le bassin du Dnieper et s'y établit solidement. Les influences de l'occident ne purent prévaloir, car elles furent appor-

tées par des moines et des évêques allemands ne connaissant pas la langue des tribus slaves, et complètement étrangers aux Slaves par l'esprit. Et là où, pour greffer leur „kultur“, les moines teutoniques employaient la manière forte, mettant tout à feu et à sang, leur influence ne dura que le temps que pesa leur glaive. Après avoir subjugué puis exterminé la race des Prussiens,—les moines allemands s'installèrent sur leurs terres et atteignirent, à l'est, l'embouchure du Niemen et la rive gauche de la Dzwina.

Or, comme nous l'avons constaté plus haut, les débouchés naturels de ces contrées tendaient tous vers l'ouest et se réunissaient dans les plaines de la Pologne. La Pologne, de par sa situation géographique, devait ainsi devenir, et elle est devenue effectivement, la médiatrice dans l'échange des valeurs spirituelles et morales entre l'occident et les territoires en question. La civilisation occidentale, après sa consolidation définitive en Pologne, commença à pénétrer, par les larges voies d'eau et de terre, dans les pays situés plus à l'est. Bien souvent le rôle de pionniers de la civilisation incombait aux prisonniers de guerre faits par les Lithuaniens, lors de leurs incursions en Pologne et avec lesquels ils colonisaient leurs terres.

En Pologne, on quittait volontiers un pays trop peuplé pour aller s'établir sur les espaces fertiles et inhabités de la Podolie, de la Volhynie et de l'Ukraine, et là aussi les influences du monde occidental se firent bientôt sentir. Elles se transmettaient par voies d'alliances, par des mariages contractés dans les dynasties princières et le rayonnement de ces influences, partant des cours, eut une large répercussion. A la fin du XIII-e et au début du XIV-e siècle, comme l'affirment les chroniques, la langue polonaise est parlée partout dans les régions situées entre la Vilia et le Niemen.

Le grand-duc de Lithuanie—Guedymin, faisant venir de Rome des ecclésiastiques, exigeait d'eux la connaissance du lithuanien, du polonais et du blanc-ruthène. Vers la fin du XIV-e siècle, la Pologne réussit à introduire en Lithuanie la religion chrétienne et, par la voie pacifique, y établit la domination de l'église romaine. Elle accomplit donc l'œuvre, que les moines allemands, malgré leurs efforts acharnés, avaient tentée en vain, durant un siècle de violence. En l'an 1366, en face du danger imminent de l'invasion allemande, les peuples habitant la plaine qui s'étend depuis la Baltique jusqu'à la mer Noire, réunis sous le sceptre de la Lithuanie, contractent une union personnelle avec la Pologne, et, par cela même, entrent en relations plus suivies avec l'occident. Et voilà qu'au contact des idées occidentales,

celles de liberté individuelle, de liberté collective et du parlementarisme polonais le plus ancien de l'Europe, s'opère chez ces peuples une vraie révolution dans les idées, et les fait aspirer à une union de plus en plus intime avec la Pologne. En 1569 la Podlasie, la Volhynie et la province de Kief se détachent du grand duché de Lithuanie pour s'incorporer à la Pologne, afin de jouir du régime démocratique qui y était en vigueur (Il est à noter qu'à cette époque, outre l'Angleterre, la Pologne seule en était dotée). Et au cours de la même année, malgré l'opposition oligarchique des seigneurs et des princes, le reste du Grand-Duché de Lithuanie s'unit à la Pologne d'une manière étroite par une union réelle. Il importe de rappeler que, sans que son nom ait été prononcé dans l'acte de l'Union, le peuple connu sous le nom des Blancs-Ruthènes contractait de bon gré le même engagement. L'union avec la Pologne réunit tous les peuples établis entre le Niemen, le Pripet et la Dzwina. A mesure que les influences de la civilisation occidentale se consolidaient les distinctions d'origine disparaissaient et un rapprochement psychologique s'opéra. La tendance au nivelingement de toutes les particularités dans le régime politique des Etats Fédérés croissait des deux côtés.

Aussi en 1791, la Diète, où siégeaient les représentants des deux pays, abroge-t-elle toutes les particularités du régime politique du Grand-Duché de Lithuanie. Ce fut avant la catastrophe que se préparait déjà le dernier triomphe du monde occidental sur ces régions.

Reportons nous maintenant en arrière. A l'époque même où, sur les bords de la Vilia et du Dnieper, commencent à prédominer les influences de l'Europe occidentale, sur le théâtre de l'Europe orientale qui depuis longtemps déjà était acquise à la prédominance de l'église grecque, apparaît une nouvelle organisation du monde oriental — le tzarat de Moscovie.

Remontant à ses origines aux sources mongolo-tartares, la Russie Moscovite ne présente rien de commun avec la Ruthénie et c'est à tort que, en Europe occidentale, on les confond si souvent. Le seul trait commun entre elles c'est le rite grec.

Russie Moscovite et Ruthénie diffèrent aussi bien par la race que par les conditions de leur développement historique. En Moscovie c'est la race slave orientale, tandis qu'en Ukraine nous rencontrons les tribus slaves du sud. Les deux peuples—moscovite et ukrainien—se sont développés sous l'influence des facteurs totalement différents qui leur ont donné une physionomie nettement distincte, tant au physique qu'au moral.

Dans le tzarat de Moscovie c'est l'élément tartare et chinois qui prédominent et l'influence de la civilisation mongole y est très sensible. En Ukraine nous constatons la prépondérance de la civilisation occidentale et un fort mélange du sang polonais. Aussi le paysan grand-russe est-il l'antithèse même du paysan ukrainien des bords du Dnieper: le premier se caractérise par des tendances collectivistes, tandis que le second est un individualiste farouche et même quelque peu anarchiste. Malgré donc que les deux états de Moscovie et de l'Ukraine eurent dans l'église d'orient le même éclaireur, ils se développèrent néanmoins dans des conditions toutes différentes. Le monde russe-mongole, ne pouvant assurer son hégémonie d'une manière pacifique, s'élança, à main armée, à la conquête de l'Occident.

Et voilà que les grandes plaines s'étendant entre la mer Noire et la mer Baltique vont devenir le théâtre des luttes séculaires. Ce n'est point une lutte d'idées, un conflit de deux conceptions différentes. Dans le domaine spirituel il y a longtemps que la victoire appartient à l'Occident. De la part de l'Orient — c'est une lutte pour la domination physique, pour la conquête et l'asservissement de nouveaux pays; de la part du monde occidental c'est la défense sacrée de son existence et de son patrimoine spirituel.

Depuis le XV-e jusqu'au XIX-e siècle, on ne compte pas moins de seize grandes guerres entre la République polono-lithuanie-ruthène et le tzarat mongolo-russe. Les hordes tartares, russes et ottomanes viennent ravager et désoler le pays. La ville de Vilna est plusieurs fois brûlée. L'Ukraine et Kief, arrachés à la République polonaise, se soulèvent maintes fois.

La lutte continue avec des chances diverses. Le succès change souvent de camp: il y a des époques où c'est le monde occidental qui triomphe. En 1612, les aigles polonaises flottent sur le Kremlin et les boyars moscovites offrent le trône au fils du roi de Pologne, le priant d'introduire un régime parlementaire modelé sur le type occidental, tel qu'il était appliqué en Pologne. Malheureusement, la papauté ne pensant qu'à abattre le schisme, empêche par ses intrigues la réalisation de la mission civilisatrice de la Pologne en orient. Durant cinq siècles le monde oriental fut maintenu dans ses frontières naturelles par l'effort constant des peuples fédérés de la République polonaise. Cependant le monde oriental, s'étant allié à deux grandes puissances, la Prusse et l'Autriche, put, par suite de l'indifférence et de l'apathie des nations occidentales, remporter le triomphe — triomphe définitif de la violence et de la force brutale sur la civilisation de

l'occident. Les affluents de la Vistule, véritables portes de l'Europe, furent conquises et, dès ce moment, la puissance de l'Orient s'appesantit sur l'Europe occidentale et influe sur ses destinées. Rappelons-nous ce que fut la Sainte-Alliance des trois empires. Elle eut pour but d'étouffer les mouvements révolutionnaires et libérateurs des peuples. En 1870 la France fut terrassée et désormais la triple alliance de l'Europe Centrale devait fatallement aboutir à la guerre mondiale.

Dans la première phase de la guerre, la Russie se trouva du côté de l'Occident. Elle devait s'en retirer bientôt après et on peut dire que cette trahison était fatale, aussi bien sous le régime du Tzarat, que sous celui des Soviets. Le crime, commis sur la Pologne, avait lié ses complices. Le résultat de la guerre mondiale fut la victoire de la civilisation occidentale. L'équilibre européen, ébranlé autrefois par la main-mise de la Russie sur les plaines s'étendant entre la mer Noire et la Baltique fut rétabli et — brisant ses triples chaînes — la Pologne se releva pour redevenir le gardien de la civilisation occidentale dans l'est.

La renaissance de la Pologne remet à l'ordre du jour, de la manière la plus pressante, la question du sort des pays fédérés autrefois avec elle. Ces pays furent unis à la Pologne pendant plus de 500 ans et ce fut le type de la plus étroite des unions, sous le rapport politique et économique, autant que sous celui de la civilisation générale.

Cette civilisation fut si profondément enracinée dans ces terres, qu'un frisson joyeux les parcourut à la nouvelle du triomphe du monde occidental. Et, d'un bout à l'autre, les peuples habitant la plaine qui s'étend entre la mer Baltique et la mer Noire, se prononcèrent contre l'Orient.

Il va de soi que, durant un siècle du règne de la force brutale, certains fléchissements se produisirent dans l'opinion publique de ces pays et, au moment de la libération, diverses tendances se firent jour au sujet du sort futur de ces régions. Et si, d'un côté, certaines régions proclamèrent leurs droits à l'indépendance absolue, d'autres avaient conservé la tradition d'une vie en commun déjà cinq fois séculaire avec la Pologne et elles énoncèrent le désir d'en faire de nouveau partie. Il y en eut aussi qui demandèrent l'aide de la Pologne pour s'affranchir de la suprématie de l'Orient. La Pologne, dont ses terres constituent partiellement le prolongement ethnographique, ne pouvait — sans risquer sa propre déchéance — se désintéresser du sort de ces régions. La Pologne, menacée dans ses intérêts vitaux, se vit forcée de barrer le chemin, une fois de plus, aux hordes barbares marchant à la conquête de l'Occident.

Et de nouveau, comme par le passé, la ligne où se heurtent ces deux civilisations traverse la plaine, qui s'étend de Varsovie à Kieff, et de Grodno à Lwow. Le sort de l'Europe s'y est joué de tout le temps — c'est là que coule la Bérézina — et s'y joue encore maintenant. Le combat se livre non seulement pour des valeurs matérielles, mais aussi pour la défense du patrimoine spirituel de l'Occident. Le glaive polonais a commencé à désigner au monde oriental ses frontières naturelles — et, comme autrefois, il garantit l'Europe contre la destruction de sa civilisation et de tous les biens matériels et moraux, créés par le labeur des centaines de générations.

Cependant — chose incompréhensible — la Pologne, qui s'organise seulement pour la vie indépendante, se trouva isolée dans cette lutte où se joue non seulement son existence, mais aussi l'avenir du monde.

Les hordes barbares déferlant dans les vallées qui sillonnent la plaine entre les mers Noire et Baltique affluèrent, par elles, sous les murs de Varsovie.

* * *

Cependant, à la veille même d'une nouvelle catastrophe aux conséquences incalculables en cas d'anéantissement de la Pologne, le monde occidental comprit soudain que l'indépendance de la Pologne était une condition „sine qua non“ de l'équilibre européen. Presque toutes les grandes puissances — quelques unes attestant même leur sincérité par une aide matérielle ou simplement morale — se déclarèrent catégoriquement pour une Pologne indépendante dans ses frontières ethnographiques. L'Angleterre se chargea même de régler la question des frontières de l'est de la Pologne sur la base de l'acceptation pour définitives des frontières provisoires tracées en décembre 1919 par le Conseil des Ambassadeurs.

L'Europe, tacitement, semblait se ranger à cette proposition. Ce faisant on ne se rendait pas compte en Europe ni du caractère des confins orientaux de l'ancienne République polonaise ni de leur importance stratégique et économique, ni surtout de la prépondérance numérique de l'élément polonais dans une bonne partie de ces régions et de sa suprématie au point de vue de la civilisation. La décision dans cette question si grave fut prise trop hâtivement et le problème même des frontières orientales de la Pologne fut résolu d'une manière par trop arbitraire. L'idée maîtresse de cette décision fut, à ce qui semble, le désir de ne pas porter préjudice à la Russie dont les frontières ethnographiques passent pour-

tant quelque part au delà du Dnieper, à des centaines de kilomètres de la ligne de démarcation sus-mentionnée. — La statistique russe, faite au temps du tzarat, confirme ce que nous avançons¹⁾; elle fausse les données par rapport aux autres nationalités, mais pas lorsqu'il s'agit de la nationalité russe. Les Soviets eux-mêmes trouvèrent que la frontière proposée par l'Angleterre est inacceptable pour la Pologne et tout en s'apprêtant à l'écraser, déclarèrent qu'ils y apporteront quelques correctifs. Sans entrer dans une discussion approfondie au sujet de la ligne Grodno et Bug, nous tenons à souligner qu'elle soustrait à l'influence polonaise la ville très polonaise de Vilna et avec elle toute une étendue ethnographique polonaise de 50 000 kilomètres carrés où les Polonais constituent, d'après la dernière statistique de l'an 1919, plus de 60% de la population. C'est une étendue deux fois et demi plus grande que celle d'Ulster, égalant dans les 2/3 l'espace de l'Irlande et 1 1/2 plus grande que l'Alsace et la Lorraine. Nous ne parlerons déjà plus de ce que, dépassant cette région incontestablement polonaise, s'étend une zone dans laquelle la suprématie de la civilisation polonaise est indiscutable. Cela résulte du reste de ce que nous avons dit plus haut à propos du développement historique de ces régions. Nous sommes seulement frappés de la façon dont les hommes d'état de l'occident traitent ces questions: en même temps qu'ils déclarent, lorsqu'il s'agit de la Pologne, ne vouloir s'appuyer pour la démarcation de ses frontières que sur le principe „ethnographique“, ils décident qu'une Russie une et indivisible, dont seront exclues seulement la Pologne „ethnographique“, la Finlande et l'Arménie, doit être restaurée dans ses anciennes frontières — On oublie, en édifiant à nouveau l'Europe sur des bases ethnographiques, d'appliquer ce principe à la Russie. On affecta de prendre des garanties contre „l'impérialisme“ d'un état qui, pendant mille ans d'existence, n'a jamais entrepris une seule guerre de conquête, et ne s'est développé que par l'union librement consentie avec les peuples voisins, venant se réfugier sous sa protection. D'autre part il fut trouvé juste et conforme au principe des nationalités que l'état qui devait toute sa puissance aux conquêtes et à l'asservissement des peuples qu'il a soumis et maintenait sous sa domination par la force brutale, gardât les fruits de ses crimes et de ses forfaits.

Il fut donc décidé de lui laisser toutes les

¹⁾ Ces données furent confirmées par des recensements effectués par les autorités allemandes dont on connaît l'animosité envers les Polonais.

terres situées entre la mer Baltique et le Pont Euxin malgré que, même d'après les données de la statistique russe, dont la partialité est universellement connue, on ne compte sur ces vastes étendues que 5% de Russes, par rapport au chiffre global de la population. Il serait bon aussi de se souvenir que ces terres ne furent en possession de la Russie que pendant les derniers cent ans et jamais auparavant. En rappelant la Pologne à la vie indépendante et en voulant effacer le crime dont les effets furent désastreux pour le monde entier, l'Europe occidentale n'a détruit jusqu'à présent que l'œuvre néfaste des partages des années de 1772, 93 et 95, faits au profit de la Prusse et de l'Autriche. Le butin de la Russie reste intacte—et, par leur dernière décision de maintenir la Grande Russie une et indivisible et de ne pas toucher à ses frontières, les puissances occidentales ont sanctionné le crime commis par la Russie.

La ligne de Grodno et du Bug est justement la ligne de démarcation entre les terrains polonois annexés par la Prusse et l'Autriche et ceux annexés par la Russie. Cet emploi de deux poids et de deux mesures, dans la réparation des actes de violence commis sur la Pologne, pourrait avoir dans l'avenir des conséquences très graves pour la paix du monde; la nonapplication à la Russie du principe des nationalités pourrait entraîner l'écroulement de l'édifice de la paix, dont ce principe est le fondement.

Le monde occidental s'est déjà rendu compte que, sans une Pologne indépendante, il n'y a pas de chances d'une paix durable en Europe, mais il n'a pas encore su juger que l'existence d'une Pologne, privée de ses confins orientaux, sera nécessairement précaire.

Nous avons déjà eu l'exemple de l'existence éphémère du Grand-Duché de Varsovie dans des conditions semblables. Et cependant, excepté la Poméranie, il réunissait tout ce qu'on a convenu d'appeler la „Pologne ethnographique“. Malgré son alliance avec la France et le génie de Napoléon, cet état était destiné à couler. Or, une des raisons qui entraînèrent sa chute fut l'absence des territoires annexés par la Russie par les partages, car il est facile de concevoir qu'ils eussent pu servir de base d'opération dans l'action de l'Occident contre l'Orient.

Le monde occidental désirant la paix et l'équilibre stable veut, dans ce but, s'appuyer sur la Russie. Rien de plus juste. Cependant la question prend un caractère tragique quand on songe que la Russie que l'on veut rappeler à la vie et dont on veut faire un des piliers de

l'ordre nouveau, va être la vieille Russie annexioniste, oppr本质ant les peuples soumis à sa domination. — Cette Russie serait par là même, bon gré mal gré, la forteresse de la réaction en Europe et la principale cause d'une atmosphère pesante qui amènerait fatalement une nouvelle catastrophe mondiale.

Une telle Russie ne pourrait jamais être le facteur d'une paix durable dans „L'Europe nouvelle“. La Russie régnant sur des peuples qui voudront toujours secouer son joug aura besoin, pour affirmer sa domination, de l'appui de son voisin le plus proche, l'Allemagne, qui, de son côté, recherchera l'amitié et l'aide de la Russie en vue d'une guerre de revanche contre la France et la Pologne. Le contact direct de ces deux puissances aux intérêts analogues et aux intentions dangereuses pour la paix du monde, amènera un nouveau démembrément de la Pologne avec toutes les conséquences qui en découlent et que l'Europe connaît déjà. Par contre, une Russie débarrassée du poids mort de toutes ses annexions qui, en faisant d'elle un instrument d'oppression, ont faussé toute sa politique extérieure et intérieure, une Russie maintenue dans ses frontières naturelles, ethnographiques et presque géologiques et n'ayant pas de visées impérialistes peut devenir et deviendra sûrement un facteur de progrès et de civilisation et une collaboratrice de l'Occident dans l'œuvre de la paix. Il ne s'agit point ici d'humilier la Russie, ni de l'affaiblir. Une Russie renfermée dans ses frontières ethnographiques mongolo-russes, maîtresse des pays où se fait sentir la suprématie mongolo-orientale et où le bolchévisme ne rencontre pas de sérieuse opposition dans les masses, sera encore assez forte et assez puissante pour jouer un rôle de premier plan dans l'histoire du monde. Débarrassée des organismes étrangers, elle saura mieux se consolider à l'intérieur. N'ayant pas de contact direct avec l'Allemagne, dont elle sera séparée par un état grand et fort ou par toute une série de petits états, la Russie pourra se soustraire à la suprématie allemande et s'ouvrir aux influences occidentales. Sans aucun danger pour elle et pour sa position internationale, elle pourra collaborer avec l'Europe occidentale à l'œuvre du progrès et chercher sa mission historique dans une synthèse créatrice des deux civilisations. Au moment donc de la liquidation définitive de cette dure et terrible entreprise de la guerre, le problème des plaines s'étendant entre la Baltique et la mer Noire acquiert une haute importance et devrait être l'objet d'une attention particulière de la part des puissances occidentales.

Il ne s'agit ni de l'impérialisme polonais ni de tout autre. Si l'on convient que la Pologne est un des principaux piliers de l'édifice de l'Europe nouvelle et que la solidité de ce pilier est une des conditions de la stabilité de ce qu'on appelle équilibre européen, cette constatation implique nécessairement l'idée des garanties à donner à la Pologne pour la sauvegarder des tendances impérialistes de la Russie. En cas de l'enveloppement par cet état des plaines situées entre la Baltique et la mer Noire toute initiative politique de la Pologne serait paralysée et sa capacité à contre-

balancer les influences allemandes serait anéantie. Il s'agit de résoudre le problème des territoires en litige d'accord avec les tendances évolutionnistes des peuples qui les habitent. Il s'agit également d'y sauvegarder en pleine puissance les éléments occidentaux et de veiller sur les intérêts que l'Occident y possède et peut y posséder à l'avenir. L'Europe pourrait payer cher un jour son entière ignorance de ces régions uniques en leur genre par leur situation intermédiaire entre l'Orient et l'Occident.

M. Swiechowski.



Réflexions sur la politique polonaise dans l'est.

Pendant plus d'un siècle la Pologne n'a pas eu de propre politique.

La nation polonaise a bien des fois versé son sang dans les combats libérateurs des grandes insurrections. Cependant la période d'esclavage, d'un siècle et demi environ, n'a été interrompue que deux fois par le cours des événements à la suite desquels il a été donné au pays de se gouverner librement. Ce fut, la première fois, à l'époque de la brillante épopée Napoléonienne, lorsque l'aigle blanc de Pologne s'unit fraternellement à l'aigle d'or de France. Le Grand Duché de Varsovie se trouva, par la volonté du conquérant, appelé à la vie indépendante. Dans la pensée de Napoléon il devait être l'embryon de la Grande Pologne reconstituée dans ses frontières historiques. Plus tard, le soulèvement spontané du peuple de Varsovie à la nouvelle de la Révolution de 1830 donne le signal d'une insurrection nationale qui, pour une durée de huit mois, libère le "Royaume de Pologne" du joug russe et lui donne une indépendance éphémère. Puis, pendant 90 ans, une destinée d'esclavage pèse lourdement sur la malheureuse contrée. Les tentatives désespérées que fait la nation polonaise en 1846—48, 1863 et 1905 pour secouer le joug haï restent vaines et se brisent contre le mur des baïonnettes russes et allemandes. Cependant, malgré tous ces échecs successifs, une foi vivace et constante en la délivrance du pays et en sa résurrection

future ne cesse d'animer le peuple polonais. Cette foi invincible trouva son expression dans la prière que le plus grand des poètes polonais, Adam Mickiewicz, fait réciter aux émigrés de 1831 venant chercher un asile sur la terre hospitalière de France: "Nous vous demandons, Seigneur, une guerre universelle pour la délivrance des peuples".

Et voilà que se déchaîne la Guerre de 1914 — qui désole les terres Nord-Est de la France ainsi que toute la Pologne, mais répare les deux plus grands crimes de l'histoire: l'Alsace et la Lorraine, enfin libérées, rentrent dans le giron de la République Française, la Pologne meurtrie, mais toujours debout, redevient un état libre et indépendant.

* * *

Après avoir, en 1918, secoué le joug de l'esclavage germano-autrichien, la Pologne se trouva dans une situation extrêmement difficile. Sur les terres annexées, lors des partages, par la Prusse, se livraient des combats d'insurgés polonais contre l'Allemagne, affaiblie, il est vrai, mais redoutable encore. Au sud-ouest des détachements tchèques faisant irruption sur le territoire polonais de Teschen y créaient un état d'occupation militaire. Les efforts hypocrites des diplomatières allemande et autrichienne réussirent à jeter les régiments ruthènes de l'ancienne armée autri-

chienne, commandés par des officiers allemands, contre Lwow défendu par les efforts désespérés de ses habitants. A l'est enfin, la Russie des Soviets bloquait la Pologne menaçant le pays d'une destruction complète.

Seule la vigueur extrême du sentiment national a permis à la Pologne de traverser ces moments critiques. En l'espace de quelques semaines, une armée de volontaires fut levée, assez forte pour repousser les premières attaques avec l'aide de la population des régions menacées.

La menace d'un conflit polono-tchèque fut conjurée par un accord provisoire en vue d'un arrangement pacifique.

La guerre polono-allemande localisée, grâce à l'intervention des Alliés, conduisit, dans sa première phase, au recouvrement d'une partie importante de terres ethnographiquement polonaises formant l'annexion prussienne. Le règlement définitif de ce conflit fut confié au Congrès de Versailles. La décision qu'il a rendue fut acceptée par la Pologne comme une sentence irréversible et obligatoire dans toute sa teneur, quoique bien des questions (Dantzig—Haute-Silésie—Mazovie prussienne) n'ont été réglées qu'à moitié et à l'encontre des intérêts polonais. Le Congrès de Versailles n'a pas encore réglé la question des frontières orientales de la République Polonoise, laissant ainsi en suspens ce problème d'une importance vitale pour la Pologne.

* * *

Les terres orientales de l'ancienne République polonaise s'étendent à l'est des provinces nommées „Royaume du Congrès (de Vienne)“. Elles formaient, avec ce Royaume, l'annexion russe. Au moment de la défaite de l'armée allemande et de la résurrection de l'état polonais, elles étaient partagées en deux parties: l'est se trouvait sous l'emprise bolchévique et l'ouest était occupé par les Allemands. Cette dernière partie se trouvait sous l'administration des autorités militaires allemandes et avait été dénommée par eux „Ober-Ost“. Il est nécessaire de donner ici quelques mots d'éclaircissement.

Le territoire polonais soumis, avant la guerre, à la domination russe comprenait presque les $\frac{4}{5}$ de la superficie de la Pologne dans ses frontières d'avant le partage (1772). Ce territoire était administrativement divisé en deux parties: I^o le Royaume du Congrès qui, créé par le Congrès de Vienne, en 1815, fut attribué à la Russie. II^o les „pays annexés“ formant les territoires qui échouèrent à la Russie au moment des partages.

Le Royaume du Congrès couvrait une superficie de 127.000 kilomètres carrés, soit 17% de la

surface totale (711.000 klm. carrés) de l'ancienne République polonaise tandis que les „pays annexés“ comptaient 469.000 klm. soit 62% de cette superficie.

Au début du siècle dernier, ces deux parties de l'ancienne République polonaise étaient soumises à un régime législatif tout différent. Le Royaume possédait sa propre constitution, des pouvoirs et des institutions gouvernementales distinctes, une autonomie garantie par les décisions du Congrès de Vienne. „Les pays annexés“ furent, dès le début, privés de ces droits et de ces garanties. En vérité, ces différences s'atténuerent remarquablement lorsque les tzars accomplirent l'incorporation du „Royaume“ à la Russie par la violation graduelle et la réduction des droits constitutionnels jurés. En tout cas des traces en subsistèrent dans les particularités administratives de l'ancien Royaume (promu au grade de Gouvernement général de Varsovie) de même que dans l'application beaucoup plus sévère, dans les „pays annexés“, des lois exceptionnelles d'extermination et des moyens de répression. Les autorités allemandes d'occupation exploitèrent pour leurs fins et accentuèrent encore les particularités du régime légal et administratif de ces deux provinces. Tout en paraissant consentir à l'autonomie du Royaume, les Allemands songèrent à l'entourer d'un cercle de provinces se trouvant dans une stricte dépendance de l'Allemagne, et cela afin de faire du problème polonais une question „intérieure“ des pays centraux. Dans ce but, un territoire d'administration militaire, quelque chose comme une zone des armées, appelé „Ober Ost“ fut créé avec les terres s'étendant à l'est du Royaume du Congrès. Cette province fut avec un soin extrême isolée du reste des terres polonaises. L'élément polonais, sur tout le territoire de l'„Ober Ost“, eut à subir des persécutions raffinées, appliquées avec toute la sévérité et la méthode dont les Prussiens sont capables.

Lorsque la nouvelle des défaites allemandes sur le front français fut parvenue en Pologne, la population du Royaume réussit à se libérer en quelques semaines, en chassant les faibles garnisons allemandes. Les habitants de l'„Ober Ost“ se trouvèrent alors dans une situation bien plus difficile. Sur ces territoires et surtout le long des lignes du chemin de fer de Kowel-Brest-Bialystok-Grodno étaient rassemblées d'importantes forces allemandes. Elles comptaient quelques centaines de mille hommes, retirés de tout le front oriental allemand et surtout de l'Ukraine où avait éclaté entre temps, l'insurrection populaire nettement germanophobe de Petloura.

Pendant la période qui suivit immédiatement la conclusion de l'Armistice sur le front oriental, ces armées présentaient un danger pour l'organisation de la Pologne. Désirant s'ouvrir le chemin le plus court vers leur patrie, ces forces allemandes menaçaient d'invasion les frontières polonaises et exigèrent le libre transport par les chemins de fer polonais. Le Gouvernement populaire polonais de Moraczewski s'y opposa énergiquement et, devant sa ferme attitude les troupes allemandes effectuèrent leur retraite à travers le territoire de la Prusse orientale. Les Bolcheviks pénétrèrent sur leurs traces dans les pays évacués et, en accord tacite avec les Allemands, y occupèrent diverses localités.

La nécessité d'une guerre avec les Bolcheviks s'imposa alors à la Pologne.

* * *

Cette nécessité découla de deux considérations, dont une seule eut suffi pour qu'une nation, voulant se montrer digne de son indépendance, se dressa pour défendre ses droits et son existence.

C'aurait été faire preuve un aveuglement étrange que de croire que le Bolchévisme s'arrêterait dans sa marche, qu'il respecterait une frontière quelconque.

Aspirant à gouverner le monde, les Bolcheviks devaient essayer de briser les obstacles dressés sur leur chemin menant à la domination du monde. Or, la Pologne était ce seul obstacle. L'unique moyen de préserver les terres de l'Etat renaissant de l'invasion destructrice était d'aller à la rencontre des hordes menaçantes. La deuxième considération découle des rapports mêmes de la Pologne avec son territoire de l'Est. Pouvait-on exiger d'une Nation dont l'histoire contient des pages glorieuses et qui respecte son passé, qu'elle abandonnât, avec indifférence, la plus grande partie des terres de l'ancienne République polonaise au joug étranger et à la domination barbare. Ces terres constituent le patrimoine historique de la Pologne et sont habitées par des millions de Polonais! Celui qui conseille aux Polonais de ne pas s'intéresser au sort des "pays annexés" ignore combien leur histoire est liée étroitement à celle de toute la Pologne; il ne sait pas quelles pages glorieuses ont été écrites par ces "pays annexés" au livre d'or des luttes pour l'indépendance et la liberté de la Pologne et que ces territoires occupent une place d'honneur dans l'histoire de la civilisation nationale polonaise. Pour ne pas compliquer cet article par des milliers d'exemples, qu'il me sufise d'en citer quelques-uns, des plus importants.

Ces territoires de l'est sont le berceau des plus grands poètes et héros de la Pologne. Mickiewicz est fils de la terre de Vilno (district de Nowogrodek en Lithuanie), Slowacki, enfant de la Wolhynie (district de Kchemienietz).

Tous les grands capitaines des luttes pour la liberté, de Kosciuszko (1784) à Pilsudski (né et élevé dans le district de Swienciany, près de Vilno), de même Chlopicki (1831) et Traugutt (1863) tous sont fils de ces pays qui, se sont toujours levés les premiers pour la lutte contre l'opresseur.

Le soulèvement du peuple de Vilno (1794) est un des plus beaux épisodes de l'Insurrection de Kosciuszko. En 1831, le mot d'ordre de l'Insurrection était: la réunion des "pays annexés" au Royaume du Congrès. Une des tragédies les plus poignantes de ce mouvement est le massacre de la population sans défense de la ville d'Osmiana, en Lithuanie. Les femmes lithuaniennes mêmes prirent part aux combats de cette Insurrection. L'une d'elles, Emilie Plater, se mit à la tête d'un détachement d'insurgés.

En 1863, c'est justement sur les terres des "pays annexés" que le mouvement insurrectionnel se maintient le plus longtemps et que la répression se fait plus sanglante et plus cruelle. Enfin dans la guerre actuelle, les fils de ces mêmes "pays annexés" ont versé maintes fois leur sang dans les combats pour la liberté de la Patrie. Pendant la dernière grande bataille de la Vistule, ils ont fait pencher la balance de la victoire du côté polonais. C'est une division de volontaires lithuaniens et blancs-russiens qui a repris Radzymin perdu par les troupes polonaises.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le peuple polonais ait considéré comme son devoir le plus sacré de marcher contre un ennemi qui s'était emparé des contrées évacuées par les Allemands et y opprimait la population. La guerre commença, menée par le Maréchal Pilsudski qui reprit Vilno, en Avril 1919.

* * *

L'occupation de Vilno mit à l'ordre du jour la question des rapports polonais avec les groupements nationaux lithuanien et blanc-ruthène. Ces groupements forment avec les Polonais la population dans la région septentrionale des "pays annexés". Cependant l'élément polonais domine incontestablement dans Vilno et ses environs. Les données du recensement le moins favorable à la Pologne, celui qui fut effectué en 1917 par les Allemands, accusent pour Vilno 70.629 Polonais contre 3.699 Lithuaniens et 1917 Blancs-ruthènes et dans les environs 148.200 (74%) de Polonais — 31.386 (15,8%) de Lithuaniens

et 4.933 (2,4%) Blancs-ruthènes. La situation est la même dans d'autres districts voisins ainsi que dans ceux qui unissent le territoire de Vilno au territoire du Royaume du Congrès (district de Lida—Grodno—Wolkowysk et Swienciana); partout les Polonais ont une majorité absolue. Ces considérations pouvaient servir de raison pleinement justifiable à l'incorporation pure et simple de ces terres à la Pologne. C'est ce que, du reste, la population indigène exigeait dans des milliers de déclarations, pétitions, résolutions et demandes adressées au Gouvernement et au Parlement Polonais¹⁾). Cependant sachant combien Vilno est cher aux Lithuaniens et aux Blancs-ruthènes, en tant que leur capitale commune à travers les siècles, Piłsudski résolut d'en appeler à toute la population de ces régions. Il lui laissa entière liberté de se prononcer pour la résurrection des anciennes formes d'union volontaire avec la Pologne sur des bases d'égalité et de liberté parfaites ou de prendre toute autre décision sur le sort futur de Vilno. Le 22 Avril 1919, Piłsudski lança une proclamation à tous les habitants de l'Ancien Grand-Duché de Lithuanie, conçue en ces termes.

„Depuis plus de cent ans votre pays ignore la liberté, il subit le joug de la domination étrangère, russe, allemande ou bolchévique. Cette domination, sans s'inquiéter de l'idéal et des aspirations de la population, lui a imposé des modes étrangers d'existence qui assujettissent sa volonté et souvent sacrifient des vies humaines. Fils de cette malheureuse terre, je connais bien la vie d'esclaves qui est la vôtre. Cet état d'esclavage continual doit être aboli une fois pour toutes. Dans cette contrée, qui semble oubliée de Dieu, la liberté et le droit pour chacun d'exprimer sans contrainte sa volonté et ses aspirations doivent être respectés désormais. Les armées polonaises vous apportent la fin du règne de la violence et de l'arbitraire, la délivrance du joug d'un régime imposé par la force brutale contraire à la volonté du peuple. Elles vous apportent l'indépendance et la liberté.

Je veux vous donner la possibilité de résoudre toutes vos questions intérieures, nationales et cultuelles comme vous l'entendrez sans aucune pression ni contrainte de la part des Polonais.

Pour cette raison et bien que le canon tonne et que le sang coule encore sur cette terre je

n'y introduis pas de régime militaire, mais une administration civile et j'invite les gens du pays, fils de cette terre à y prendre part.“

C'est avec cet esprit que la Pologne a pénétré dans ce pays qui lui est lié par une histoire commune séculaire et où l'appelaient les voeux d'une immense partie de la population.

Le but visé dans cet appel ne fut pas tout de suite atteint. L'entente entre les différents peuples de l'ancienne Lithuanie¹⁾) fut entravée par la position hostile prise par le Gouvernement de Kovno et par une poignée de politiciens lithuaniens. Le Gouvernement lithuanien composé en grande partie de gens qui furent nommés à leurs postes par les autorités allemandes d'occupation adopta, dès l'abord, une attitude nettement hostile envers toutes les tentatives de conciliation venant de la part du Gouvernement polonais. Il rejeta toute proposition d'entente sur la base d'une Fédération au prix de laquelle les Polonais étaient prêts à renoncer à la possession exclusive de Vilno. Il exigea la réunion pure et simple de cette ville (qui compte 2,6% de population lithuanienne) à la Lithuanie. Ce désir fut momentanément réalisé, lors du revers des armées polonaises, par la conclusion d'un traité entre les Bolchéviks et le Gouvernement lithuanien (le 12 Juillet 1920). Par ce traité ce dernier entraînait en possession de Vilno et d'une zone de terres habitées par 684.000 Polonais contre 109.000 Lithuaniens. Cette action et l'occupation militaire par les Lithuaniens des districts purement polonais de l'ancien Royaume de Congrès (districts de Souvalki et d'Augustov) étaient évidemment inspirées par le Gouvernement de Berlin et constituaient des actes nettement hostiles envers la Pologne.²⁾

Cependant et même à ce moment le Gouvernement et la nation polonaise ne perdirent pas

¹⁾ Il convient d'établir une différence entre la Lithuanie historique appelée Grand-Duché de Lithuanie et la Lithuanie proprement dite ou ethnographique. La Lithuanie historique est un terrains étendu (environ 300000 klm) habité par des Polonais, des Lithuaniens, et des Blancs-russiens parmi lesquels les Lithuaniens représentent à peine 13% de toute la population. La Lithuanie ethnographique est un territoire habité par une population lithuanienne compacte, comprenant le nord du gouvernement de Souvalki, le gouv. de Kovno (où cependant les Polonais forment 26% de la population), et quelques lambeaux de terre limitrophes du gouvernement de Vilno. Sous l'occupation allemande ces territoires furent érigés en un état lithuanien distinct dont l'autonomie et les frontières, malgré quelques violations de la neutralité de la part du Gouvernement Lithuanien furent toujours respectées par les Polonais.

²⁾ Il convient d'ajouter que le Gouvernement lithuanien a refusé absolument d'accepter le principe de plébiscite sous quelque forme que ce fût.

¹⁾ Ces pétitions et déclarations offrent sans doute dans l'histoire un exemple unique de plébiscite réellement volontaire. Presque toute la population des districts prit part à ce plébiscite spontané pour exiger la réunion immédiate à la Pologne.

l'espoir d'éviter une lutte armée entre 2 nations autrefois soeurs. Ils continuèrent à chercher un terrain d'entente et de conciliation.

Les résultats obtenus sur le terrain d'entente polono-blanc-ruthène sont sensiblement meilleurs. Les Blanc-russiens qui constituent le groupement national numériquement le plus important de l'ancien Grand-Duché de Lithuanie (environ 43% du total de la population), forment une masse compacte, habitant l'Est du Territoire ducal. La Pologne leur parut être la seule force capable de les affranchir de la domination russe et de les sauver de la dénationalisation. Tous les facteurs politiques blancs-russiens unissaient le sort du pays et de la nation aux victoires des armées polonaises. Ils demandèrent aux Polonais de continuer leur marche victorieuse vers l'Est, au delà des frontières polonaises de 1772.

Au moment de la retraite des troupes polonaises, le Conseil Supérieur Blanc-russe et les militants politiques les plus en vues s'expatrièrent, adressant d'ardentes proclamations à la population pour l'engager à lutter contre les armées communistes de Moscou.

* * *

Ce sont les relations polono-ukrainiennes qui prirent le caractère le plus aigu, mais par contre furent le plus vite réglées. Une des tâches principales de la diplomatie prussienne et autrichienne, pendant toute la durée de la guerre, fut de susciter entre la Pologne et l'Ukraine une haine et une aversion réciproques. Lorsque la puissance des Etats Centraux croula, un de ses derniers efforts fut de jeter le brandon de la guerre entre les deux nations. Elles poussèrent les régiments ruthènes de l'armée autrichienne rassemblés, préalablement à la lutte pour la possession de Lvov. Le sang coula abondamment dans cette lutte également funeste aux deux partis. Elle ne dura cependant pas longtemps et cessa lorsque les troupes ukrainiennes furent repoussées au-delà du Zbrucz. Quelques mois après, quand les bolchéviks réussirent à chasser les armées ukrainiennes des régions de Volhynie et de Podolie qu'elles occupaient, celles-ci trouvèrent un refuge en Pologne et y attendirent le moment propice pour une nouvelle action.

Ce moment vint quand, malgré les belles et continues victoires polonaises, il devint évident que les bolchéviks ne pensaient pas sérieusement à faire la paix, mais qu'ils tâchaient d'assoupir l'attention de l'Europe et de la Pologne par des préparatifs aux pourparlers et à l'armistice s'appétant en réalité à porter à la Pologne un coup mortel.

Pilsudski résolut de prévenir le coup et la grande offensive polonaise commença dans le but de délivrer les territoires ukrainiens du joug russe. Les armées ruthènes prirent une part active aux combats et on peut dire que leur aide ne fut point négligeable. Elles formèrent l'aile droite de l'armée en avance. A la veille de l'offensive, le 26 Avril 1920, le Commandant en chef des A. P., Joseph Pilsudski, adressa une proclamation à la nation ukrainienne. Nous la joignons ci-dessous in-extenso pour caractériser les relations entre les deux armées.

„Les Armées de la République polonaise se sont avancées à mon commandement et ont pénétré profondément dans les terres Ukrainiennes.

Je fais savoir à la population de ces terres que les Armées polonaises chasseront les envahisseurs étrangers contre lesquels l'Ukraine s'est levée, les armes à la main, pour défendre ses chaumières contre la violence, le brigandage et le pillage. Les Armées polonaises resteront en Ukraine juste le temps nécessaire pour permettre à un Gouvernement légitime de se former et de doter le pays des institutions gouvernementales et administratives. Dès que le Gouvernement national de la République Ukrainienne aura établi des pouvoirs gouvernementaux, dès que les phalanges ukrainiennes, postées en armes sur les frontières du pays, seront en état de défendre leur sol contre un nouvel envahissement et que la Nation affranchie pourra elle-même décider de son sort, alors les soldats polonais réintégreront leurs frontières ayant rempli la mission sublime de lutter pour la liberté des peuples.

Les fils valeureux de l'Ukraine reviennent avec les armées polonaises sous le commandement de l'hetman Simon Petloura. Ils ont trouvé un refuge et une aide en Pologne aux jours d'épreuves les plus rudes du peuple ukrainien. Je crois que la Nation ruthène tendra toutes ses forces pour reconquérir avec l'aide de la République polonaise sa propre liberté et assurer aux terres fertiles de sa Patrie le bonheur et le bien-être dont ses fils jouiront quand reviendront le travail et la paix. Les Armées de la République polonaise assureront la défense et la protection à tous les habitants de l'Ukraine sans distinction d'Etat, d'origine ou de religion. Je fais appel à tous les Ruthènes

et à tous les habitants de l'Ukraine pour leur demander de supporter patiemment tous les maux occasionnés par la Guerre et d'aider dans la mesure de leurs forces les Armées polonaises dans leur lutte sanglante pour leur propre vie et leur liberté."

Le Commandant en Chef des troupes ukrainiennes, l'hetman S. Petloura adressait simultanément une proclamation à la Nation Ukrainienne; entre autres il y est dit ceci au sujet des rapports polono-ukrainiens :

"..... Mais aujourd'hui, l'Armée ukrainienne ne lutte plus seule contre l'impérialisme rouge. Elle marche avec l'aide de son amie, la République polonaise, dont la liberté est également menacée par les Bolchéviks moscovites. Une entente cordiale est intervenue entre les deux Gouvernements en vertu de laquelle l'Armée polonaise pénétrera en même temps que l'Armée ukrainienne sur les territoires de la République ruthène, en qualité d'alliée contre l'ennemi commun.

Une fois la guerre terminée, les soldats polonais retourneront dans leurs foyers. Dans la lutte commune des armées ukrainienne et polonaise nous réparerons les fautes du passé. Le sang versé en commun sur les champs de bataille contre l'ennemi séculaire: Moscou, qui a autrefois perdu la Pologne et ruiné l'Ukraine, sanctifie une nouvelle période d'amitié réciproque des deux nations."

Ces mots n'étaient pas le moins du monde de stériles et banales formules diplomatiques. Les Alliés ukrainiens se sont montrés de fidèles compagnons d'armes. L'amitié nouée sur le champ des batailles victorieuses, lors de la marche triomphale sur Kieff, a résisté aux insuccès et ne s'est pas démentie même dans les moments les plus difficiles. Le différend armé polono-ukrainien du début s'est mué en une solide alliance conclue pour la défense commune de la liberté menacée. Pour résumer les points de la politique polonaise à l'Est dans un espace de deux ans, il convient de tirer les conclusions suivantes:

I-o La Guerre polono-bolchéviste dans toutes ses phases a été une guerre défensive. Elle a été menée pour protéger les droits effectifs de la Pologne qui sont de régler et de préserver les intérêts des habitants des pays qui lui ont été

arrachés et de défendre l'existence même de la Nation. Cette Guerre n'a jamais et en rien porté atteinte à des territoires ethnographiquement ou historiquement russes. Elle a été conduite sur des territoires ayant fait partie de l'ancienne République polonaise pendant plusieurs siècles, puis ravis par la violence en 1772—1793—1795. Sur ces territoires, l'élément russe n'atteint pas 5% du chiffre global de la population et se recrute presque exclusivement parmi les immigrés, les fonctionnaires établis au cours du dernier siècle.

II-o Dans ses rapports avec les autres groupements nationaux établis sur ces terres (lithuaniens, blancs-russiens et ruthènes) la République polonaise n'a jamais usé de violence et de contrainte. Elle les a au contraire affranchis, sur leur consentement, du joug soviétique et leur a laissé le droit absolu de décider eux-mêmes de leur sort. Elle n'a aspiré qu'à une entente et à une harmonie parfaites.

* * *

Et cependant....

Et cependant, ceux qui ne se sont jamais souciés de l'impérialisme russe, font aujourd'hui à la Pologne le reproche d'être impérialiste. Ceux qui sont toujours prêts à laisser à la Russie le droit d'étrangler les autres nations, assignent à la Pologne des „frontières ethnographiques“ hors desquelles ils laissent de vastes étendues faisant partie de la Pologne et peuplées par une population polonaise dépassant de beaucoup 50% de la population totale. Cette application de mesures, double et différente, moins favorables à la Pologne qu'à la Russie doit prendre fin. Les autres nations sont déjà parvenues à panser les plaies causées par la Guerre, tandis que la Pologne est encore tout ensanglée par une lutte mortelle contre un ennemi qui menace la paix du monde entier. La Pologne qui ne se bat pour une récompense ou des faveurs quelconques demande simplement justice. Nous demandons aux peuples de l'Europe, à notre fidèle alliée la France, dont l'aide et l'ardente sympathie dans les difficultés récentes sont appréciées d'un cœur reconnaissant, une juste reconnaissance de nos droits et une application effective du principe de „libre-Arbitre“ auquel tout peuple a droit.

C'est, du reste, le seul moyen pour assurer à l'Europe une paix juste et durable.

B. Srocki.



Minsk d'aujourd'hui et d'autrefois.

En parlant de Mińsk, j'ai en vue non seulement la ville elle-même, mais aussi toute la province de Minsk et, en général, les confins Nord-Est de l'ancienne République Polonaise. Si je choisis justement cette ville, ce n'est point qu'elle soit le monument le plus représentatif de la civilisation polonaise dans l'Est. Nullement. Dans cet ordre d'idées non seulement Minsk ne peut être comparée à Vilno, resplendissant jusqu'à nos jours, mais elle est même sous maints rapports distancée par un bon nombre de chefs-lieux de districts.

Mon choix se fixe cependant sur Minsk, car les péripéties de cette malheureuse cité, située aux limites extrêmes de la Pologne sont en quelque sorte le miroir des tragédies d'un dououreux pays: la Ruthénie-Blanche.

Si l'opinion européenne ne se laisse pas duper par des considérations d'un ordre trop pratique ou purement nerveux, le sort tragique de l'élément polonais dans ces régions, durant un siècle et demi de domination russe, ne saurait lui être indifférent. Car ne saurait lui être indifférente la martyrologie de sa propre civilisation, propagée et représentée dans ces régions par la Pologne. Laissant de côté les influences slaves et byzantines qui certainement s'y firent sentir dans les temps préhistoriques et l'influence lithuanienne, nous tenons à souligner un fait de la première importance: les peuples habitant les territoires situés entre le Boug et le Dnieper ne commencent à jouer un rôle dans l'histoire que depuis le temps où ces provinces tombèrent sous l'influence politique polonaise.

L'union de la Pologne et de la Lithuanie (1386) est une date historique à partir de laquelle la civilisation polonaise commence à se propager dans l'Est européen. A vrai dire les terres blaneruthènes ne connurent point d'autre civilisation car les Russes, durant leur séjour dans le pays de plus d'un siècle, non seulement ne contribuèrent en aucune manière au progrès, mais y assumèrent encore le rôle de destructeurs systématiques de la civilisation polonaise.

Le sombre esprit du tzarisme, le calendrier Julien et le principe de l'ignorance obligatoire pour le peuple furent les seules choses que la pensée politique russe y apporta.

Tout ce qui s'y opposait, qui formait un obstacle aux desseins impérialistes russes c'est à

dire le latinisme (représenté par l'Eglise catholique) et l'élément polonais (européen) etc. fut persécuté et brisé par la force.

La Pologne toute entière connut des persécutions les plus violentes, elle les endura et pourtant ne succomba pas, grâce à sa vitalité et la puissance de son patriotisme. Tandis que sur les confins où l'élément polonais était moins intense, la civilisation séculaire polonaise dut souvent s'incliner devant la force brutale. A quel point la violence barbare sut pousser son oeuvre de destruction, Minsk nous en donne une preuve poignante. Le touriste venu de l'Occident qui promène un regard indifférent sur cette ville incroyable, banale et dépourvue d'âme aurait été frappé de stupeur si on lui reconstituait, même en ébauche, Mińsk d'il y a cent ans. Il aurait contemplé une ville absolument différente et étrangère à celle d'aujourd'hui et, ce qui est plus, lui rappelant l'Europe occidentale. Il aurait aimé son architecture si proche de son goût et le dessein de ses rues aux particularités occidentales, et il aurait été charmé par son aspect général, très pittoresque avec son caractère demi-rustique, simple et pourtant si intéressant. Et songeur il se serait demandé la cause de cette sauvage et incompréhensible transformation.

Cette cause, c'est le triomphe du tzarisme, qui trouvait un malicieux plaisir à priver les villes et les contrées qui ont eu le malheur de tomber sous sa domination de tout caractère particulier, de toute beauté originale, et à les rendre uniformément laides et uniformément banales.

Extérieurement la russification trouvait son expression dans la démolition et la défiguration des églises, des monuments et édifices publics élevés par les Polonais; se traduisait par les ordres officiels du "dentelage" des clôtures et leur coloration en vert et en rouge, afin de donner par force aux villes et aux villages un aspect russe. Elle agissait d'une façon bien plus meurtrière encore sur la vie intérieure des villes et des pays, vie intense et organisée par l'élément polonais. Elle fut définitivement étouffée par Mourawieff de célèbre et atroce mémoire après l'insurrection de l'an 1863. Toute activité aussi bien dans le domaine intellectuel que dans le domaine industriel, fut complètement arrêtée, toute initiative privée tendant au relèvement du pays entravée et même sévèrement punie.

Aussi la vie de Minsk ne diffère telle en rien du Sahara... tout comme son aspect extérieur.

Antique cité, longtemps plongée dans les ténèbres de l'histoire, Minsk eut à subir les nombreuses invasions de hordes barbares venant de l'Est et du Sud. Plusieurs fois brûlée, elle ne conserva presque pas de monuments préhistoriques. Il est cependant probable que des fouilles entreprises dans les nombreux souterrains de cette ville (vestige de l'époque ancienne) fourniraient à la science maints détails curieux. Minsk n'apparaît véritablement sur le théâtre de l'histoire qu'en 1496, date à laquelle Aléxandre Jaguellon lui octroya la loi de Magdebourg. Ayant enfin gagné l'aide et la protection d'un puissant Etat, la ville, moins exposée aux invasions, se développe peu à peu. Les priviléges et les dons reçus des rois lui permirent d'organiser ses métiers et son commerce, de s'enrichir et de devenir, en s'imprégnant de la civilisation polonaise, le chef-lieu et la cité la plus florissante du Palatinat de Minsk.

En 1812 la population de Minsk se déclare pour la France. Sa jeunesse s' enrôle sous les étendards de Napoléon, dont le buste a été érigé sur la place de la Cathédrale, à laquelle on donne le nom de la „Place de la Liberté“. Mais c'est vers 1820—1840 que Minsk atteint à son apogée de civilisation, malgré que les persécutions russes commencent déjà à s'y faire sentir. C'est justement l'époque du plus grand épanouissement du génie national polonais, l'époque à laquelle la Pologne donne le plus bel exemple de vitalité qu'il ait été jamais donné à l'histoire de relater. Minsk devient alors dans l'Est un des centres d'où la civilisation polonaise rayonne à l'extérieur et vivifie les contrées environnantes. Cette époque florissante dure jusqu'en 1863, année mémorable de l'insurrection.

II.

Le premier facteur de la civilisation occidentale dans ces contrées fut sans contredit l'église catholique. Bien qu'au point de vue de la civilisation, supérieure à l'église grecque, elle sut faire l'effort de s'unir à cette dernière, ce qui facilita à la Pologne sa mission civilisatrice. L'autorité royale polonaise veillait à ce que le clergé et la noblesse se montrassent tolérants envers la population uniate et orthodoxe. Nous ne rappellerons ici que le décret de Ladislas IV statuant sur la séparation des églises grecques uniates des non uniates à Minsk en 1636 qui

apaisa pour longtemps les dissensiments religieux, et le privilège de Joan-Casimir de 1650 par lequel ce roi termina en faveur des orthodoxes le procès au sujet de l'église de la Trinité. Parmi les actes royaux nous rencontrons beaucoup d'édits de ce genre.

Du reste, non seulement les autorités suprêmes, mais aussi la noblesse et le clergé catholique ne témoignaient jamais d'intentions agressives envers l'église grecque. Nous en possédons des preuves non suspectes, car provenant de sources orthodoxes. Ainsi l'archimandrite Ladzienski, dans son ouvrage très connu écrit en langue russe, dit que, sur les territoires du gouvernement de Minsk 360 sobors et monastères russes doivent leur fondation au clergé latin.

C'est à cette époque même que la Russie tzariste, symbole du fanatisme et de l'intolérance orientale, commence à se dégager de l'Etat moscovite.

Au cours de ses incursions en Lithuanie, vers le milieu du XVII-e siècle, Moscou ferme les églises, déporte en masse, aux limites extrêmes de la Russie, les enfants des campagnes pour les y éléver dans le schisme.

Ces actes de violence furent les premières mesures prises par une puissance destructive, consciente de sa force et victorieuse, mais dont toutes les agressions n'empêchèrent point le mouvement catholique de se propager. Au début du XIX-e siècle le diocèse de Minsk (d'une superficie de 10000 lieues carrées) compte environ 90 paroisses, 50 églises, 160 chapelles et 60 couvents qui, bientôt après, commencent à disparaître.

La ville possédait alors 17 églises et après 1863 elle en avait à peine deux. Il n'a même pas été jugé utile de remplacer ces 15 églises abolies par un nombre égal d'églises orthodoxes.

Propageant la civilisation, le catholicisme formait le goût dans les architectures religieuses et dans l'art s'y rattachant.

On rencontre jusqu'à Vitebsk et Smolensk des motifs occidentaux au caractère polonais dans les architectures des églises, couvents, chapelles et autres.

Dès le début du XIX-e siècle et surtout après l'abrogation de l'Union des églises commence la transformation des temples uniates en églises orthodoxes, suivie d'autres confiscations, reconstructions et destructions.

Les monuments de l'architecture religieuse tombent en ruine ou bien sont transformés en bâtiments publics. La façade de l'église de St. Marie à Nieswiez est particulièrement intéressante par le plan monstrueux de sa reconstruction et à Minsk les murs de l'ancien couvent des Domi-

nicaïns, transformé en caserne, offrent un exemple de vandalisme digne de la plus grande attention.

Vers la fin du XVIII^e siècle, Minsk possédait déjà des écoles modernes qu'il devait à la célèbre "Commission d'éducation", puis à l'Université de Vilna. Depuis 1803, il possédait un Collège classique pour garçons soumis à l'autorité de l'Université. Russifié sous Nicolas I, et depuis Murawieff entièrement russe, ce collège resta jusqu'à ses dernières années l'unique école secondaire de Minsk.

Et cela n'est pas étonnant: pour la Russie des tzars il n'était pas seulement question de propager sa propre civilisation, la seule désirable, mais bien plus encore de maintenir la population dans l'ignorance la plus complète. Cela apparaît clairement si l'on considère la limitation du nombre d'élèves dans les écoles secondaires et supérieures et le nombre minime des écoles primaires. Il est vrai qu'en 1880 on finit par fonder une école professionnelle, décision qui fut dictée par la nécessité, l'énorme machine gouvernementale russe ayant besoin d'un certain nombre d'ingénieurs.

Un lycée russe pour les jeunes filles, ainsi que le séminaire transféré de Sluck complètent le tableau de l'état de l'enseignement à Minsk sous l'occupation russe. Nombre sans nul doute trop restreint, surtout si l'on considère l'accroissement de la population qui, de 30000 – vers 1830-40 augmente à plus de 100000. Eut-il été possible de se représenter un tel état de choses, si la Pologne avait été maîtresse de ces régions pendant ces 100 ans?

En examinant la statistique du mouvement éditorial en Pologne on remarquera qu'il est très imposant à ses débuts, même en comparaison avec celui des peuples occidentaux, et dominant sans contredit le mouvement éditorial russe (en 1870 d'après Estreicher on comptait 150.000 éditions polonaises contre 30.000 russes).

Il commença à lui céder le pas seulement dans la dernière dizaine d'années du XIX^e siècle pour reculer de plus en plus rapidement devant l'immense production de l'Etat comptant plus de 100 millions d'habitants.

La Russie employa tous les moyens pour étouffer le verbe polonais et entraver le mouvement éditorial en Pologne. En Lithuanie c'était encore pis: tout imprimé était interdit. Remarquons que la Pologne possédait au XVI^e siècle 20.000 imprimés, tandis que la Russie en 1870, c'est à dire vers la fin du XIX^e, n'en avait que 40.000.

Au XVI^e siècle il devait y avoir des imprimeries polonaises à Minsk, comme le privilège de Sigismond III accordé à la papeterie de Perespic nous

le laisse supposer (1592). Le privilège du roi Ladislas IV, en 1633 parle clairement d'une imprimerie près du Monastère de St. Pierre et St Paul. A Minsk paraissent non seulement des ouvrages en polonais, mais aussi en latin, en français puis, vers le milieu du 19^e siècle en blanc-ruthène.

Mais le mouvement du livre a atteint comme tout le reste, le maximum de son développement au début du XIX^e siècle (A cette époque il y avait à Minsk des imprimeries et des lithographies tenues par Falk, Stefanowicz, Adamowicz, et d'autres).

La composition et l'exécution du livre prouvaient à un haut degré le bon goût et la connaissance du métier. Non seulement les lithographies et les chromolithographies, mais aussi les gravures sur bois, les cartes géographiques et les globes étaient exécutés dans les ateliers de Minsk par les forces locales. Après 1863, avec la fermeture des imprimeries polonaises, on n'édite plus rien. Et dans une ville où tant d'années auparavant fut publiée une bible ornée de gravures sur bois, quelques dizaines d'années après, avant la guerre, on ne pouvait même plus exécuter la plus insignifiante photogravure.

Chacun sait avec quel acharnement le livre polonais fut poursuivi, avec quelle rage furent anéanties les précieuses et nombreuses bibliothèques, répandues dans le pays. Leur grand nombre est la gloire de la Pologne du XVIII^e siècle. L'amour presque religieux des Polonais pour les collections scientifiques et surtout pour les collections artistiques, est de date très ancienne. Un grand nombre de galeries, surtout des plus précieuses, confisquées ont disparu au cours du XIX^e siècle dans les Musées russes. Le Royaume de Pologne, surtout la province, est plus complètement privée d'oeuvres d'art que les confins orientaux. Les chefs-d'œuvre gardés pieusement dans les châteaux remplirent, à l'aube du XIX^e siècle le rôle d'éducateurs d'une originale école polonaise de peinture, connue sous le nom d'école de Vilno. Les représentants les plus autorisés sont: le portraitiste Rustem, le peintre historique et de genre Smuglewitz. Bientôt Minsk devient un foyer de la vie artistique. Elle vit naître plusieurs artistes peintres, en majeure partie élèves du portraitiste Jean Damel et plusieurs ateliers de peinture qui existaient simultanément (Damel, Wankowicz, Emeric, Adamowicz, Harasimowicz, Kozakiewicz, Szafarowicz, Szeniesz et autres) prouvent la vitalité et le haut niveau intellectuel, qui plus tard tomba com-

plètement pour les causes que nous connaissons déjà. Tous ces peintres restèrent inconnus de l'étranger, bien que plusieurs d'entre eux ne cèdent en rien aux artistes de l'époque de l'Europe occidentale prisés pour leurs talents.

Au début du siècle dernier, lorsque Minsk était une ville florissante, concentrant en soi une vie locale très intense, ayant des poètes remarquables, comme Legatowicz, Marcinkiewicz et autres, des savants comme Jaźwinski, des artistes, comme ceux que nous avons cités plus haut à l'époque où son industrie en plein essor fournissait même des pianos aux centres environnantes, ses besoins esthétiques se développèrent à tel point qu'il fut possible de créer un théâtre permanent.

Une scène polonaise fut installée et trouva les moyens indispensables à son existence. Elle forma des talents dignes d'attention, comme le comique Fedecki et l'artiste Drozdowska. Mais ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est qu'elle nous a valu des auteurs comme Florian Miladecki, dont l'opéra-comique „les Concurrents“ libretto et musique furent imprimés à Minsk même. Entre 1840 et 1860 Minsk possédait 2 théâtres, l'un installé à l'Hôtel de ville¹⁾—le Théâtre municipal, l'autre privé. On y jouait en polonais, donnant de temps à autre des représentations spéciales en langue russe pour les fonctionnaires.

La prohibition des représentations polonaises (1863) porta un coup mortel au développement de la scène de Minsk, qui promettait un grand avenir. La construction par le Conseil municipal d'un nouveau bâtiment pour le théâtre ne réveilla pas les échos de la vie artistique d'autrefois. Et de même, que pendant les premières années qui suivirent l'insurrection, au commencement du XX-e siècle, avec une population de plus de 100,000 habitants, Minsk, tel un village perdu, ne recevait dans ses murs que des troupes d'acteurs ambulants de talent médiocre et, de temps en temps, quelques „étoiles“ venues de Pétersbourg ou de Moscou, qui voulaient bien lui faire la grâce d'y donner quelques rares représentations.

Voilà les résultats néfastes de la domination de l'Orient qui a su, dans ce malheureux pays, éteindre tous les foyers de civilisation. Nous tenons à faire remarquer que le nom de la Pologne est, dans ces régions jusqu'au Dniepr et la Dvina, le symbole de la civilisation et que l'élément polonais y possède toujours un caractère distinctement indigène. Les Polonais surent s'assimiler

les moeurs locales et exerçant une influence prononcée sur la population blanc-ruthène; ils la gagnèrent à la civilisation d'occident, sans lui faire perdre son caractère national. Ils se comportaient avec bienveillance envers les monuments du passé de la Ruthénie-Blanche, ils étudiaient le folklor, et cultivaient la langue ruthène (Marcinkiewicz, Syrokomla, Czeczott, puis Bohuszewicz, Jelski, Niesłuchowski).

Après l'année 1863, malgré que la liberté de la presse et de la parole fut supprimée les intellectuels polonais, loin de déserter le terrain, restèrent à Minsk pour y continuer l'œuvre civilisatrice de leurs ancêtres.

Il ne sera pas inutile de rappeler ici, que le mouvement blanc-ruthène, dirigé à Minsk par les Polonais, fut pour longtemps réfréné après 1863 à la suite des représailles inouïes du gouvernement russe. Les premiers écrivains en langue ruthène furent les Polonais cités plus haut.

En 1846 un des premiers compositeurs polonais Moniuszko, écrit la musique pour le libretto blanc-ruthène de Marcinkiewicz: „Sielanki“, opéra en 2 actes. Entre 1850 et 1863 on rencontre à Minsk une série de livres blancs-ruthènes écrits par des Polonais. Peu après, ce mouvement s'affaiblit à cause de l'interdiction par le gouvernement russe en 1865 d'emploi de l'alphabet latin pour les imprimés blancs-ruthènes. Cet „ukase“ fut révoqué seulement en 1904. Les Polonais qui furent les promoteurs du mouvement ne voulant pas se soumettre à cette interdiction font paraître à l'étranger leurs œuvres en langue blanche-ruthène. Il est curieux de comparer cette attitude des Polonais aux agissements du gouvernement russe, qui, à tout prix, voulait étouffer le mouvement naissant.

Le despotisme tzariste, en comprimant les artères du cœur même de Minsk et le dépourvant de ses ornements extérieurs, l'enlizait dans la barbarie orientale. Seulement une illustration faite d'après les documents authentiques pourrait donner à un étranger une idée de ce que Minsk fut autrefois, lors de son plein développement. J'ai essayé de montrer au lecteur, dans cette ébauche à peine esquissée, que Minsk d'aujourd'hui est une ville de ruines, le tombeau d'une ville du type occidental, martyrisée par Moscou.

Je pense que si le déblaiement des cendres d'une ville détruite par une éruption volcanique est pour le monde une révélation, sans aucun doute les fouilles d'une ville anéantie par le limon fangeux de l'Orient fournirait un témoignage éclatant de la force créatrice de la civilisation occiden-

¹⁾ Curieux monument d'architecture polonaise, qui fut démolî, soi-disant parce qu'il bouchait la vue du sobor à la femme du gouverneur.

tale sur les territoires ethnographiques litigieux Ces preuves pourraient être l'aiguillon qui forcerait la pensée à s'arrêter sur la signification réelle de l'ethnographie, de la civilisation et de la nationalité.

Hélas, il est plus facile d'avoir raison des suites d'une catastrophe due aux puissances naturelles qui, dans leur oeuvre destructive, n'ont ni plan politique, ni système, ni préméditation.

Boguslaw Adamowicz.



Les relations ethniques des terres nord-est de l'ancienne République Polonaise.

Pour se faire une idée à peu près exacte de ce que représente sous le rapport ethnique le vaste pays situé entre la Baltique et la mer Noire et qui, délimité à l'ouest par le cours du Niemen et du Boug est baigné à l'est par les eaux de la Dzvina et du Dniepr, il faut prendre connaissance de l'ensemble des conditions historiques, sociales, politiques et ethnographiques des dites régions — tant complexes et absolument originales sont les relations nationales sur ces territoires. Le Gouvernement russe, qui, vers la fin du XVIII^e siècle, s'est emparé de ces provinces, les arrachant à la République Polonaise, a fait tout son possible pour imposer, à l'opinion publique européenne, la conviction qu'il s'agissait là de contrées essentiellement russes dont le sort naturel était d'entrer comme partie intégrante dans l'empire russe. C'est en vain que la population indigène — tant Polonais, que Lithuaniens, Blancs-Ruthènes et Ukrainiens — s'épuisait en protestations contre cet arbitraire. De nombreux travaux scientifiques parurent, où des arguments décisifs et irréfutables furent produits contre la thèse russe. Rien n'y fit. Le gouvernement du tzar a su, en tirant parti de tous les moyens que lui donnait la puissante machine d'Etat, étouffer les protestations de la population et faire accepter par le monde entier une thèse contraire à la vérité mais extrêmement favorable à ses desseins impérialistes. Aujourd'hui, lorsque le bouleversement mondial causé par la Grande Guerre a fortement ébranlé, sinon complètement détruit, les deux plus puissantes forteresses de l'imperialisme: l'Allemagne et la Russie, il serait peut-être temps de réviser ce jugement et d'examiner librement et sans parti-pris les relations ethniques d'un pays dont le sort est si étroitement lié

aux événements qui se déroulent actuellement en Pologne.

A l'aube de l'histoire, au X^e siècle de notre ère, les bassins du Niemen, de la Dzvina et du Dnieper étaient habités par des peuplades lithuaniennes et slaves telles que les „Polanie“, „Douleby“, „Crivitchanie“ etc., dont la physionomie ethnique est absolument obscure. Ainsi par exemple, la science n'a pu, jusqu'à nos jours, établir l'origine des „Polanie“, mentionnés maintes fois dans le chroniqueur russe „Nestor“; on ignore encore si c'était une tribu russe ou bien une ramification du peuple établi aux bords de la Vistule et de la Warta et qui, à cette époque, commençait à jeter les bases de l'Etat polonais. Les Lithuaniens, quoique peu nombreux, montrèrent une grande force vitale et un grand esprit guerrier, ils firent bientôt, sous la conduite habile de leurs princes, la conquête des terres situées sur les rives de la Dzvina et du Dnieper jusqu'à la Mer Noire. Les provinces avoisinant au sud-ouest la Lithuanie et appartenant aux Polonais gardèrent leur indépendance; elles subirent pourtant de nombreuses incursions qu'entreprendait surtout fréquemment le prince Guédemin. Au cours de ces invasions elles perdirent une grande partie de leur population rurale qui fut emmenée par les envahisseurs et réduite à la servitude au fond des forêts vierges de la Lithuanie, où elle assuma le rôle de défricheurs et de colons. Les documents historiques font foi que déjà à l'époque de Guédemin et du prince Olguerde (Olgierd) l'élément polonais et la langue polonaise étaient considérés sur ces terres dans la vie privée comme ayant les mêmes droits que l'élément et la langue lithuanienne et blanc-ruthène. A partir de 1386, l'année où, grâce au mariage d'Hedwige

(reine de Pologne) avec Jaguello (prince lithuanien), l'union des deux Etats fut effectuée, la civilisation polonaise commença à se répandre parmi les couches sociales plus élevées de l'ancien état d'Olgüerd. Bientôt l'influence polonaise pénétra plus profondément, se consolida et se propagea sur tout le territoire de l'ancienne Lithuanie et surtout dans les régions colonisées par les paysans polonais captivés lors des expéditions lithuanianes.

Désormais, la Lithuanie se trouva définitivement dans la sphère d'influence de la civilisation latine, qui lui venait par l'intermédiaire de la Pologne. Et lorsque la Russie s'empara en 1772 et 1799 d'une partie considérable des provinces polonaises, sous prétexte que c'étaient des terres russes, il fut constaté que la langue russe y était presque inconnue et que l'élément polonais y jouait dans tous les domaines de la vie publique et privée un rôle prépondérant.

Cet état de choses-malgré les tentatives réitérées de Catherine II, dura au moins un demi-siècle. Ce n'est qu'au cours du règne de Nicolas I et surtout d'Alexandre II que les facteurs compétents russes décidèrent d'entreprendre une campagne de russification absolue. Les procédés que le Gouvernement du tzar a employés dans ce but sont connus de l'histoire; ils ont dépassé, en brutalité et barbarie, même les atrocités chauvines des autorités prussiennes. Des milliers de Polonais furent déportés en Sibérie et au Caucase; la langue polonaise fut éliminée de l'enseignement public et des offices et son emploi interdit même dans les rues; toute carrière administrative, même lorsqu'il s'agissait des plus insignifiantes, fut rendue inaccessible aux personnes d'origine polonaise; l'acquisition des terres et des immeubles leur fut interdite—etc. Le gouvernement russe ne dédaigna aucun moyen pour atteindre son but. Vers la fin du XIX^e siècle la science même fut asservie au système raffiné de russification et les statistiques furent falsifiées. Et ce pendant, malgré l'acharnement qui y fut apporté un siècle durant, toutes ces persécutions ne réussirent point à donner une physionomie et un caractère russe à ces provinces totalement étrangères à la civilisation orientale. Dans un pays où le sentiment national est assoupi dans les masses et où le seul élément conscient au point de vue politique — c'est — à — dire les Polonais — a été mis hors de loi, les falsifications de la statistique pouvaient se faire aisément. Le Gouvernement russe une fois entré dans ce chemin, poussa son travail de contre-façon avec le sans gêne qui le caractérisait, jusqu'aux limites de l'absurdité.

Le premier recensement général de la population fut effectué dans les 9 départements de la Russie occidentale en 1897 dans des conditions tout à fait exceptionnelles: d'abord les fonctionnaires chargés du recensement furent choisis non parmi la population locale, mais exclusivement parmi les employés et les personnes subordonnées aux autorités administratives. Le personnel ainsi constitué reçut l'ordre formel d'enregistrer comme Lithuaniens ou Blancs-Ruthènes les personnes se disant de nationalité polonaise; on n'admit des exceptions que pour les propriétaires fonciers et la haute bourgeoisie. Attendu que, jusqu'en 1905, fonctionnait en Russie la censure préventive pour la presse et pour tous les imprimés en général, on ne pouvait songer à porter à la connaissance publique tous ces abus ni divulguer la fameuse méthode dont se servaient les autorités russes pour rédiger les données statistiques. Ce n'est qu'après l'abolition de la censure que purent être mis à jour quelques détails ayant rapport à cette affaire. Il a été prouvé, par exemple, que lorsque le maire de la commune Niemenczyn, canton de Vilno, transmit au chef du dit canton, les déclarations des habitants de sa commune, qui toutes constataient les sentiments polonais de la population, ce digne fonctionnaire barra de sa propre main dans la rubrique „langue maternelle“ le mot: „polonaise“ qui s'y trouvait et le remplaça par „lithuanienne“. L'employé fut en outre sévèrement réprimandé pour avoir osé faire mention de Polonais dans son district. Le fait qui vient d'être cité n'est point un cas isolé, au contraire, c'est un exemple typique des méthodes administratives employées par le gouvernement russe.

Le second recensement effectué à cause de l'organisation des „ziemstvos“ en Lithuanie, eut lieu en 1909.

Tout comme le premier, il fut fait exclusivement par les autorités administratives russes sans le moindre concours des représentants de la population. Il donna tout de même des résultats plus proches de la vérité. Ainsi dans le canton de Vilno le pourcentage des Polonais qui n'était que de 12,6 d'après le recensement de 1897, a passé à 47; dans le canton de Troki le nombre de Polonais évalué par les statistiques de l'an 1897 à 11,2% augmente à 21,7% et dans tout le département de Vilno de 8,17% à 17,8%. Cependant, dans les districts peuplés en majorité par les Blancs-Ruthènes, on continua toujours à nier l'existence d'une population rurale polonaise, exception faite des gros propriétaires fonciers. Ce n'est que le recensement de l'année 1916, prescrit par les autorités allemandes ennemis séculaires de la Pologne, et aussi peu bienveil-

lantes pour les Polonais que l'étaient les autorités russes—qui porta, comme par dérision, le coup définitif aux données de la statistique officielle russe. Ce recensement eut lieu, dans les districts de l'ancienne République Polonaise occupés par les Allemands après la défaite russe, de 1915 où ils introduisirent par la Prusse l'administration civile. Or, partout, mais tout spécialement dans les départements de Vilno et Grodno, se manifestèrent des contradictions frappantes avec les données de la statistique russe de 1897. Aussi le recensement allemand, bien qu'effectué par des autorités qui ne se donnaient même pas la peine de dissimuler leur malveillance et leur haine pour la nation polonaise, ou peut-être, à cause de cela, eut un retentissement énorme. La conviction de certains milieux, qui prétaien jusqu'alors une foi entière aux statistiques russes, fut ébranlée, et bien des opinions, concernant les relations nationales de la "Russie occidentale" ainsi que le rôle et l'importance de l'élément polonais dans ces provinces, durent être modifiées.

Voici les données que la statistique allemande fournit pour les 4 districts de Vilno, de Troki, de Lida et de Grodno.

Le tableau Nr 1 comprend presque entièrement les anciens districts de Vilno et de Troki; le tableau Nr 2 ceux de Lida et de Grodno.

TABLEAU I.

Arrondiss.	Polonais		Lithua-niens		Blanc Ruthènes		Juifs		Autres nationalités		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
Vilno ville	70,629	50,1	3,699	2,6	1,917	1,3	61,245	43,5	3,350	3,3	140,840
Vilno camp.	56,632	89,8	2,713	4,3	559	0,9	2,711	4,3	461	9,0	68,076
Szyrwinty	42,759	74,2	11,471	19,9	255	0,4	2,767	4,8	352	0,6	57,604
Podbrodzie	33,914	72,1	4,709	10,0	3,183	6,7	4,539	9,2	833	1,7	47,009
Malaty	14,955	49,3	12,493	41,4	831	3,1	1,588	5,2	362	1,0	30,192
Koszedary	32,406	45,1	33,832	47,1	1,074	1,5	3,955	5,1	290	0,8	71,639
Merecz	11,940	17,5	49,271	72,2	139	0,2	6,517	9,3	572	0,6	68,219
Total	263,175	55,0	118,188	24,7	8,063	1,7	83,127	17,3	6,226	1,3	478,779

TABLEAU II.

Arrond.	Polonais		Lithua-niens		Ruthènes Blancs		Juifs		Autres nationalités		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
Grodno vil.	7,609	81,1	113	0,4	161	1,8	15,583	63,7	690	2,8	24,460
Grodno c.	36,245	78,1	1,099	2,3	2,070	4,4	5,393	11,6	1,576	3,3	46,183
Planty .	12,757	29,8	2	—	24,718	55,7	6,695	15,1	159	0,3	44,381
Lida .	11,175	83,1	242	2,7	14,500	42,8	5,856	17,3	1,281	3,7	35,755
Radun .	44,977	87,4	4,059	7,9	48	0,1	2,002	3,8	352	0,6	51,438
Wasiliszki.	21,315	57,8	320	0,3	9,23	26,9	3,776	10,2	1,576	4,1	36,910
Total .	34,076	56,5	6,535	2,7	51,724	21,8	39,308	16,5	5,634	2,3	237,271

Les arrondissements dont il est question dans les tableaux ci-dessus correspondent aux 4 anciens districts russes; il serait donc intéressant de comparer les chiffres concernant leur population,

avec les données des statistiques précédentes. Pour faire cette opération, nous admettons que les arrondissements allemands: Vilno-campagne, Szyrwinty, Podbrodzie, Malaty constituent l'ancien district de Vilno, Koszedary et Merecz—celui de Troki, Grodno-campagne et Planty—le district de Grodno, Lida, Radun et Wasiliszki—le district de Lida.

Les quelques petites erreurs territoriales et ethnographiques, inévitables dans les évaluations de ce genre, se compensent mutuellement par une augmentation ou une réduction insignifiante des pourcentages respectifs dans les districts voisins. C'est ainsi que nous obtenons le tableau suivant.

TABLEAU III.

Districts	Polonais		Lithua-niens		Blanc Ruthènes		Juifs		Autres nationalités		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
Vilno vil.	47,750	30,9	3,090	2,0	6,490	4,2	62,276	40,3	34,026	22,6	15,453
st. r. 1897	70,629	50,5	3,699	2,6	1,917	1,3	61,245	43,5	3,350	2,	14,084
st. al. 1916											
Le district de Vilno	25,262	12,1	78,073	35,0	87,680	42,0	15,449	7,4	7,317	3,3	20,878
st. r. 1897	148,200	74,8	31,386	15,8	4,933	2,4	11,420	5,7	1,942	1,3	297,880
st. al. 1916											
Le district de Troki	22,884	11,2	118,153	58,1	32,015	15,8	19,398	9,5	10,951	5,	203,401
st. r. 1897	44,346	31,6	88,103	59,3	1,213	0,8	10,462	7,4	934	0,9	140,058
Le district de Lida	9,623	4,6	17,825	8,7	150,535	73,2	24,775	12,2	2,800	1,3	205,767
st. r. 1897	77,465	63,4	5,821	4,8	24,471	20,0	11,637	9,5	3,209	2,8	232,203
Le district de Grodno	11,593	5,6	2,874	1,4	134,639	65,8	40,710	19,8	15,038	7,4	204,85
st. r. 1897	66,611	49,1	2,214	1,0	27,253	23,6	27,671	24,0	2,425	2,3	115,17
st. al. 1916											

A peu près le même pourcentage de la population juive dans les deux parties de notre tableau comparatif est la meilleure preuve de l'exactitude de notre supposition. Les quelques petites oscillations de ce pourcentage, qu'on remarque dans les différents arrondissements, proviennent de l'émigration des masses juives vers les grands centres, qui présentent pendant la guerre de meilleures garanties de sécurité.

Ce qui saute aux yeux, au premier abord, lorsqu'on compare la statistique allemande avec les résultats du recensement russe, c'est le nombre imposant de Polonais et l'absence totale de Russes, qui ont été inscrits dans la rubrique des "autres nationalités" et ne forment même pas 1% du chiffre total de la population des dites provinces.

Très intéressantes et caractéristiques pour les relations ethniques en Lithuanie, sont les données de la statistique allemande relatives aux divisions confessionnelles de la population. Nous nous permettons de reproduire ici les chiffres concernants les districts de Grodno et de Lida.

TABLEAU IV.

Arrond.	Catho- liques		Juifs		Ortho- doxes		Protestants.	Autres confessions	Total
	Nom- bre	%	Nom- bre	%	Nom- bre	%			
Grodno ville . . .	7,651	31,2	15,583	63,7	1,049	4,2	162	15	24,460
Grodno camp. . .	38,625	88,2	5,393	11,6	2,347	5,0	28	—	46,883
Planty . . .	24,623	55,5	6,695	15,1	12,923	29,1	31	59	44,331
Lida . . .	16,718	49,5	5,859	17,3	11,168	33,0	15	—	33,755
Raduń . . .	49,425	96,8	2,002	3,9	11	—	—	—	51,438
Wasiliszki . . .	24,979	67,6	3,776	10,2	8,155	22,0	—	—	36,910
Total . . .	162,006	68,2	39,308	16,6	35,053	15,0	236	74	237,277

En comparant attentivement les données du tableau ci-dessus avec le tableau Nr 2 on est frappé par le fait que le nombre des catholiques se rapproche presque partout du nombre des Polonais. Ceci semble confirmer la thèse des experts polonais, selon laquelle les „Blancs-Ruthènes“ des statistiques russes ne sont en réalité que des paysans polonais, baptisés ainsi par les fonctionnaires du tsar pour le plus grand profit de la bonne cause. Sitôt la guerre terminée et le recensement de la population effectué dans les conditions normales et avec les garanties d'ordinaire exigées, cette supposition deviendra, sans nul doute, une vérité incontestable.

Il faut ajouter que selon les données du recensement allemand supplémentaire de l'an 1918, dans le district de Święciany (les arrondissements Sylgudyszki et Nowoświęciany), le pourcentage des Polonais a augmenté dans la même proportion que dans les districts dont il était question auparavant. De 6,0%, il a passé à 44,7%.

Les faits qui viennent d'être cités suffisent amplement pour discréder à jamais les prétenues données du recensement russe de 1897 qui n'avait d'autre but que de démontrer la faiblesse de l'élément polonais dans les 9 gouvernements de la „Russie Occidentale“. Toutefois, étant donnée l'absence totale d'autres matériaux statistiques concernant toute l'étendue de ce pays, nous serons forcés, dans le cours de cette étude, de nous servir des chiffres russes en les modifiant là seulement où nous aurons pour cela quelque sérieuse base scientifique.

Les modifications à apporter sont les suivantes: dans les districts, sur lesquels la statistique allemande nous fournit des données précises, nous fixons le pourcentage des diverses nationalités conformément au résultat publié du recensement allemand; dans les autres districts, nous prenons comme point de départ les données sur les confessions, car dans ce pays, à part les Lithuanians et les Lettons, toute la population catholique tend de plus en plus à la nationalité polonaise, et la statistique allemande permet de constater que presque toute la population rurale catholique qui,

dans les rapports russes, passe pour „ruthène“, se dit elle-même polonaise.

En se basant sur ces prémisses nous obtenons le tableau suivant: *)

TABLEAU V.

Départements	Polo- niens	Lithua- niens	Blancs- Ruthènes	Ukrai- niens	Juifs	Alle- mands	Autres Russes, Tartar.
	%	%	%	%	%	%	%
Vilno . . .	49,1	14,7	21,7	—	11,9	—	2,6
Grodno . . .	32,2	0,1	23,9	22,5	18,0	0,4	2,9
Kowno . . .	11,4	66,0	0,2	—	12,9	1,2	7,3
Mińsk . . .	10,2	—	69,6	1,0	16,2	—	3,0
Witebsk . . .	9,3	—	46,5	—	11,9	—	32,0
Mohilew . . .	3,0	—	80,9	—	12,1	0,3	4,0
Volynie . . .	10,0	—	—	68,0	13,2	5,7	8,1
Podolie . . .	8,7	—	—	78,0	12,2	—	1,1
Kiew . . .	3,0	—	—	81,5	12,1	0,4	3,0

Le tableau ci-dessus montre que l'élément polonais prédomine incontestablement dans les départements de Vilno et de Grodno, que les Lithuanians ont une majorité absolue dans le département de Kowno, les Blancs-Ruthènes dans les départements de Minsk, de Witebsk et de Mohilew et les Ruthènes ou Ukrainiens dans les départements de Volhynie, de Podolie et de Kiew. Comme il est absolument impossible de fixer avec précision le nombre des habitants de ces provinces qui, à la suite des opérations stratégiques, furent changées en beaucoup d'endroits en déserts, nous tâcherons au moins de donner un tableau schématique, illustrant les relations ethniques du pays:

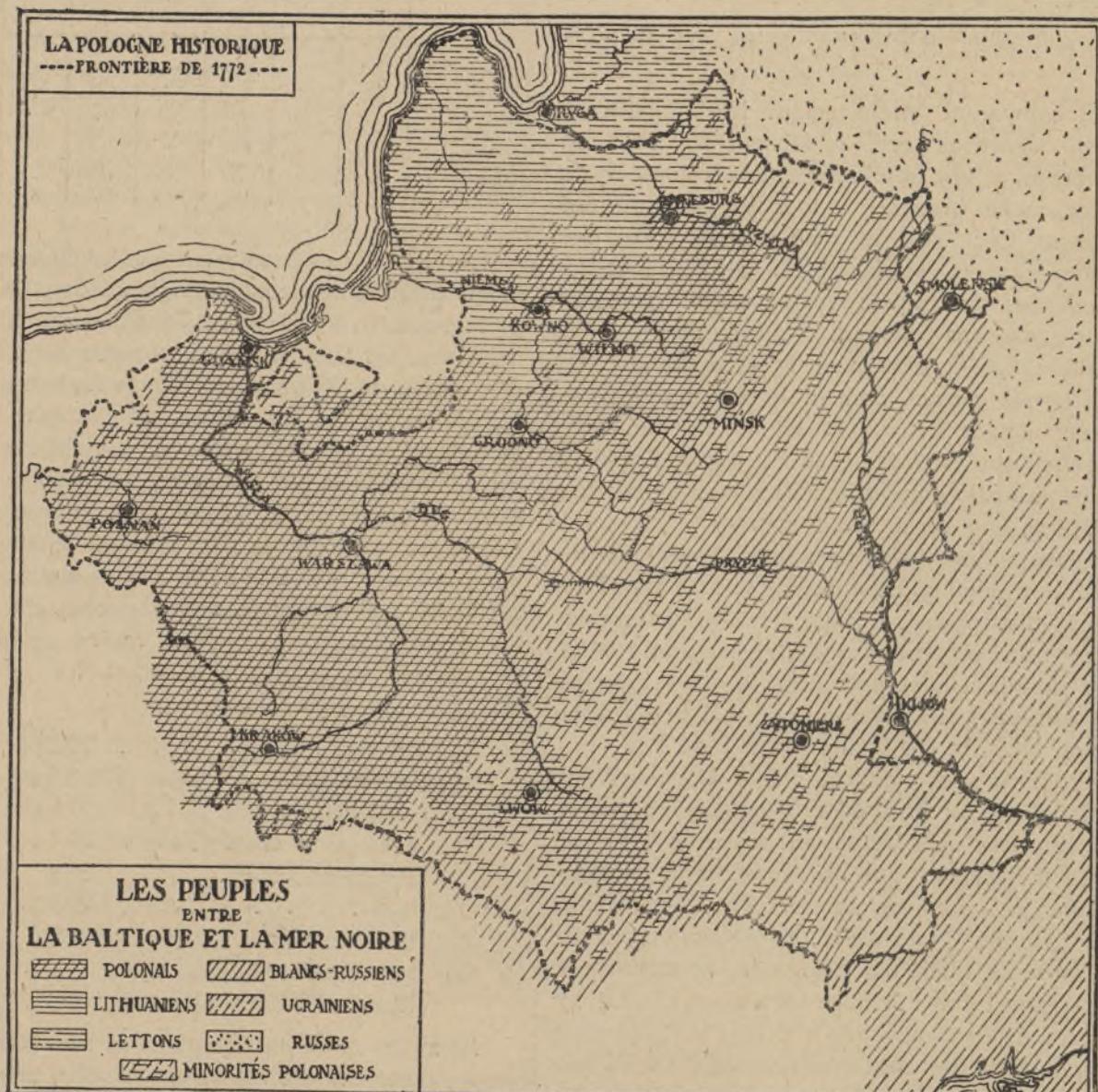
Polonais	15,2%
Lithuaniens	8,9 „
Lettons	1,9 „
Ruthènes v. Ukrainiens . . .	28,1 „
Blancs-Ruthènes	26,9 „
Juifs	13,5 „
Allemands	0,8 „
Autres nationalités . . .	—
(Russes, tartares et c.) . .	4,3 „

Ainsi les marches orientales de l'ancienne Pologne, incorporées à l'immense empire des tzars, au nom de la prétendue homogénéité ethnique avec la Moscovie, sont en réalité un pays habité par une population hétérogène. Le peuple des villes et des campagnes se compose de Polonais, de Lithuanians et de Ruthènes, la petite bourgeoisie est presque exclusivement juive, les intellectuels et la haute bourgeoisie sont de nationalité polonaise. Les profondes couches polonaises

*) les quelques correctifs des pourcentages sont faits d'après le livre de M. W. Wakar: „Rozwój terytorialny narodowości polskiej“, Kielce — 1917, et l'ouvrage de l'article présent „Polacy i Polskość na Litwie i Rusi“, II-ème éd. Varsovie.

sorties du sol local ont survécu à la ruine de l'Etat polonais: elles ont enduré tous les maux et toutes les persécutions et subi bien des orages. Dès le moment d'accalmie relative, les Polonais retournèrent à leurs postes traditionnels de pionniers de la civilisation, de sentinelles avancées de

la vie intellectuelle, sociale, et économique. L'autre élément qui prétendait aussi au rôle de précurseur dans ces provinces et qui en était maître pendant de longues années—les Russes—ne composait avant la guerre que des groupements militaires et des milieux de fonctionnaires



Carte élaborée par M. Swiechowski.

peu nombreux n'ayant aucun lien profond avec le pays. Les données statistiques recueillies pendant la guerre, par exemple la statistique allemande dont il a déjà été question, le démontrent suffisamment. Avec la retraite des armées du Tzar ont disparu aussi les Russes, ne laissant dans la vie de la Lithuanie et de la Russie Blanche aucune trace de long séjour. Un régime tout particulier de l'absolutisme tzariste moulant selon ses fantaisies toutes les manifestations de la vie nationale russe,

le long asservissement et l'obéissance passive et abrutissante au bon plaisir des tzars et de leurs représentants régionaux ont formé au peuple russe une âme et une psychologie qui le distingue à chaque pas de ses voisins de la Lithuanie et de la Russie-Blanche. Les particularités antropologiques même, ainsi que le prouvent les études des savants polonais (W. Gloger, J. Talko-Hrynciewicz) rapprochent les habitants de ces pays bien plus des Polonais, que des Russes. Nous con-

staterons le même symptôme si nous considérons l'organisation sociale: la co-propriété communale où la communauté terrière (obchtchina) n'existe pas qu'en Russie, proprement dite (la Moscovie) où elle a servi de base solide aux idées bolchéviques qui y triomphent actuellement; elle était absolument inconnue dans les pays qui constituaient autrefois les marches orientales de la République Polonaise. L'Europe finit là où commence la Moscovie, c'est-à-dire sur la ligne de la Dzwina et du Dnieper, l'état russe n'étant même qu'un terrain de transition, entre le monde occidental et l'Asie.

L'élément russe n'entrant pas en ligne de compte, nous n'aurons plus à faire qu'aux Polonais, aux Lithuaniens, aux Blancs-Ruthènes et aux Ukrainiens. Nous tenons à marquer de suite l'impossibilité de la délimitation exacte des zones linguistiques dans ces provinces. D'ailleurs en Lituanie historique, la langue dont l'individu se sert dans la vie de famille ne définit point, dans la plupart des cas, son origine ni sa nationalité. On pourrait citer un grand nombre de paroisses où le peuple se sert dans l'intimité de la langue blanche-ruthène, mais la considère plutôt comme un patois, le parler des „simples“ et possède en même temps pleine conscience d'appartenir à la nation polonaise. Il s'y trouve des localités où le peuple parle aussi volontiers et aussi couramment le polonais que le lithuanien et même le ruthène. Les statistiques russes, dans des cas pareils, remplissaient la rubrique „langue maternelle“ par le mot ruthène, ce qui donnait naissance aux bruits sur l'importance de l'élément blanc-ruthène dans les pays en question. Cependant les Blancs-Ruthènes n'habitent que les départemens de Minsk, de Mohilew et de Witebsk, les districts lettons, exceptés ceux de Dynebourg, de Rzezyca et de Lucyna. Dans ces trois départements les Blancs-Ruthènes sont incontestablement en majorité; plus à l'est, dans le département de Smolensk et dans certaines parties des départements de Pskow, d'Orlow et de Czernichow les Blancs-Ruthènes formaient autrefois des groupements assez importants, mais furent engloutis par les flots de la population russe. Ils ont conservé, il est vrai, quelques particularités linguistiques et ethniques, mais se sentent russes. A l'Ouest, la population Blanche-Ruthène s'assimile progressivement à la nation polonaise: avant la guerre ce procès s'accomplissait exclusivement parmi les Ruthènes de religion catholique, mais, à l'heure actuelle, à la suite des événements de guerre, qui ont amené la renaissance de la civilisation polonaise dans cette contrée, on remarque des tendances polonaises même parmi les Blancs-Ruthènes ortho-

doxes. Dans les districts de Mińsk, de Borysow, d'Ihumeï, de Nowogrod et de Sluck, le nombre de Polonais a fortement augmenté. Dans les départements de Vilno et de Grodno la population polonaise dépasse de beaucoup le nombre des autres nationalités. La prédominance de la langue et de la tradition polonaise dans la région, qui s'étend depuis Bialystok et Grodno (au sud-ouest) jusqu'à Kovno (au nord-ouest), Dynabourg (au nord-est) et Mińsk (à l'est) est telle qu'un observateur, même le plus superficiel et le moins compétent, ne peut que s'en apercevoir. La population locale, dès que cela fut possible, s'est mise spontanément à fonder d'innombrables écoles et œuvres polonaises.

Sur toute l'étendue des parties Est des départements de Vilno et de Grodno, là, où il y a peu de temps encore la langue ruthène prédominait, le polonais conquiert actuellement une importance toujours croissante. Il est malheureusement impossible de donner les chiffres pouvant établir l'extension et la profondeur de ce procès de polonification spontanée, car aucun recensement ne fut encore effectué dans les régions qui nous intéressent depuis la fin de la guerre mondiale. Mais pour tout observateur impartial, pour toute personne qui a séjourné ces temps derniers dans ces régions, le caractère polonais des départements de Grodno et de Vilno ne fait pas de doute. La frontière des départements russes de Kowno et de Vilno sert en même temps approximativement de ligne de démarcation entre la zone ethnographique polonaise et la zone lithuanienne. Ici aussi la délimitation exacte des zones linguistiques n'est pas possible. Dans le département de Vilno la population lithuanienne occupe à peu près la moitié du district de Troki et les parties nord des districts de Vilno et de Święciany où elle est confondue avec les Polonais. D'autre part dans le département de Kovno l'élément polonais s'est presque entièrement rendu maître de la moitié du district de Kowno et forme des minorités importantes dans tous les autres districts, et spécialement dans les districts de Wilkomierz et de Jeziorów. A Kowno même, où le dernier recensement russe accuse, à part les Juifs qui sont très nombreux, 22,7% de Polonais et 5,7% seulement de Lithuaniens, il y a d'après le rapport statistique de l'an 1916, 7,100 Polonais, 5,005 Juifs et 2,700 Lithuaniens. Selon les données statistiques, du diocèse il existe dans le département de Kowno des paroisses où le peuple ne parle que polonais. (Datnow et Wędziagoła p. ex.); il y en a d'autres où les Polonais ont une majorité absolue, p. ex. à Kornilow, dans le district de Kowno, en 1909 il y avait 1956 Polonais et 614 Lithuaniens et

à Szańce — 4,661 Polonais et 1,625 Lithuaniens. Une situation analogue existe dans le district de Jeziorow où le polonais est considéré comme langue maternelle par la majorité de la population. La paroisse de Jeziorow comptait avant la guerre sur 4,500 paroissiens 400 Lithuaniens; le reste étaient des Polonais. Selon les données allemandes du recensement de 1916 dans l'arrondissement de Kovno il y avait 21,773 Polonais et 31,288 Lithuaniens, dans l'arrond., de Kiejdany 15,195 Polonais et 34,426 Lithuaniens. Assurément ces chiffres ne sont pas en mesure de changer le caractère lithuanien de tout le département de Kovno, mais ils démontrent l'extrême confusion des différents éléments ethniques dans ces pays et l'impossibilité de délimiter strictement les zones nationales. Le peuple lithuanien fait preuve, depuis un certain temps, d'une grande indépendance au point de vue politique et aspire à créer une civilisation nationale, mais étant donnée son insignifiante force numérique (dans le département de Kovno—1,000,000 et dans toute la zone ethnographique — 1.500,000 environ) la possibilité de l'existence durable d'un Etat lithuanien absolument autonome apparaît sous un jour fort douteux.

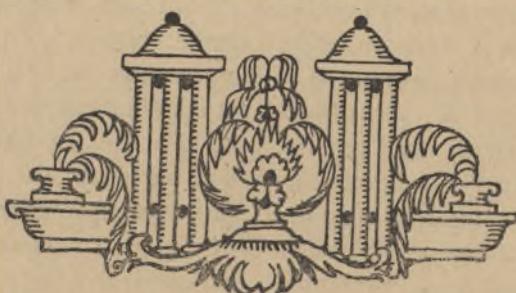
On peut évaluer le nombre des habitants de la Lithuanie historique (autrement dit des 6 départements de la „Russie Occidentale“) à 10 millions environ, dont 14 500.000 de Blancs-Russiens 2.500.000 de Polonais; 1,500.000 de Lithuaniens et 1 500.000 de Juifs. Les départements de Volhynie, de Podolie et de Kiew qui, jusqu'à la fin du XVIII-e siècle faisaient partie de la République Polonaise et figuraient dans les publications officielles russes sous le nom de „Russie du Sud-Ouest“, ont un caractère ethnique différent. Le gros de la population de cette région, est composé de Ruthènes ou Ukrainiens. C'est une masse populaire dont la conscience nationale commence seulement à s'éveiller. Les personnalités éminentes, sorties de cette masse, ont puisé aux sources russes ou polonaises, mais surtout à ces

dernières. La formation d'une civilisation particulière et l'effort vers l'indépendance nationale de l'Ukraine sont une oeuvre datant depuis bien peu de temps. Cependant, à l'heure qu'il est, ce procès se trouve déjà tellement avancé que l'établissement d'un Etat autonome de l'Ukraine semble être une question de l'avenir peu éloigné. La création d'un Etat ukrainien indépendant serait seule en mesure de garantir au peuple ukrainien le libre développement de son génie national. La Russie, au cours du siècle dernier, traitait l'Ukraine et les Ruthènes comme partie intégrante de son organisme, et s'efforçait d'assimiler la population indigène malgré que les différences ethniques ainsi que linguistiques entre la Russie et l'Ukraine soient très grandes.

Les Polonais en Volhynie sont assez nombreux, ils constituent 10 à 15% de l'ensemble de la population. Les Juifs sont aussi un élément assez important au point de vue numérique; les Allemands et les Tchèques y forment des groupements isolés de colons. Les villes et les centres intellectuels ont un caractère purement polonais. En Podolie et dans une grande partie du gouvernement de Kiew la situation est toute pareille. Seule la ville de Kiew a pris, dans une certaine mesure, le caractère d'un chef-lieu russe ce qui est la conséquence de l'influence qu'exerçaient sur la classe bourgeoise les autorités administratives russes, très nombreuses dans cette ville.

Avant de clore cet aperçu nous tenons à souligner encore une fois que sur tout le territoire des marches orientales de la Pologne l'élément russe ne formait jamais qu'une couche toute superficielle, composée de militaires et de fonctionnaires venant de Russie. La vraie population de ce pays, étroitement liée à son passé et à son avenir, ce sont les Polonais, les Lithuaniens, les Blancs-Ruthènes et les Ukrainiens. Et ce sont eux qui doivent rester les maîtres de cette contrée.

Edouard Maliszewski.



La structure économique des provinces nord-est de l'ancienne République Polonaise.

L'amour de la France pour la Pologne—comme l'a observé très justement dans une de ses études M. Charles Rivet — est en grande partie d'un ordre tout romantique. Il est fait surtout de souvenirs, d'idées fausses plus souvent qu'exactes, de tout un bagage du passé. Dans tout cela n'entre que peu de réalité, on connaît mal la Pologne d'aujourd'hui, on ne s'embarrasse guère des conceptions d'avenir. Et lorsqu'il s'agit plus particulièrement des terres nord-est de l'ancienne République polonaise, on peut dire, sans crainte d'être démenti, que l'opinion publique française ignore presque tout de leur histoire et se trouve renseignée avec inexhauste et partialité sur leur situation présente, aussi bien politique que sociale et économique.

Dans les cadres limités de cet article je voudrais faire connaître au public français la structure économique des confins orientaux de la Pologne, l'initier aux problèmes qui s'y posent et indiquer les possibilités de restauration et de développement de ce pays.

La politique du gouvernement russe, en ce qui concerne ces régions, fut de maintenir le peuple dans l'ignorance la plus grossière et de le réduire à une misère sordide, de l'abrutir, afin que, plus éclairé et plus conscient de ses droits, il n'élève sa voix pour protester contre la violence et les persécutions dont il était l'objet. Cette politique a eu nécessairement une répercussion profonde sur l'état économique de ces provinces. Le gouvernement russe, fidèle à son programme et conséquent jusqu'au bout, non seulement n'apporte aucun élément de progrès, et ne prend aucune des mesures contribuant au développement économique du pays, mais entrave et décourage toute initiative privée. D'autre part, le peuple, maintenu, grâce au principe de l'ignorance obligatoire, à un niveau intellectuel et professionnel rudimentaire, reste fermement attaché aux formes de culture agricole datant presque du moyen-âge. Aussi, les provinces connues sous la dénomination de la „Russie Occidentale“ se trouvaient-elles, à la veille de la guerre après un siècle et demi d'administration russe, dans un état économique lamentable. Cet organisme épaisé et rendu malade par la politique russe fut complètement ruiné par la guerre, qui se déroule depuis six ans sans discontinuer sur ces territoires.

La Lithuanie historique, c'est-à-dire les départements de Vilno, de Grodno, de Minsk, de Mohilew, de Witebsk et de Kowno, est un pays incontestablement agricole. Ce n'est point une contrée richement dotée par la nature, la terre y est médiocre, mais le climat se prête très bien à la culture de différentes espèces de blé. La grande hétérogénéité dans la composition du sol et le relief très diversifié garantissent la Lithuanie et la Ruthénie-Blanche contre une mauvaise récolte générale. Dans les départements de Grodno, de Vilno, de Kowno et de Vitebsk prédominent les terrains sablonneux, mêlés quelque peu d'argile; le plus fertile en est le département de Kowno. Dans le département de Minsk et dans une partie du département de Grodno on rencontre de vastes étendues de terre végétale bourbeuse et beaucoup de terrains très humides et boueux. Au sud et au nord des hauteurs qui bossuent la Lithuanie, s'étendent les marécages de la Polésie. Cette immense plaine boueuse occupe une importante partie du département de Minsk, les districts nord du département de Volhynie et un canton du département de Kiew. Dans les endroits secs on y peut cultiver l'avoine et les pommes de terre, mais dans leur très grande majorité ces terres sont actuellement impropre à toute culture; cependant, après le drainage, ce pays compterait parmi les plus fertiles. Les essais qu'on y a faits ont donné des résultats magnifiques. Mais, comme le dessèchement de ces régions risquait d'augmenter la sécheresse dans la Russie centrale et orientale, le gouvernement russe n'a pas poursuivi les travaux ébauchés il y a cinquante ans.

Le sous-sol de la Lithuanie et de la Blanche Ruthénie est exceptionnellement pauvre: en tout et pour tout on y trouve un peu de souffre, un peu de craie, quelques phosphates calcaires, beaucoup de bonne argile et, en très petite quantité, le mineraï de fer à très bas pourcentage. Les carrières de pierres pouvant être utilisées dans l'industrie du bâtiment constituent la plus grande richesse du sous-sol lithuanien et blanc-ruthénien.

Comme il n'y a dans ce pays ni fer, ni pétrole, ni charbon—l'industrie n'y existe presque pas. Si, d'autre part, on considère l'éloignement relatif des ports de mer, l'absence des fleuves navigables

et la grande distance qui le sépare des centres miniers—on arrivera fatalement à la conclusion que la grande industrie n'a aucune chance de se développer dans les provinces nord-est de l'ancienne Pologne et que toute tentative de transformer le caractère économique de ce pays reste irrémédiablement vouée à l'échec. La Lithuanie et la Ruthénie-Blanche sont et resteront des pays agricoles. Et cependant, malgré ce caractère nettement agricole du pays, l'agriculture avec toutes ses annexes: l'élevage du bétail, l'industrie laitière, l'horticulture, l'aviculture, et les industries agricoles, la distillerie exceptée, n'y ont atteint qu'un très faible degré de développement. Nous avons indiqué plus haut les causes; ici, simplement, nous constatons le fait. La Lithuanie historique est, avec la Russie, le pays le plus arriéré en ce qui concerne la culture agricole. Le pourcentage des terres cultivées y est extrêmement faible (sur 30.000.000 hectares que mesure ce pays, il y a seulement 9 400 000 hectares de terrains cultivés, soit à peine 31%, et le rendement en est minime. La faute en incombe surtout à l'administration russe qui n'a rien fait pour mettre les terres en état de culture et ne fondait point d'écoles agricoles. Aussi, la culture des terres est-elle restée ce qu'elle était au XVIII^e siècle. La culture intensive n'est point connue dans les provinces nord-est de l'ancienne République polonaise qui restent fermement attachées à la culture à trois assoulements; le département de Kowno excepté, on y emploie très peu d'engrais chimiques et tout le système agricole de ces régions est basé sur l'appropriation des semences aux qualités du sol, ce qui est du reste la caractéristique de toute culture extensive. Les résultats de cette culture sont plus que médiocres: la récolte de 9.400.000 hectares de terres lithuano-blanc-ruthènes est bien plus faible que la récolte de 6.4 millions d'hectares de l'ancien Royaume de Congrès. Dans cette dernière on récolte en moyenne 15.305.065 tonnes (froment, seigle, avoine, orge, pommes de terre), tandis que les terres de l'est d'une étendue une fois et demie plus grande ne produisent que 9.524 773 tonnes. Si on prend maintenant les chiffres de la récolte moyenne de la période 1908—1912 dans tous les pays de l'Europe on verra que la récolte d'un hectare fut, sur les confins orientaux de l'ancienne République polonaise, trois fois plus faible qu'en Belgique, 1½ plus faible qu'en Russie, qui passait pour le pays le plus arriéré quant à l'état de son agriculture.

C'est seulement dans les dernières années avant la guerre qu'on remarque quelque progrès dans l'agriculture de ces pays. Il ne serait peut-être pas dépourvu d'intérêt de mentionner que le

point de départ de cette émancipation coïncide avec la conquête de quelques libertés par la révolution de 1905.

Malgré que, dans les dernières années d'avant-guerre, un certain revirement vers le progrès se soit fait sentir dans l'agriculture en Ruthénie-Blanche et particulièrement en Lithuanie, ces territoires des marches orientales nécessitent encore de grandes mises de fonds. Durant des siècles entiers, les terres furent exploitées sans de grandes dépenses pour les fertiliser, de sorte, qu'en premier lieu, la terre doit être mise en état de culture. En outre, sans parler des marécages de Pinsk, on rencontre dans beaucoup de districts de grands espaces incultes atteignant jusqu'à 20% de la superficie. C'est ainsi que par suite de l'insuffisante culture de la terre et de la quantité des terrains en friches, un pays agricole comme la Ruthénie-Blanche est réduit à importer les céréales et autres produits de l'étranger. Les études de M. Bitner, se rapportant à la situation commerciale de la Lithuanie et de la Courlande, démontrent clairement que seul le département de Kowno possède un bilan actif dans le commerce des céréales, tandis que les départements de Vilno et de Grodno ont un bilan passif. Etant donné que la production des céréales par tête, dans les trois départements blancs-ruthènes (Minsk-Mohylew-Witebsk) est inférieure à celle des gouvernements de Grodno et de Vilno (dans celui de Grodno 167 kgs, de Vilno 163 kgs. et seulement 157 dans le département de Minsk, 159 dans celui de Mohylew et 124 kgs dans celui de Vitebsk) il est évident que leur production en céréales est hautement déficitaire.

En ce qui concerne l'élevage du bétail, ce pays se trouve dans d'excellentes conditions car il possède une grande quantité de prairies, à savoir: 11,1% de la superficie totale. Les prairies en Lithuanie et en Ruthénie-Blanche couvrent 3.381.781 hectares. Néanmoins la Ruthénie-Blanche possède trois fois moins de bétail que la Bulgarie, moins aussi que l'Espagne, la France et même l'Angleterre. D'après les données contenues dans le rapport du bureau du Congrès, rapport élaboré par M. Studnicki, le chiffre de la population lithuano-blanc-ruthénienne de 1870 à 1910 a monté de 6.196.000 à 12.500.000 par conséquent de 100%, tandis que l'accroissement du nombre des chevaux, ce qui, pour une contrée où il n'est pas fait usage de charrues à vapeur, est le signe de l'intensité de la production agricole, n'a été que de 66,5%.

Pendant la même période, la quantité du bétail s'y est accrue de 66,1% et celui des porcs de 65%. C'est-à-dire que le pays se trouve, sous le rapport de la production de la viande et de l'élevage,

dans des conditions plus mauvaises qu'il y a 40 ans. De même, malgré que les eaux occupent une partie considérable de toute la surface de la Lithuanie et de la Ruthénie-Blanche, la pisciculture n'y est que fort peu développée. Ces pays, non seulement n'exportent pas de poisson mais ils en importent et cela pour la somme considérable de 7.500.000 francs en or.

De même l'horticulture et le jardinage sont aussi peu développés (dans ces contrées) et ne suffisent pas à satisfaire les besoins de la population. Le triste état dans lequel la routine maintient l'agriculture, l'élevage, l'industrie laitière et la pisciculture ainsi que le peu de développement de l'industrie forcent la population à un aménagement irrationnel des forêts qui a pris des proportions alarmantes et qui a amené, en l'espace de 25 ans, une réduction sensible de la superficie boisée: dans le département de Vilno de 15%, de Kowno de 30%, de Grodno de 10%. La Grand-Duché de Lithuanie a exporté jusqu'à 12.000.000 de tonnes de bois par an. Le bois, étant donné l'état rétrograde de l'agriculture est l'unique richesse, l'unique capital de la Lithuanie et de la Ruthénie-Blanche. Mais si de sévères lois de protection ne sont pas immédiatement promulguées, ces richesses seront vite épuisées. — La seule branche bien développée dans l'industrie agricole en Ruthénie-Blanche est la distillerie et la brasserie. La production de l'alcool occupe la première place dans l'industrie indigène. En 1912, 648 distilleries produisaient 1.791.746 hectol. d'alcool à 40%. Mais cette branche de l'industrie n'a pas revêtu la forme de grands établissements industriels; une distillerie en moyenne produit 276.504 litres. L'alcool constitue un article d'exportation directe; malgré la grande consommation locale, l'excédent s'élève à 682.220.000 hectol. C'est un fait d'une éloquence incontestable que, dans ces départements où la majorité de la population est catholique (donc en majorité polonaise et soumise aux influences occidentales) la consommation de l'alcool par tête est moindre que dans les départements où prédomine la population orthodoxe. La sobriété plus grande de cette population, comparativement à celle de la Russie, met en évidence le rôle de l'action civilisatrice de la Pologne.

La production de la bière joue un rôle non moins important dans la vie économique de la Lithuanie et de la Ruthénie-Blanche. Cette industrie a atteint son plus grand développement dans le département de Minsk. La minoterie est aussi une industrie qui se rattache à l'agriculture. Le département de Kowno où cette industrie est concentrée (25 moulins à vapeur) moud une

quantité considérable de blé allemand. L'industrie de l'amidon est en plein essor dans le gouvernement de Minsk. Parmi les autres branches de l'industrie nous mentionnerons la tannerie qui se base sur l'importation des cuirs de l'Amérique du Sud et l'industrie du tabac qui, avant la guerre, était alimentée par l'importation des produits de la Russie du Sud.

Mais c'est l'industrie du papier qui se trouve ici dans des conditions excellentes à cause des richesses forestières. Elle n'a pourtant pas atteint un essor considérable, sauf peut-être dans la province de Mohilev. C'est le département de Grodno qui est le plus industrialisé. L'industrie métallurgique y est relativement développée; elle bénéficie de l'importation du minerai de fer du Royaume de Pologne. Chose singulière, les deux branches de l'industrie qui ont pris le plus d'extension en Ruthénie-Blanche et en Lithuanie à savoir: l'industrie textile et la métallurgie travaillent les matières premières importées; elles ont atteint un plus grand degré de développement que l'industrie du bois et celle du papier, quoique ces dernières aient à leur disposition les énormes richesses forestières de ces deux contrées. Cet état de chose anormal ne peut s'expliquer que par le peu d'intérêt que portaient les autorités administratives russes à l'industrie et à la production indigènes.

Personne n'a pris soin de créer en Ruthénie-Blanche des conditions favorables au développement des industries du bois et du papier. Personne ne s'intéressait à ce que ces produits du pays trouvassent un écoulement dans les usines locales, à ce que les matières premières soient travaillées sur place.

Il n'y a donc rien de surprenant que le bilan industriel de ces pays soit passif malgré que la population des régions de Mohilev, de Minsk et de Witebsk applique, jusqu'aujourd'hui, des méthodes d'économie rurale datant d'une époque éloignée, en produisant elle-même des outils et des objets de première nécessité, et par la suite n'achète presque pas d'objets manufacturés.

Et même ce qu'il y avait d'industrie, ne trouvant pas l'appui nécessaire dans la production du pays et alimenté exclusivement par l'importation étrangère, a été détruit par la guerre.

*

*

*

Nous avons vu que les marchés orientales de la Pologne ont la balance commerciale négative en ce qui concerne les produits agricoles et les produits manufacturés. Pour boucher les trous du budget on fut obligé de faire des coupes de

forêts dans les proportions démesurées pour exporter le bois, aussi la superficie boisée diminuait-elle d'une année à l'autre. La guerre est venue là-dessus, suivie de l'occupation de ces contrées par les Allemands qui ne se gênèrent guère pour abattre les forêts. Aussi les forêts, la seule richesse de ces pays, sont-elles en grande partie détruites. Le pays étant complètement ruiné ne pourra pas se relever économiquement par ses propres forces, surtout que la population indigène, sans parler de son niveau intellectuel très inférieur, est un peu lourde d'esprit et ne possède pas d'initiative.

La Russie, dans l'état où elle se trouve actuellement, ne serait capable dès longtemps de venir en aide à ces régions. Du reste, l'histoire le démontre, elle a toujours traité les pays lithuanien et blanc-ruthène en marâtre, craignant leur concurrence et les considérant surtout comme terrains d'émigration pour les innombrables masses de ses fonctionnaires. Reste la Pologne qui pourrait reprendre et continuer la mission civilisatrice commencée au XIV-ème siècle et interrompue, ou tout au moins rendue très difficile, par sa disparition comme Etat.

Arrêtons-nous à cette question.

Pour régénérer et réveiller à l'activité les confins orientaux de la Pologne il faudrait un long et intense travail d'instruction et d'organisation sociale et économique, cette dernière surtout. Il faudrait fonder sur toute l'étendue du pays des écoles agricoles, établir des exploitations-modèles. Pour entreprendre cette rude besogne on ne pourrait trouver de meilleurs instructeurs que les Polonais, qui connaissent la langue et les moeurs du pays et dont le sort fut, pendant des siècles, lié au sort des habitants de ces contrées. Les Polonais contribueraient puissamment au développement et au progrès de l'agriculture dans ces régions; pour prouver que nous n'avancons pas cette affirmation à la légère il suffira de noter qu'en Posnanie, par exemple, le rendement d'un hectare est double de ce qu'il est en Ruthénie-Blanche.

Actuellement l'émigration en masse des paysans et des ouvriers agricoles polonais qui ne trouvent pas de travail en Pologne ou qui ne trouvent qu'un travail insuffisant pour subsister, se fait vers l'Allemagne, vers la Tchéco-Slovaquie et le Danemark. Une partie de ces sans-travail pourrait être dirigée vers les provinces de la Lituanie historique, où ils feraient d'excellents instructeurs agricoles.

Outre les ouvriers agricoles, la Pologne possède en surnombre la main-d'œuvre non qualifiée qui, ne trouvant pas d'emploi dans le pays, est

obligée de s'expatrier. Disposant de ces masses de travailleurs il serait facile d'entreprendre les travaux de desséchement des marécages en Polésie. Cette vaste région actuellement impropre à toute culture, deviendrait, après les indispensables travaux de drainage, une des plus fertiles contrées de l'Europe. Mais tout ceci serait encore insuffisant. Il ne servirait à rien de coloniser le pays par les agriculteurs habitués à la culture intensive, si on ne leur donnait pas le moyen et la facilité d'écouler leurs produits par la création des réseaux de chemins de fer, par les ramifications des lignes déjà existantes, par la construction des canaux etc.

En entreprenant tous ces travaux en Lituanie historique, l'Etat polonais ne ferait que continuer ceux qui furent interrompus par l'asservissement de ce pays à la Russie. Le gouvernement polonais d'avant les partages a compris toute l'importance des voies d'eaux et des communications fluviales; vers la fin du XVIII-ème siècle furent creusés les canaux: „Oginski“ (entre la Jasiolda, une des rivières du système du Dniepr et la Szczara, affluent du Niemen) et „Royal“, unissant le Prypet avec le Boug. Mais il reste encore beaucoup à faire. Les terres nord-est de l'ancien Etat polonais abondent en fleuves importants, et notamment le Niemen, la Dzvina, la Berezyna, le Prypet, la Desna... Les rallier entre eux, ainsi qu'avec le bassin de la Vistule, par les canaux, les rendre navigables — voilà, si on veut, la prospérité économique de ce pays, — les grands problèmes à résoudre.

La Pologne, si elle est confédérée avec la Lituanie et la Ruthénie-Blanche, se verrait dans l'obligation d'entreprendre et d'exécuter le vaste programme économique que nous venons de tracer.

Il est d'intérêt vital pour la jeune République Polonaise d'attacher à elle ces pays par des liens solides d'amitié et de communauté d'intérêts, car, si ces provinces ne sont pas unies à elle sous une forme ou l'autre, son indépendance sera constamment menacée par ses deux voisins mis en contact direct: la puissante Allemagne et l'immense Russie — toutes les deux ruminant la revanche, toutes deux aspirant à la domination du monde. Sans ces provinces, la Pologne, enfermée comme dans un étau, n'aura presque pas de liberté d'action dans le domaine de la politique internationale. Il est donc à présumer qu'elle ne lésinera pas sur le programme économique à exécuter dans les provinces du nord-est.

Mais le relèvement économique de ces régions est non seulement dans l'intérêt de la population indigène et de la Pologne — il intéresse en pre-

mière ligne l'Europe toute entière, ruinée et affamée par la guerre.

La solidarité économique entre les différents pays est devenue tellement étroite que lorsque l'un d'eux est dans le marasme tous les autres s'en ressentent. Notre vieux continent est un corps vivant, dont il est impossible de laisser dépérir un membre sans que l'organisme entier soit menacé de mort plus ou moins rapide.

Il n'y a que la Pologne qui puisse rendre la vigueur et la force à ces pays, contribuer à leur développement économique et industriel. Donc, du point de vue économique, la fédération de la Lithuanie et de la Ruthénie-Blanche avec la Pologne s'impose dans l'intérêt de tous, de la façon la plus impérieuse.

Georges Szurig.



Déclaration des associations polonaises des confins de l'est.

L'engagement des négociations de paix et la mise au premier plan des frontières orientales de la Pologne décidèrent les organisations polonaises des confins à formuler leur opinion sur les problèmes de la politique de l'est. Un accord complet ne fut pas atteint à cause surtout des divers points de vue des partis politiques. Cependant la majorité des autres organisations, comprenant l'immense importance pour la Pologne des problèmes de l'est, signa la déclaration que nous rapportons ci-dessous. Cette déclaration, qui exprime d'une manière nette et précise le programme séculaire de l'est de la Pologne, programme de liberté qu'elle s'est efforcée de réaliser depuis le XIV-ème siècle, combattant l'idéal byzantin de conquête et d'assujettissement, est si claire et si compréhensible que nous croyons pouvoir nous abstenir de tout commentaire.

Déclaration.

Conscients de la gravité de l'heure présente, au moment où vont s'engager les négociations pour la paix et où va se décider l'avenir de la Pologne par la liquidation du séculaire conflit polono-russe, les associations soussignées des marches orientales, c'est-à-dire des territoires dont le sort fera en premier lieu l'objet des débats des conférences de Riga, ont l'honneur de faire connaître au pays et au gouvernement de la République l'attitude inébranlable qu'elles ont résolu d'observer dans la question des confins de l'est. Les associations soussignées désirent que l'étranger soit informé de cette attitude. Parmi le monde politique d'occident certains éléments, ne prenant en considération que des intérêts économiques, paraissent ignorer toute l'importance du grand problème à résoudre. Ils proposent ainsi d'enfermer la Pologne dans ce qu'on appelle ses

frontières ethnographiques, oubliant qu'en dehors de cette ligne se trouvent des millions de Polonais et de vastes territoires qui, loin d'être compris dans les frontières ethnographiques de la Russie, ont manifesté, par une résistance et une lutte de plusieurs siècles, leur volonté de ne pas appartenir à la Russie qui n'a cherché qu'à les dénationaliser.

Depuis qu'elle a recouvré l'indépendance, la nation polonaise s'est heurtée aux difficultés que l'ancienne République, paralysée par des influences prédominantes extérieures, n'avait pas eu la possibilité d'aplanir. Dès ses premiers efforts pour réaliser des nouvelles formes de sa vie publique, elle a dû se défendre, repoussant l'invasion orientale qui, cette fois, sous le drapeau de la Russie soviétique menaçait son existence indépendante. Aucune des directives, aucune des méthodes de

l'ancien empire des Tzars n'a été abandonnée par le gouvernement des Soviets. La Pologne renaissante s'est vue contrainte de reprendre le rôle qu'elle avait autrefois si glorieusement rempli de défenseur de l'Europe contre la poussée asiatique, de pionnier de la civilisation occidentale dans ces contrées qui, subjuguées par la Russie, avaient été ravalées au rang de champs d'expérience pour l'expansion absorbante de la culture byzantine.

La Pologne restaurée, en même temps qu'elle s'attachait à consolider, et à assurer son indépendance reconquise, s'est empressée de tendre une main fraternelle, prêtant son secours aux jeunes nationalités de l'Europe orientale rappelées à la vie. La lutte contre la Russie n'est pas une lutte en vue de lui arracher ses territoires, mais bien de délivrer les pays qui désirent décider eux-mêmes de leur avenir, les pays qui, au cours des siècles, se sont volontairement unis à la Pologne et ont persévétré dans cette union. La limite de cette lutte est la Russie ethnographique à laquelle il ne sera pas permis de porter atteinte à la liberté d'autrui, ni de convoiter le bien de ses voisins. Nous voulons vivre en parfait accord avec la Russie limitée à ses possessions ethnographiques. La Russie soviétique a d'autres visées, comme en témoigne l'offensive contre Varsovie, repoussée par la vaillance des troupes polonaises ainsi que les conditions de paix posées par la Russie aux conférences de Minsk, alors qu'on pensait que les hordes rouges allaient déborder la Pologne. Elle se proposait par là de réduire notre indépendance à néant.

Aujourd'hui, après le complet échec de l'invasion bolchéviste, bien que nos troupes avancent victorieusement, le conflit polono-russe est loin d'être tranché.

Le désir sincère de voir finir les hostilités pour pouvoir se livrer à un travail productif et panser les blessures de la guerre peut nous inciter à signer la paix, et nous dicter des concessions. Mais une des conditions essentielles de cette paix, condition à laquelle on ne saurait renoncer, c'est que la Russie renonce à toute prétention à l'égard des territoires situés à l'ouest des frontières de 1772, de ces territoires où il n'y a pas de population russe et qui ont une histoire et civilisation commune avec la Pologne.

Cette résolution nous est imposée par le devoir historique de les protéger contre l'emprise russe. A l'heure du réveil des nationalités nous ne pouvons renoncer au droit de leur prêter l'aide qui ne peut leur venir d'ailleurs, nous ne pouvons aussi nous abstenir de porter secours aux Polonois qui sont fixés dans ces pays. La désanne-

xion des provinces comprises dans les limites de 1772 ne signifie nullement leur annexion à la Pologne, mais a seulement en vue de leur donner la possibilité de se développer comme nation ou comme état. Ces immenses territoires, du sort desquels doivent décider nos armes, ne peuvent être tous traités de la même façon. Beaucoup d'entre eux pendant ces deux dernières années ont clairement et sans équivoque proclamé leur volonté d'être réunis à la Pologne. Des centaines de motions votées d'enthousiasme dans des réunions publiques, le soulèvement spontané des populations contre les Soviets en 1919, enfin l'actif concours prêté à l'armée polonaise, les milliers de volontaires, qui, de toute part, affluent dans ses rangs l'attestent éloquemment.

Il est également devenu évident, non seulement pour les Polonois, mais aussi pour les Blancs-Ruthènes que c'est uniquement en liaison avec la République polonaise et possédant des garanties constitutionnelles de l'Etat polonais que la Ruthénie Blanche pourra librement prendre dans tous les domaines le plus large développement et que c'est seulement par cette voie qu'elle pourra se préparer dans ses limites de 1772 à jouer un rôle historique.

Faute d'entente avec la Lithuanie ethnographique, l'accord dans la vie commune des peuples de l'est se trouve fâcheusement entravé. Cet état de choses est périlleux, non seulement pour la Pologne, mais pour la Lithuanie, et si l'on considère que cette dernière est le terrain des négociations germano-bolchévistes, il acquiert une importance européenne. Seul un front lithuanopolonais sans fissure, seule la renonciation de la Lithuanie aux fonctions d'agent de liaison entre l'Allemagne et la Russie, peuvent assurer la sécurité et le calme dans l'Europe orientale. Nous sommes convaincus que l'appréciation saine de cet état de choses doit amener la Lithuanie à se placer au point de vue auquel, depuis longtemps, se tient la Pologne, c'est à dire, à comprendre que ce n'est qu'au prix de franches concessions mutuelles que de cordiales relations s'établiront entre les deux pays et auront pour eux les résultats les plus salutaires.

En ce qui concerne la question ukrainienne nous devons éléver la plus énergique protestation contre la fiction mise en avant par la Russie soviétique d'une république ukrainienne indépendante unie à la Russie des soviets par liens d'une fédération. Nous ne pouvons envisager cette fiction que comme un expédient pour replacer sous le joug l'Ukraine à laquelle la Pologne a reconnu le droit de se constituer en état indépendant.

Seule, l'observation de ces directives dans la question des terres de l'est de ces territoires dont le sort doit être réglé aux conférences de la paix qui vont s'ouvrir, peut assurer l'équilibre politique de l'Europe et donner à la Pologne, ainsi qu'aux nationalités de l'est, les moyens de vivre et de prospérer dans la liberté.

Ces postulats sont le minimum de ce qu'est en droit d'exiger la Pologne. Après la sanglante leçon que vient de nous donner l'offensive contre Varsovie, aujourd'hui plus que jamais, il devient clair que la République aura toujours à craindre pour sa capitale, et pour la rive droite de la Vistule, tant que les baïonnettes russes feront la loi dans les territoires de l'est habités par des millions de Polonais.

Toute autre condition de la paix ne saurait garantir la durée et la consolidation de notre indépendance et nous forcerait tôt ou tard à sacrifier encore le sang de nos soldats pour la défendre.

Ce n'est pas seulement au nom des intérêts des territoires qui sont notre pays natal que nous faisons la présente déclaration, mais encore en qualité de citoyens de la République, ayant en vue son intégrité et son existence indépendante. Nous affirmons donc solennellement que, si les territoires compris dans les frontières de 1772, restent sous une dépendance quelconque de la Russie, la volonté fermement arrêtée des populations de ces territoires rallumera un incendie inextinguible dans l'Orient de l'Europe.

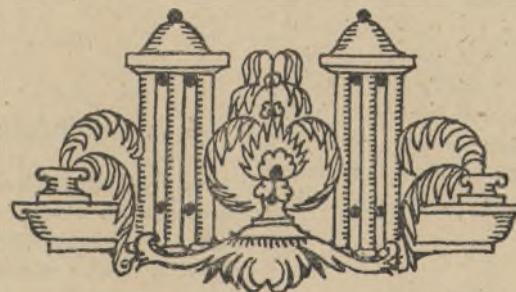
Varsovie, le 12 septembre 1920.

Conseil National Polonais des terres Blanches-Ruthènes: terre de Minsk, terre de Mohilev, terre de Witebsk, Livonie Polonaise,

Comité de Défense des Marches Orientales.

Société de la Garde des Confins (Straż Kresowa).

Société du nom de Joseph Pilsudski.



REVUE POLITIQUE.

Deux offensives.

Depuis quelques mois l'attention du monde entier se tourne anxieusement vers la Pologne et les territoires qui, autrefois, en faisaient partie. Cette attention est on ne peut plus justifiée. Sur l'arène immense qui s'étend de la Vistule au Dniepr et à la Dzvina, se déroulent en effet des événements qui peuvent avoir, et auront sans aucun doute, une grande répercussion sur le cours de l'histoire contemporaine. Nous voulons parler des deux offensives qui ont été deux phases capitales dans la lutte de l'Europe contre la menace bolchévique: l'offensive polonaise sur Kiew, l'offensive russe qui est venue se briser aux portes mêmes de Varsovie. L'offensive polonaise commença le 25 avril. A ce moment il était devenu de toute évidence que l'échange des notes en vue d'engagement des pourparlers de paix n'était, de la part des bolchéviks, qu'un subterfuge imaginé pour gagner du temps etachever les préparatifs d'une action énergique contre la Pologne. Prévenant les attaques de l'ennemi, les armées polonaises entrèrent en campagne. Le 8 mai elles s'emparaient de Kiew, capitale de l'Ukraine. C'était pour rendre cette ville à la nation ukrainienne, libé-

rée du joug bolchévik, que ces armées s'étaient avancées jusqu'à Kiew et en avaient fait la conquête. En aucun point cette offensive ne franchit les limites ethnographiques de la Russie. Elle se déroula sur des territoires ayant appartenu autrefois à la Pologne, habités par une population ukrainienne qui, aujourd'hui, après la retraite des troupes polonaises, s'insurgea toute entière et livra d'incessants combats pour secourir le joug de la Russie bolchéviste. Elle donne ainsi la preuve incontestable de sa maturité politique, de son droit à la liberté.

Par rapport à la Russie, l'offensive polonaise était, dans une certaine mesure, la mise en exécution du plan Clémenceau qui consistait, comme on le sait, à séparer la Russie par une manière de réseau de fil barbelé composé des nations allogènes délivrées. Ce plan, l'Europe occidentale n'a jamais essayé de le réaliser, bien que cette réalisation eût infailliblement assuré la paix dans l'Europe orientale, paix indispensable à la reprise de la vie normale dans l'univers entier.

La grande offensive russe, précédée de quelques tentatives isolées de rupture du front, avait été préparée avec le plus grand soin. Elle se déclencha vers la mi-mai et, en deux

mois, amena les bolchéviks sous les murs de Varsovie où ils essayèrent une irréparable défaite. Ils durent alors se replier en toute hâte, abandonnant entre les mains des Polonais de nombreux prisonniers et un butin considérable. Ce fut une déroute. Cette offensive n'avait pas eu pour mobile la défense de la Russie, mais avait été inspirée par le désir d'asservir encore une fois la Pologne, de lui imposer un régime social ne correspondant nullement aux aspirations du pays, régime de terreur et de violence.

Mais les ambitions des bolchéviks ne s'arrêtaient point là. Après avoir renversé l'obstacle que leur opposait la Pologne, les Soviets se proposaient de susciter, à l'aide de l'Allemagne assoiffée de revanche, une révolution universelle en Europe. L'offensive bolchéviste faisait partie d'un vaste plan dont l'exécution devait aboutir non à la paix, mais à la destruction du dernier rempart barrant la route à l'orgueilleux impérialisme de la commune moscovite.

Ce bref aperçu sur les visées des deux peuples belligerants suffit à déterminer le caractère de la guerre polono-russe. La Pologne combat pour la liberté des peuples, la Russie ne poursuit que le bouleversement dans le sang et l'instauration du règne de la terreur.

Cette vérité n'a pas échappé à l'Europe occidentale; elle l'a toujours comprise en une certaine mesure, sans toutefois l'avoir nettement appréciée et surtout sans avoir su en tirer des indications concrètes d'action. C'est seulement lorsque le danger fut devenu imminent et qu'une menace terrible pesa sur toute la civilisation européenne, que cette vérité fut nettement affirmée par la France. Et la conséquence en a été la grande victoire de Varsovie. Grâce au génie militaire et à la grande expérience du général Weygand, joints à la bravoure des soldats polonais et à la valeur de leurs chefs, le miracle de la Marne s'est renouvelé sur la Vistule, sauvant en même temps la Pologne, la paix de la France et du monde.



Les deux Ukraine.

Lorsque, à Minsk, les délégués polonais se rencontrèrent pour la première fois avec les représentants des Soviets, ceux-ci exigèrent que la délégation polonaise eût mandat pour traiter non seulement avec la Russie mais encore avec l'Ukraine soviétique.

C'est ainsi que du côté russe il était affirmé pour la première fois que la Russie reconnaissait l'existence distincte d'une nationalité ukrainienne, existence que, pendant des années, on s'était efforcé de cacher au monde.

A quoi faut-il attribuer ce revirement de la Russie en ce qui regarde la question ukrainienne? Il a été provoqué par deux causes principales: d'une part, par l'impossibilité de nier plus longtemps l'existence d'une nation qui avait fait preuve de sa puissante vitalité pendant la guerre et dont cette guerre avait considérablement accéléré le processus du développement; de l'autre, et en une plus grande mesure encore, la crainte de voir la question ukrainienne soulevée par la Pologne.

Aussi, le gouvernement des Soviets, passé maître dans les jeux politiques de ce genre, résolut-il de reconnaître expressément qu'il y a une question ukrainienne, mais en même temps essaya-t-il d'en émousser l'acuité en se l'appropriant, en la monopolisant.

C'est pour atteindre ce but que, depuis quelques mois, le bolchévisme russe a recours à une mystification qui, tout en étant des plus primitives, ne laisse pas d'être aussi fort raffinée: il a créé la fiction d'un gouvernement ukrainien. A la tête de ce gouvernement était placé Rakowski communiste international (juif, originaire de la Roumanie). Mais jusqu'à quel point, et dans quelle mesure ce gouvernement doit représenter l'Ukraine, c'est ce que le bolchévisme russe a négligé de faire connaître, c'est ce qui est resté son secret. Même au cours des pourparlers de paix, on n'a pas su formuler et définir le rapport mutuel de la Russie et de l'Ukraine. Qu'y a-t-il de caché sous cette Ukraine bolchéviste? Eh bien, cette domination est seulement une étiquette qui doit permettre à la Russie de maintenir sa domination sur l'Ukraine, de même qu'autrefois le nom de „Royaume de Pologne" n'avait d'autre raison que de faire croire à l'Europe que la Russie observe scrupuleusement les engagements pris à Vienne et respecte la liberté nationale des Polonais. Que les choses se passent de la même façon. Et contre cette fiction qu'est l'Ukraine soviétique, contre une appellation à laquelle ne correspond rien, ni territoire déterminé, ni gouvernement issu de la volonté du peuple, ni finances, ni armée, rien enfin, se dresse une autre Ukraine, l'Ukraine qui, sous les ordres de Petlura, combat pour la liberté.



Les bolchéviks en Ruthénie-Blanche.

Le Gouvernement de la République russe des soviets, en s'emparant de Minsk, annonça à la population l'établissement d'une République soviétique blanche-ruthène. En même temps la presse communiste, donnant des détails sur le nouveau Gouvernement, faisait connaître qu'il se composait uniquement de socialistes-révolutionnaires (S. R.) de gauche. Les autres partis blancs-ruthènes ne prirent en effet aucune part à ce gouvernement; presque tous les leaders politiques s'étaient retirés avec les armées polonaises, appelant aux armes contre le bolchévisme le peuple blanc-ruthène (appel d'Aleksiuk, Sienkiewicz, Muraszko). En même temps, l'aile droite du parti socialiste révolutionnaire déclarait à M. Léon Wasilewski, ministre plénipotentiaire de Pologne en Estonie, être opposé à l'entreprise du Gouvernement soviétique de Moscou.

Quelques semaines après, à la fondation „du nouvel Etat" les bolchéviks appellent au Gouvernement blanc-ruthène des juifs de Minsk, chassant leurs collaborateurs de la première heure les S. R. d'origine blanche-ruthène. Les Affaires étrangères furent retirées, dès le commencement, du domaine des attributions du Gouvernement soit-disant blanc-ruthène et confiées à Tchitcherine, commissaire du peuple russe aux affaires étrangères; au lieu de former une armée blanche-ruthène distincte, les bolchéviks enrôlèrent dans l'armée rouge les conscrits pris dans la région de Minsk. Les recrues furent envoyées au fond de la Russie.

Il est évident que la création d'une République blanche-ruthène est une fiction semblable à toutes les fictions avec lesquelles la diplomatie soviétique jongle avec tant d'adresse.



Le conflit polono-lithuanien.

Le communiqué de l'état-major polonais du 4 août dernier annonce textuellement: „les détachements de notre cavalerie furent attaqués dans la région de Sejny-Souvalki-Augustów par des troupes lithuaniennes, qui, agissant d'intelligence avec les bolchéviks, dépassèrent la ligne Curzon, sans nous avoir préalablement déclaré la guerre”.

Sous prétexte de défendre leurs frontières, les troupes lithuaniennes attaquèrent en réalité les terrains ethnographiques polonais, reconnus à la Pologne par le Conseil Suprême le 8 décembre 1919.

Cherchant, par des insinuations, à rendre la Pologne responsable de la provocation de ce conflit, le Gouvernement lithuanien, qui a ouvertement pris parti pour les bolchéviks, et qui a maintes fois donné preuve d'une collaboration manifeste avec les armées rouges envahissant la Pologne, essaye cependant d'imposer à l'opinion de l'Europe l'idée d'une attaque du côté polonais. Il est vrai que, dans les derniers temps, les calomnies les plus fantaisistes ne trouvent que trop facilement crédit dans la politique internationale. Il nous est difficile de croire néanmoins à ce que l'Europe, une fois de plus, puisse donner foi aux bruits absurdes répandus sur les prétendues tendances impérialistes de la Pologne.

D'ailleurs, la dernière avance des troupes barbares sur Varsovie est une illustration par trop évidente de l'esprit de conciliation dont s'inspirent nos ennemis. Sous ce rapport l'histoire des dernières semaines aurait dû être de quelque profit pour les observateurs dépourvus d'esprit critique. Plus d'une fois la Pologne a énoncé le désir de s'entendre amicalement avec la Lithuanie. Tous ses efforts, dont le dernier fut la négociation engagée il y a quelques semaines à Kalvaria (ville du départ. de Souvalki) n'aboutirent malheureusement à aucun résultat satisfaisant, se heurtant à une attitude hostile du Gouvernement de Kovno.

La Pologne ne cesse de croire pourtant que le gouvernement lithuanien se rendra un jour compte des résultats déplorables que peut amener sa politique de courte vue. Nous voudrions pouvoir espérer que l'acceptation par M. Valdemaras — représentant du gouvernement lithuanien — des conditions proposées par la Ligue des Nations, le 19 du mois dernier, annonce un nouveau changement dans les relations lithuano-polonaises.

Les résolutions, prises par la Ligue des Nations, sont les suivantes:

1-o. La Ligue fait appel aux gouvernements polonais et lithuanien, les engageant à cesser immédiatement toute opération militaire.

2-o. La Ligue propose de surveiller elle-même l'exécution des obligations suivantes: a) le gouvernement lithuanien accepte la ligne de démarcation provisoire tracée par le Conseil Suprême, le 8 Décembre 1919, en se réservant tous les droits territoriaux, dans l'attente des résultats des négociations avec la Pologne. La Lithuanie s'engage à retirer ses armées des territoires à l'ouest de cette ligne; b) le gouvernement polonais s'engage, en se réservant ses droits territoriaux, à respecter la neutralité des territoires lithuaniens, dans le courant de cette guerre.

3-o. Le Conseil propose aux gouvernements lithuanien et polonais de désigner une commission qui aura pour tâche d'examiner de près l'exécution des obligations qui découlent de cet accord.

4-o. La Ligue autorise le président de la Ligue des Nations à désigner un représentant qui, après avoir reçu la réponse des deux gouvernements, choisira une commission et déposera à la Ligue un rapport à ce sujet. Conformément à ce paragraphe les représentants suivants furent désignés

Quinenos de Leon, de l'Espagne ou Matsui, du Japon, comme exécuteurs possibles des décisions de la Ligue.

La décision de la Société se base sur la ligne du 8 Décembre 1919, elle détermine une ligne de démarcation polono-lithuanienne seulement dans la province de Souvalki. Le gouvernement polonais, comme l'annonce la deuxième note du prince Sapieha à la Ligue des Nations, est prêt à respecter loyalement cette décision. Mais il exige, avec raison, que cette résolution soit de même respectée par le gouvernement de Kovno. Malheureusement les incidents qui se déroulent dans la province de Souvalki prouvent que le gouvernement de Kovno poursuit sa politique et n'a nullement renoncé à son alliance avec les bolchéviks. Il y a quelques jours M. Valdemaras lui-même déclarait au représentant de „l'Eclair” que la Lithuanie ne peut méconnaître avoir signé, le 12 juillet dernier un traité de paix avec les soviets. Donc, ce qui persiste toujours, c'est le programme de l'annexion des vastes territoires polonais avec Vilno comme centre.

L'Etat-Major polonais a signalé de nouvelles hostilités des troupes lithuaniennes. Le communiqué du 22 Septembre mentionne que: „les Lithuaniens concentrant des forces importantes le long de la rivière Marychna témoignent de desseins agressifs. Un officier lithuanien, fait prisonnier tout récemment, a confirmé qu'il existe un accord lithuano-bolchévik au sujet d'une action militaire commune contre la Pologne”. L'attaque des troupes lithuaniennes contre l'armée polonaise avait été fixée pour le 24 septembre. Elle échoua grâce, uniquement, aux mesures préventives prises par les troupes polonaises, aux environs de Sejny.



La conférence de la paix à Riga.

La délégation polonaise de la paix est partie pour Riga par Dantzig le 14 Septembre. La composition de la délégation est restée, quant au fond, la même que celle de la délégation de Minsk.

Le président est M. Jean Dąbski, vice-Ministre des Affaires étrangères; les autres délégués sont MM. Wroblewski, sous-Secrétaire d'Etat, le Général Koulinski, et les députés Barlicki, Stanislas Grabski, Kiernik, Mieczkowski, Waszkiewicz et Wichlinski. Quelques experts et quelques correspondants accompagnent la délégation.

Il serait prématuré de faire des pronostics sur les résultats que peuvent amener les délibérations de Riga. Ce n'est probablement qu'après quelques séances des deux délégations qu'il apparaîtra si un terrain d'entente avec les soviets peut être trouvé. Cependant, d'après les nouvelles reçues jusqu'ici, il y a lieu de croire que les bolchéviks n'abordent pas les pourparlers avec franchise et qu'ils continuent leur projet de révolutionner l'Europe.

Dans sa réponse au discours du président des ministres lettons, Mejerowicz, Ioffe laisse paraître un esprit de conciliation et parle de „paix démocratique” „sans vainqueur ni vaincu” basée sur la justice. D'autre part, il est avéré que les bolchéviks font de sérieux préparatifs militaires pour une nouvelle offensive sur le front polonais. Il convient de souligner également le fait que l'initiative des pourparlers est venue exclusivement de la délégation polonaise.

Les bolchéviks se montrent passifs et indifférents, attendant évidemment le moment où de nouveaux événements sur le front leur permettraient, d'après eux, de présenter des conditions de paix semblables à celles de Minsk, et de les

imposer sous les apparences d'une nouvelle conception de la justice sociale dans les relations internationales. — L'attitude de la délégation russe s'est grandement modifiée ces jours derniers, et il est bien vraisemblable que la situation militaire des Soviets n'est pas étrangère à ce changement. Cette situation en effet s'aggrave de jour en jour. En deux semaines les bolcheviks ont perdu la Volhynie tout entière; la bataille engagée il y a dix jours au nord de la ligne du Niemen menace de tourner en désastre, et la pression des armées polonaises, dans la région de Brześć et de Kobryń, ne leur préserve rien de bon. Ces perspectives ont dû incliner la délégation bolchéviste à se décider enfin à faire montre de quelque désir de paix.

A la deuxième séance de la conférence, le 24 septembre, Joffe, président de la délégation russe, donna lecture de nouvelles conditions de paix, tout à fait différentes de celles qui avaient été posées à Minsk aux Polonais. Cette nouvelle déclaration fut faite au nom du comité exécutif des Soviets. En voici le sommaire: „La guerre soutenue par le militarisme de l'Entente nous menace d'une campagne d'hiver qui apporterait de telles souffrances aux masses populaires que le gouvernement des Soviets, de même que la plus haute assemblée législative russe, le Comité central exécutif panrusse, a cru de son devoir de faire tous les efforts pour l'éviter. Le Comité central exécutif panrusse est d'avis que les peuples habitant les territoires dont les frontières ont été mises en question pendant la guerre, devront librement décider de leur sort. Le Comité espère que cette proposition pourra servir de base à une entente rapide.

1) L'indépendance de l'Ukraine, de la Lithuanie et de la Ruthénie-Blanche doit être solennellement et officiellement déclarée par les deux parties belligérantes, c'est-à-dire aussi bien par la Russie que par la Pologne. De même doit être reconnue l'indépendance de la Galicie orientale.

2) C'est par la voie de leurs corps représentatifs existants: diète, parlement, congrès des Soviets que seraient reconnues les nations en question.

En ce qui regarde la Galicie orientale, la Russie consent à un plébiscite, non sur la base des principes soviétistes, mais selon les ordinaires méthodes démocratiques bourgeois. Toutefois, la base de l'autodécision en vue d'un accord deviendrait impossible si la délégation polonaise rejette le fait indiscutable que l'Ukraine, de même que la Ruthénie-Blanche, se sont déjà prononcées en 1918.

Désireux d'éviter tout atermoiement, le Comité central exécutif panrusse donne plein pouvoir à la délégation des Soviets pour conclure sans délai une convention constituant une base pour la paix, d'après les principes suivants:

1) Le gouvernement russe renonce à ses anciennes exigences touchant la réduction et la démobilisation de l'armée polonaise, ainsi que la cession à la Russie du chemin de fer de Grajewo.

2) La Russie est prête à signer l'armistice aussi bien que la paix, accordant que la frontière russo-polonaise doit être établie considérablement plus à l'est que ne l'avait fixée le Conseil Suprême des Alliés.

Le rejet de ces propositions signifierait que la Pologne se propose d'entreprendre une nouvelle campagne d'hiver. Le Comité central exécutif panrusse maintiendra la validité de ces propositions pendant 10 jours. Si les préliminaires ne sont pas signés le 5 octobre, le Gouvernement des Soviets aura le droit de modifier ses conditions. En faisant un tel sacrifice pour la paix, la Russie soviétique reconnaît le pouvoir des travailleurs aussi bien russes que polonais, lesquels sont prêts à se défendre eux-mêmes, si la Pologne veut continuer la guerre. Pour cette raison, le Comité cen-

tral exécutif panrusse constate que, si ces propositions ne sont pas prises en considération, la question de la campagne d'hiver sera tranchée par là-même.



Réponse polonaise.

Après une brève interruption, M. Dąbski, sous-secrétaire d'Etat, déclare que la délégation polonaise accueille avec satisfaction l'annonce de l'abandon de la part de la Russie des conditions inadmissibles posées à Minsk. La délégation polonaise, elle aussi, désire que la paix soit conclue aussi promptement que possible. Ensuite M. Dąbski donne lecture de la déclaration polonaise:

La Pologne n'a nullement l'intention de faire reposer sa grandeur (lacune dans le radio) sur l'oppression d'autres nations. La Pologne veut être un facteur (quelques mots illisibles) ...aussi bien pour la paix générale, que pour la liberté des nations. Exprimant la conviction que seule une entente avec la Russie constitue la meilleure garantie contre le renouvellement de conflits militaires, la délégation polonaise propose les principes suivants de préliminaires de paix:

1) Les deux parties se garantissent mutuellement la reconnaissance de leur pleine souveraineté, et s'engagent à s'abstenir de toute ingérence dans les affaires intérieures de l'autre partie.

2) La frontière des territoires (mots illisibles) ...de la Pologne par l'empire russe, ne sera pas tracée conformément aux prétentions historiques, mais conformément aux intérêts vitaux des deux parties. Les questions de nationalité litigieuses dans ces territoires doivent être résolues selon les principes démocratiques. Chacun des Etats doit avoir une garantie absolue contre toute agression de l'autre partie.

3) Le traité doit fixer un délai pour la libre option de la ressortissance, soit polonaise, soit russe.

4) La Pologne s'engage à garantir le libre développement de la langue et le libre exercice du culte des minorités nationales.

5) Les deux parties renoncent à toute indemnité de guerre.

6) Le traité doit fixer une date (lacune dans le radio).

7) Aussitôt après la signature du traité préliminaire, sera constituée une commission mixte en vue de l'échange immédiat des internés civils et, si c'est possible, également des prisonniers de guerre.

8) Le traité doit fixer un délai pour l'amnistie des Polonais en Russie et vice-versa.

9) Les deux parties entameront immédiatement les négociations de paix.

10) Aussitôt après la signature du traité on devra procéder à des pourparlers en vue de conclure une convention économique.

11) La liquidation des prétentions des deux parties sera basée sur la reconnaissance réciproque que, pour la Pologne, il ne résultera aucune obligation ou charge du fait d'avoir autrefois appartenu à la Russie. Chacune des deux parties renonce aux propriétés de l'Etat sur le territoire de l'autre partie. Tous les archives, bibliothèques, objets d'art emportés de Pologne seront restitués. La Pologne aura un privilège en ce qui regarde ses droits, ayant pour base les restitutions ou les compensations pour les pertes éprouvées du fait de la guerre civile russe.

Conformément au désir russe de poser simultanément les conditions tant de la paix préliminaire que de l'armistice, la délégation polonaise propose de fixer une ligne pour l'armistice, aussitôt les conditions de paix préliminaires acceptées. La délégation polonaise, à l'effet d'accélérer les travaux de la conférence, propose qu'une commission se mette immédiatement à l'œuvre.

Au moment de mettre sous presse nous apprenons, qu'à la séance du 27 courant, le président de la délégation bolchéviste Joffe a déclaré que le gouvernement des Soviets accepte les contre-propositions polonaises. En même temps il proposa un changement à l'art 8, consistant dans l'introduction dans le traité du principe de l'amnistie à accorder par les états belligérants à leurs propres ressortissants.

A travers la presse polonaise.

Juillet, Août 1920.

La Presse polonaise et l'offensive bolchévique.

L'offensive bolchévique déclenchée en juin dernier et dont la bataille de Varsovie brisa l'élan, amena la consolidation des opinions de la nation entière qui comprit enfin que le sacrifice le plus absolu de soi-même pour l'union du maximum de forces dans la lutte contre l'envahisseur, était le problème de l'heure qui s'imposait. L'écho s'en répercuta dans toute la Presse qui, de la droite à la gauche, n'eut qu'un mot de ralliement: la lutte sans merci, lutte dont le dénouement serait une paix basée sur la justice et la reconnaissance des aspirations polonaises à l'Est. Parlant de cette situation, le „Kurjer Warszawski“ du 5 Juillet écrit: „La guerre actuelle décide de l'avenir de la Pologne. Ce qu'a été pour la France, pour la Belgique et pour le monde entier la bataille de la Marne, avec ses conséquences militaires, le dénouement de notre lutte contre l'envahissement bolchévik, nous le supposons sans présomption, le sera pour nous et pour le monde civilisé. Le devoir du Gouvernement et des éléments conscients de la nation est donc de faire comprendre à la nation entière le danger de la situation, la portée de ses devoirs et la glorieuse récompense qui attend la Pologne au bout de ces quelques mois de persévérance, de sacrifice et de travail“. Le „Robotnik“ organe du parti socialiste polonais, écrivait le 7 Juillet: „La Pologne doit lutter jusqu'au bout, nous ne pouvons tolérer que nos armées capitulent, que l'envahisseur devienne maître de notre pays et que les mercenaires de Brussilow et de Budenny, en répandant la destruction, foulent aux pieds la dignité du travailleur polonais. En lançant son appel à l'effort supreme contre l'envahisseur, la presse a donné la preuve de la compréhension que seule la volonté de résistance d'une nation peut lui donner la victoire. La Pologne compte sur l'aide de ses alliés d'Occident, mais la force de vaincre, elle la trouvera dans les sentiments généreux de son peuple. Nous ne reculerons devant aucun sacrifice“.

„Il suffit de se représenter le sang et les larmes qu'aurait dû verser la Pologne vaincue par les bolchéviks ou seulement forcée prématurément de signer une paix honteuse, pour justifier la grandeur des sacrifices que la Patrie exige de nous pour repousser l'ennemi. Si les bolchéviks — comme le laisse croire le caractère de leur campagne jusqu'à ce jour, s'illusionnent d'un succès facile et d'une prompte

victoire écrit le „Kurjer Poznański“, le 21 Juillet, juste au moment où la situation devenait de jour en jour plus précaire ils peuvent se heurter à des événements imprévus. Les négociations pour l'armistice seront rompues, la question de la médiation anglaise cessera d'être actuelle. Un seul cri retentira d'un bout à l'autre de la Pologne. „Aux armes contre l'ennemi, citoyens!“ C'est, qu'au-dessus des polémiques et des animosités, un fait s'est dessiné nettement: il n'y a pas de parti polonais de la droite à la gauche qui ne soit prêt à sacrifier tous ses hommes jusqu'au dernier pour sauver la Pologne de l'invasion bolchéviste.

Nous tenons à souligner encore une fois le fait mentionné plus haut par le „Kurjer Warszawski“, que la presse polonaise s'est rendue compte de la portée du péril bolchévik menaçant non-seulement la Pologne, mais aussi la civilisation du monde entier.

L'anéantissement de l'Etat polonais devait faciliter l'expansion de la révolution vers l'Occident, la capitulation de Varsovie ouvrirait le chemin de Paris, de Rome et de Londres. Également fut compris le fait que la victoire bolchévique entraînerait infailliblement l'annulation du Traité de Versailles... „Il va sans dire — écrit le „Kurjer Poznański“ du 7 Juillet— que l'Allemagne voudra profiter des succès militaires de ses amis de Moscou à notre détriment, et qu'elle joindra ses forces aux leurs dans la lutte contre l'ennemi commun la Pologne.

Dans ces circonstances, la France ne peut rester spectatrice impassible des événements se produisant en Orient, car la défaite des armées polonaises marquerait le retour à l'offensive des forces réunies allemandes et bolchéviques.

La délégation polonaise de paix à Minsk.

Il serait superflu de décrire l'enthousiasme avec lequel fut accueillie par la presse la victoire de Varsovie, victoire qui, non seulement sauva la capitale de l'effroyable danger qui la menaçait, mais qui, encore, a détruit si complètement l'armée bolchévique du Nord, délivrant par là les territoires envahis jusqu'au Niemen et au Bug. La bataille de Varsovie a été dénommée „le miracle de la Vistule“ ce qui a donné lieu aux comparaisons avec le miracle de la Marne. En revanche nous ne pouvons pas passer sous silence les

répercussions dans la presse de la nouvelle concernant l'envoi d'une délégation de paix à Mińsk. Le fait même a été accueilli avec la plus grande réserve. La nécessité de donner aux puissances de l'Entente une preuve des intentions pacifiques de la Pologne était évidente pour tout le monde. Toutefois, personne ne crut un instant à l'efficacité de la Conférence de Mińsk. La perfidie et la traîtrise bolchéviques ne nous étant que trop connues, la presse ne se faisait aucune illusion à ce sujet. La victoire seule peut contraindre les bolchéviks à abandonner leurs plans agressifs et leur idée de révolution mondiale—tel était l'avis des journaux... „Kurjer Warszawski“ du 20/VIII formule exactement l'opinion de toute la Presse en disant: „Notre délégation discute avec la l.e de l'humanité, avec la pire espèce d'hommes qu'il soit possible d'imaginer, des fanatiques et des fraudeurs politiques. En tout cas, il y a lieu d'espérer que nos hommes d'Etat, quoiqu'il arrive au front, ne changeront pas leurs résolutions prises au moment du départ pour Mińsk et montreront le maximum de bon vouloir pacifique. La Pologne et le monde entier ont besoin de repos. Une paix qui garantirait les intérêts polonais conformément aux directives adoptées par les facteurs compétents de l'Europe, sans porter préjudice aux intérêts de la Russie démocratique, serait accueillie sur les deux hémisphères avec un profond sentiment de soulagement. Les Allemands seuls seraient mécontents. Les aspirations pacifiques de la Pologne doivent être énoncées clairement, afin d'écartier les soupçons conçus dans les esprits de ceux qui ne connaissent pas assez la Pologne actuelle, et pour nous faire des amis parmi les partisans du nouvel ordre international et de la civilisation occidentale. Cependant, il faut compter aussi avec l'éventualité de la reprise de la guerre. Les bolchéviks peuvent rejeter les conditions de paix polonaise. Ils peuvent aussi signer l'armistice et faire semblant de conclure la paix, se préparant en même temps à la violer à la première occasion. Personne n'ignore que cette bande d'aventuriers internationaux ne reconnaît pas ses engagements pris envers les gouvernements et les nations non soviétistes. Donc, bien que décidés sincèrement à la paix, nous devons être prêts et bien préparés à faire face aux exigences d'une guerre prolongée.“

Ces préparatifs sont d'autant plus indispensables que des fissures se laissent voir dans l'édifice de l'Entente et que l'impuissance de la Ligue des Nations... n'est un secret pour personne. Tant que les soviets formeront une conspiration armée, guettant le moment propice à la destruction de la paix intérieure des nations et menaçant sans cesse l'intégrité territoriale des Etats, la Pologne, en face d'un péril constant, n'aura de repos ni le jour ni la nuit. La possibilité d'une marche bolchévique sur Varsovie doit toujours tenir notre vigilance en éveil.

La Pologne et l'Entente.

Les opinions de la presse polonaise, quant aux relations actuelles entre la Pologne et l'Entente, portent l'empreinte des idées énoncées ci-dessus. La Pologne a eu recours à l'aide de l'Entente, mais elle ne veut voir dans cette aide qu'un secours et non une aumône. Si la Pologne doit beaucoup aux Alliés, elle a rendu en revanche un grand service à l'Occident, non seulement en assumant le rôle d'un contre-poids aux forces allemandes et russes en Orient, mais surtout en se chargeant de tout le fardeau de la guerre contre le bolchévisme.

„Rzeczpospolita“ du 7 Juillet écrit: „Le bolchévisme est un fléau des plus épouvantables qui aient frappé l'humanité

depuis des temps immémorables. Si la France, l'Angleterre et l'Italie ne se rendent pas assez compte de toute son horreur, c'est qu'il n'a jamais approché les frontières de ces pays.“

„Le peuple polonais, uni dans l'effort sublime pour la défense de ses foyers, a le droit d'exiger l'aide de ses alliés, non seulement parcequ'ils sont ses alliés, mais encore parce que la Pologne, en défendant ses frontières, défend en même temps l'existence paisible de ses amis occidentaux. Aussi croyons-nous fermement que notre appel ne restera pas sans écho („Głos Narodu“—12/VII).“

La presse a accueilli avec grande satisfaction le rapprochement politique anglo-français survenu après un moment de malentendu, provoqué par les pourparlers entre le gouvernement londonien et les bolchéviks et la reconnaissance simultanée du gouvernement Wrangel par la France. „Il est permis de supposer — écrit la „Gazeta Warszawska“ du 24/VII — que malgré les divergences existant dans la politique polonaise de la France et de l'Angleterre, l'attitude de la France influera la décision de la Grande-Bretagne que Lloyd George n'a pas voulu préciser jusqu'alors. Actuellement, il existe une tendance manifeste à différencier la politique de la France et de l'Angleterre ayant trait non seulement au problème Wrangel, mais aussi aux négociations polono-bolchéviques. Il paraît que dans l'opinion publique de l'étranger s'est produit un changement en faveur de la Pologne. Des manifestations de sympathie pour notre pays commencent à se faire jour en Amérique et en Suisse. La droite socialiste française a pris la décision d'exiger des garanties pour l'indépendance de la Pologne. Il ne peut y avoir aucun doute que sous peu de temps on s'apercevrira clairement de ce que seuls les éléments dirigés par la coalition des Juifs, des Allemands et des bolchéviks agissent dans l'intérêt de l'Allemagne et de la „puissance anonyme“, s'élevant contre les droits de la Nation Polonaise à l'indépendance“.

La Russie et l'Allemagne.

La coopération du gouvernement allemand avec les bolchéviks, signalée depuis longtemps par la presse polonaise, s'est dessinée distinctement au cours de la dernière offensive des armées rouges. Passant sous silence toute une série de faits explicites, attestant cette vérité, universellement connue, nous rappellerons seulement le concours des officiers allemands, engagés dans l'armée bolchévique, les nouvelles télégraphiques sur la prise de Varsovie, lancées par les Allemands, et les émeutes provoquées par eux en Haute-Silésie.

Il serait trop long de citer ici les voix, ne serait-ce que des organes les plus sérieux, appelant depuis longtemps l'attention du grand public sur la collaboration germano-bolchéviste. Nous nous bornerons donc à résumer une opinion seulement:

Le „Kurjer Poznański“ (du 8/VIII) s'occupe du fait de l'existence d'une entente secrète entre la Prusse et la Russie: „Le gouvernement allemand, dont la politique étrangère est dirigée par M. Simons, homme d'état rusé, froid, plein de prévoyance, s'est tracé une ligne de conduite bien nette et c'est avec une volonté opiniâtre qu'il se prépare à profiter des chances inouïes qui se présentent pour la renaissance de la grandeur allemande. En faisant semblant de se tenir strictement au Traité de Versailles, Simons souligne la neutralité de l'Allemagne dans la guerre polono-russe, en lui donnant en même temps un caractère incontestablement hostile à la Pologne. Il n'hésite même pas à menacer l'En-

tente d'un conflit, si elle essayait d'envoyer des renforts aux Polonais et il s'oppose à ce que les troupes d'occupation, se trouvant dans les terres plébiscitaires, soient employées contre la Russie.

Il en résulte que nous avons à faire à une entente manifeste entre l'Allemagne et la Russie soviétique. Les puissances alliées devraient se rendre enfin compte du péril qui menace l'œuvre de la paix. Une nouvelle guerre européenne se prépare dans toute son horreur. Si l'Entente étouffe immédiatement toute tentative allemande dans son germe, si elle se décide au geste énergique de forcer l'Allemagne à ne pas entraver la collaboration militaire des alliés avec la Pologne, l'Europe pourra éviter la catastrophe. Chaque minute de retard et de faiblesse nous pousse infailliblement dans l'enfer d'une guerre plus épouvantable encore que celle que nous avons vécue".

L'opinion de la presse sur le programme de la politique orientale de la Pologne.

Des polémiques se sont élevées entre les organes de la droite et ceux de la gauche à propos du séjour de M. Grabski à Spa et des conditions d'armistice, dictées par Lloyd George. Malgré ces divergences d'opinion, tous sont tombés d'accord sur la nécessité impérieuse pour la Pologne de défendre ses droits aux territoires de l'Est. Il va de soi que la ligne des frontières orientales n'a pas été précisée, on ne parlait qu'en termes généraux des confins de l'Est, englobant sous cette dénomination les territoires, situés à l'Est du Royaume du Congrès.

"Nos troupes — écrit la „Gazeta Warszawska" du 13/VII — doivent avoir la conviction que les terres, sur lesquelles elles combattent et la population qui les entoure, reviendront à la Pologne. Il faut que notre soldat sache que nos marches nous sont aussi chères que les provinces essentiellement polonaises".

L'organe du Parti Socialiste Polonais „Robotnik" (du 15/VII), feuille diamétralement opposée à la „Gazeta Warszawska", organe de la Démocratie Nationale, parti d'extrême droite, écrit: „Nous voulons une paix démocratique, basée sur le principe du droit des nations de disposer d'elles-mêmes. Les conditions de Lloyd George ne répondent pas à ce principe. Elles portent préjudice à la Pologne, en favorisant les Lithuaniens et les Russes. C'est pourquoi il faut veiller à ce qu'elles n'entrent pas telles qu'elles dans les conditions de la paix. Le problème du règlement définitif de la question des régions de l'Est et les deux solutions possibles à savoir: le partage entre la Pologne et la Russie ou la négation absolue des droits de la Russie à ces territoires constituent un objet de vive discussion dans la presse. Il faut ajouter que la deuxième solution implique nécessairement l'idée d'une entente entre l'Etat Polonais et la population indigène de ces provinces.

A la Conférence de la Paix nous devons prouver—devoir qui a été négligé par notre propagande—que sur les territoires situés en deçà des frontières polonaises, retrécies par l'Entente (il s'agit des lignes de démarcation du 8 Décembre) la Russie ne possède aucun droit et que le sort de ces provinces doit être réglé d'un commun accord avec les habitants de nos confins. („Kurjer Lwowski" du 25/VII). Il en résulte en premier lieu la nécessité absolue d'élaborer un programme de la politique orientale polonaise acceptable pour tous les partis et pouvant servir de garantie de développement aux peuples intéressés. En relation avec ceci, la réflexion s'impose — „que la politique fédérative, surtout en

ce qui concerne l'Ukraine, n'a pas été tellement dépourvue de sens que l'ont crié ses adversaires".

„Rząd i Wojsko" (du 25/VII) écrit au même sujet: „Seule une Pologne libre de réaliser à l'Est son programme d'affranchissement sera en mesure d'avoir une politique intérieure indépendante et de se développer selon les principes fondamentaux de la démocratie et du progrès social. L'alliance avec les jeunes nations des confins, rendues à une vie nationale indépendante, nous donnera une telle force de résistance, que nous n'aurons plus à redouter le danger perpétuel d'une invasion aussi bien de l'Orient que de l'Occident".

Des idées analogues sont énoncées par le „Naród" au sujet du rôle libérateur de la Pologne à l'Est:

On peut affirmer sans crainte d'être contredit, que pour le moment ce n'est que la Pologne qui combat pour une paix durable en Europe. Elle lutte au nom du principe de la liberté des nations pour leur droit de disposer librement de leur sort, en réalisant ainsi franchement les idées proclamées hypocritement par la Russie bolchéviste.

Et ce n'est que le triomphe du principe de la liberté des peuples qui est capable d'assurer à l'univers une paix durable et de mettre l'humanité dans la voie de l'évolution normale et du progrès.

C'est pourquoi la marche polonaise vers l'est ne peut aucunement être dénommée „une aventure militaire" comme l'ont bien voulu appeler certaines gens, incapables de saisir la pensée directrice de la politique orientale de la Pologne. Cette expédition doit être plutôt considérée comme un épisode dans la lutte pour un principe dont le triomphe est le seul capable d'assurer au monde une paix véritable.

Pour arriver à une paix universelle, il n'y a pas d'autre chemin que celui de la reconnaissance du droit de chaque nation de statuer librement de son sort. Ce principe, la Pologne verse le plus pur de son sang pour le faire triompher".

La Pologne et la France.

Malgré que la direction de toute action interventionniste de l'Occident dans la guerre avec la Russie semblait appartenir à l'Angleterre, la nation polonaise, aussi bien que la presse tourna ses regards vers la France. La Pologne s'est trouvée dans une situation analogue à celle de la France en 1914 avant la bataille de la Marne. L'enthousiasme patriotique a sauvé la France, le cas sera le même pour la Pologne. Elle vaincra, elle doit vaincre. La nation entière s'est levée pour la lutte. Et la force morale de la Pologne est plus grande que celle de la Russie bolchévique. Il s'agit seulement de dûment exploiter les forces morales de la nation et de ne pas marcher sur les traces des surhommes allemands. La confiance dans le génie national et dans l'efficacité de l'effort du peuple entier, en même temps que la subordination de tous les problèmes, de toutes les sympathies et de tous les intérêts aux exigences de la guerre peuvent seules nous garantir la victoire. La France qui a remporté une victoire glorieuse, malgré le nombre écrasant des armées allemandes et l'inimitié qui régnait entre les partis politiques avant la guerre, peut nous servir d'exemple consolant. — „Gazeta Warszawska" du 11 Juillet. — La France devrait la première comprendre la situation dans laquelle se trouve la Pologne. De tous les pays de l'Entente, c'est la France qui est le plus étroitement liée à la Pologne, c'est pourquoi on a compris qu'il fallait en premier lieu espérer un secours immédiat de la France. Les voix de la Presse française se prononçant sur la question polonaise ont été examinées avec la plus grande attention,

*les fluctuations de la politique française étaient suivies avec le plus grand intérêt. L'opinion du Maréchal Foch sur la situation militaire en Pologne fut publiée *in-extenso* et la nouvelle concernant l'aide militaire française a été accueillie avec enthousiasme. En parlant de politique indécise des Etats de l'Entente envers la Pologne au moment de l'invasion bolchévique, „Naród” 18/VIII écrit: „Seule la France, notre grande et fidèle alliée n'a en rien changé son attitude prise une fois envers la Pologne et son concours politique et militaire nous a été d'une utilité inappréciable.*

La lettre du vice-Président du Conseil des Ministres, Daszyński au général Weygand reflète le mieux les relations existant entre la Pologne et la France. Cette lettre écrite au général à la suite de l'éloge qu'il fit de l'armée polonaise en conversation avec un correspondant français M. Genty, nous la citons ci-après: Je viens de lire vos paroles adressées à M. Genty à propos de la dernière offensive polonaise. J'éprouve le besoin de vous exprimer M. le Général, toute ma sympathie et ma plus vive estime. Vos paroles ne sont pas seulement celles d'un grand soldat, mais aussi celles d'un homme brave, digne représentant de la gloire immortelle de la France. Le miracle de la Vistule dont vous avez été témoin, a été en vérité le miracle de la nation polonaise qui, au moment de la crise la plus tragique, s'est unie à ses soldats pour défendre son droit sacré, l'indépendance. Votre noble cœur, Général, cœur de Français qui a vécu le même miracle „Miracle de la Marne” a su apprécier la grandeur de ce moment. Dans vos paroles à M. Genty vous avez exprimé la profondeur de cette compréhension.

Votre position, Général, votre secours éminent, votre collaboration avec notre armée héroïque pendant les jours de son rude effort, resteront gravés dans les coeurs polonais en caractères ineffaçables.

Veuillez agréer, Monsieur le Général, l'expression de mon profond respect et de ma reconnaissante admiration.

(signé) Ignace Daszyński.

La Pologne et l'Angleterre.

Pendant que l'attitude de la presse envers la France, durant la dernière crise, restait immuable ou se traduisait dans l'expression de sympathie et d'une vive reconnaissance, le ton des voix se prononçant sur la politique anglaise envers la Pologne variait souvent conformément aux inflexions de la politique de Lloyd George.

La faiblesse du président du Conseil des Ministres anglais, les notes anglaises ignorées à dessein par le gouvernement de Trotzki et de Lénine, et les tentatives toujours réitérées de Lloyd George d'entamer des nouveaux pourparlers télégraphiques et verbaux avec Krassine, tout cela ne pouvait disposer la presse polonaise en faveur de l'Angleterre. L'intervention anglaise au sujet des négociations pour l'armistice polono-bolchévik fut tout d'abord accueillie avec joie, mais le manque de décision dans l'attitude de la Grande Bretagne en face de la réponse évasive des soviets, puis le retour de Krassine à Londres ont provoqué un ébranlement de la confiance en l'efficacité de la tactique anglaise. D'autre part on donnait à comprendre à l'Angleterre que la proclamation des conditions d'armistice proposées par elle, très défavorables à la Pologne, non seulement n'a aidé en rien notre pays, mais qu'au contraire elle lui a fait tort, en entavrant les relations internationales. Cette opinion se répercuta surtout dans les organes de l'extrême gauche... Nous sommes enclins à croire que l'Occident commence déjà à comprendre que la lutte de la Pologne pour son existence, c'est la lutte pour la paix de l'Europe et qu'en conséquence le

concours des alliés n'est qu'une question de leur propre intérêt — écrit le „Goniec Krakowski” du 1er Août. — Jusqu'à présent l'expérience nous suggère un certain scepticisme. Certes... l'Angleterre, par son empressement à conclure la paix, a mis la Pologne dans une situation difficile au sujet des négociations pour l'armistice... Quelques jours après le „Kurjer Poranny” (4/VIII) dit:... Tout ce qu'a fait Lloyd George à Spa, soi-disant pour sauver la Pologne, a tourné en une plaisanterie triviale, grâce à la déformation voulue du sens des arguments dont se servaient dans cette discussion les diplomates européens.

En somme l'intervention de Lloyd George n'a amené comme résultat que la promesse solennelle de la part de l'Angleterre de reconnaître la République des soviets. En même temps, la Pologne fut forcée d'accepter les frontières du 8 Décembre et d'entamer des pourparlers pour l'armistice et, à la suite de ces faits, les grands Etats de l'Entente se trouvèrent dans une situation fausse et délicate envers notre pays. En revanche M. Tchitchérine ne donna rien autre quelques mensonges, une série d'impertinences et de moqueries quelques leçons de morale à l'adresse de l'Angleterre et une poignée de calomnies jetées à la face de la Pologne et des Polonais". En résumant le discours de Lloyd George prononcé au Parlement en présence de Krassine et de Kamieniew... le „Naród” écrit le 12/VIII. Lloyd George ne parle pas en allié mais en mentor, non pas en ami, mais en observateur. Ses jugements portent plutôt le caractère des sentences rendues par un juge partial que des conseils émis par un allié. Le discours du ministre anglais est un triomphe de la diplomatie soviétique, l'Angleterre donnant contre toute prévision sa sanction aux conceptions politiques du gouvernement bolchévik. Rappelant que Lloyd George avait déclaré que la Pologne avait attaqué la Russie, le journal ajoute: „Nous avons en 1918 commencé la guerre avec la Russie, contraints par elle à nous défendre. Les Bolchéviks furent alors le parti attaquant, d'un commun accord avec les Allemands ils occupèrent Vilno et Lida. Fallait-il attendre 1916 et le commencement de 1919 jusqu'à ce que l'armée rouge entrât à Grodno et à Bialystok? Nous défendimes les villes polonaises, Vilno et Lida. Nous nous défendimes contre l'agression ennemie et l'envahissement de notre pays par les organisations soviétiques dont personne ne voulait.

A ce moment au point de vue de la raison de l'Etat, aucun prétexte n'existe pouvant servir de base aux récriminations concernant notre attitude. C'était pourtant l'époque où l'Angleterre protégeait de toutes ses forces „la contre-révolution Kolczak”, l'armée anglaise débarqua à Archangielsk et s'organisait en Sibérie et la Russie était considérée par l'Entente comme un pays sans gouvernement légitime.

Et aujourd'hui le premier ministre d'Angleterre, en parlant devant un auditoire des plus sérieux en Europe, accuse la Pologne d'avoir troublé la paix du continent, d'avoir été l'élément de fermentation qui a troublé le cours de la politique européenne et déclare que le gouvernement des Soviets n'a jamais attaqué l'Etat polonais. Cette déclaration du président des ministres anglais contient une grande dose de naïveté en ce qui concerne l'appréciation des tendances politiques de ses alliés. Son discours porte aussi l'empreinte d'une grande expérience d'un homme d'Etat conscient de ce que, dans la vie politique chaque fait révolu tombe dans l'oubli, et que le dernier argument seul se grave dans les mémoires en caractères d'autant plus durables qu'il est présenté de façon plus frappante. Avant de finir nous ne citerons plus que l'opinion du „Kurjer Poranny” en date du 28/VII: „Au lieu d'une aide réelle on nous a offert des frontières, que le gouvernement polonais n'a même pas osé communiquer à ses compatriotes en nous avertissant en même

temps que toute action entreprise en deçà de ces frontières sera considérée comme une guerre, même à nos risques et périls. Ce n'est pas la politique polonaise du commencement de l'année qui manquait de prévoyance — c'est plutôt la méthode des compliments à l'adresse de la Russie bolchéviste et de l'isolation de la Pologne qui manquait de perspicacité. Encore, à l'heure qu'il est, le péril menaçant la Pologne ne cesse d'être un danger pour l'Europe toute entière. Varsovie menacée, c'est Paris en danger. Cette vérité incontestable trouvera peut-être enfin son chemin aux esprits des diplomates".

Les alliés commencent peu à peu à se rendre compte de toutes les fautes commises par eux jusqu'à présent, de leur négligence, de leurs bêtises, dont la responsabilité incombe à ceux des politiciens polonais qui les ont mal informés. Ils commencent à comprendre que les conseils qu'ils nous ont donnés, se basant sur des fausses informations, n'ont pas toujours été clairvoyants. Ils apprennent à apprécier la Pologne et son importance, à reconnaître ses droits, les nécessités qui dirigent sa politique.

Si, il y quelques jours, „Le Temps“ enfonceant une porte ouverte, nous enseignait les dangers qui pouvaient résulter de nos soi-disant prétentions au protectorat sur la Ruthénie-Blanche et l'Ukraine, et nous conjurait de ne pas dépasser la ligne Curzon, aujourd'hui il reconnaît la nécessité de déplacer cette ligne plus vers l'est, afin de garantir la sécurité de nos frontières, et parle déjà de la ligne devant laquelle se sont arrêtées en 1917 les armées allemande et autrichienne. L'hypothèse que la Pologne veut et peut mener une politique, qui ne serait pas parallèle à celle des Alliés, est une ineptie. Depuis la conférence de Spa jusqu'au départ de notre délégation pour Minsk, nous avons donné une multitude de preuves avec quelle hâte, et quelquefois même avec trop de précipitation, nous tenons compte de chaque conseil, indication, et souhait venant des Alliés. La déclaration de notre délégation à Minsk ne s'oppose en rien à ces indications, à ces conseils et à ces souhaits".

La note du secrétaire d'Etat Mr. Bainbridge Colby du 12 Août, en réponse à la question du gouvernement italien, demandant à l'Amérique son opinion sur les questions russes, fut accueillie avec une certaine réserve. Bien que les Etats-Unis d'Amérique se soient déclarés, par cette note, prêts à soutenir l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de la Pologne, et se soient prononcés en même temps contre le bolchévisme, ils refusèrent cependant de reconnaître les nouveaux états surgis sur les ruines de la Russie tsariste (la Finlande et l'Arménie exceptées).

Il est possible que cela paraîtra paradoxal, mais c'est un fait: la plus grande partie de l'opinion publique polonaise, opinion de l'Etat auquel l'Occident vient de jeter la lourde accusation d'impérialisme, déclenche l'idée de la liberté-des peuples, qu'attaque le président Wilson, il y a peu de temps encore le champion du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, et le créateur de la Ligue des Nations.

La presse nationaliste ne relève pas cette critique, mais

on remarque que l'attitude de l'Angleterre envers les Etats baltes lui a sensiblement déplu. En revanche, elle souligne, ce que fait du reste aussi la presse de gauche, l'influence qu'a eu la note américaine sur le triomphe de la politique française envers la Pologne et ne trouve pas que l'attitude de l'Angleterre, jusqu'à présent défavorable à la Pologne, ait changé à son profit.

La presse conservatrice montre, quant au programme oriental de la Pologne, plus de circonspection. On y remarque une certaine hésitation occasionnée par son désir de tenir compte de l'opinion de l'Occident, qui, presque jusqu'au dernier moment a, d'une voix unanime, considéré le passage de la ligne de Curzon et du Bug, par les armées polonaises, comme une preuve flagrante d'impérialisme. Malgré cela et dans ce camp, des voix se font entendre que la Pologne ne peut renoncer entièrement aux terres de l'est. Nous avons déjà cité plus haut l'opinion de l'organe officiel du parti national-démocrate „Gazeta Warszawska“. De même la „Rzeczpospolita“ (organe de M. Paderewski) 17/VIII bien qu'elle critique l'expédition de Kiew, écrit cependant: „Dès les premiers jours de son existence, l'Etat polonais commença la lutte pour l'intégrité de la République, menacée par l'invasion bolchéviste. Le but de cette lutte fut de garder les confins“.

Nous ne pouvons nous empêcher de citer encore une opinion au sujet de la politique polonaise dans l'est, touchant en même temps aux rapports entre la Pologne et l'Entente. C'est un article du „Kurjer Poranny“ intitulé „Les principes polonais de paix avec Moscou“ (du 28/VIII) Parlant des principes proclamés dans la réponse de la délégation polonaise de Minsk aux conditions soviétiques, l'auteur de l'article écrit: „La divulgation publique de ces principes dément d'une façon catégorique tout espèce de fable sur l'impérialisme et la politique usurpatrice de la Pologne. Ces principes sont absolument conformes aux directives de la politique étrangère polonaise adoptée depuis un an et demi. Ce n'est pas la faute du gouvernement polonais si cette politique a été l'objet de calomnies et de soupçons“.

Passant à la question de l'attitude de l'Entente au sujet de la politique polonaise dans l'est, l'auteur de l'article cité poursuit: „Il y a quelques jours „Le Temps“ affirmait que les officiers français étaient d'accord avec l'Etat-Major polonais sur la nécessité stratégique de l'offensive sur l'Ukraine. Cette offensive inquiétait les politiciens étrangers car les informations reçues, même de sources polonaises, affirmaient que le but de la Pologne était de fonder une Ukraine fictivement indépendante afin de l'exploiter plus tard pour ses fins. La Pologne ne poursuit pas de buts impérialistes. L'accusation colportée par certains, touchant à „son essai de trancher les problèmes orientaux malgré l'Entente“ est véritablement dépourvue de sens; si, toutefois, elle n'est pas une calomnie prémeditée, inventée de mauvaise foi dans le but de brouiller la Pologne avec ses alliés.



CHRONIQUE.

Faits et Documents Politiques.

LE TRAITE DE PAIX LITHUANO-BOLCHEVISTE.

Le 4 juillet 1920 un traité de paix fut conclu entre les Soviets et le gouvernement lithuanien de Kowno. Comme cette convention, ayant trait à la question très actuelle des frontières orientales de la Pologne, nous paraît être un document curieux, nous voulons faire connaître sa teneur au public français. Nous le reproduisons ci-dessous en y joignant quelques commentaires, dus à un de nos collaborateurs, éminent spécialiste des problèmes ethnographiques en Europe orientale.

Traité de Paix conclu entre la Lithuanie et la République Russe des Soviets le 4 juillet 1920.

Article 1.

S'inspirant des principes promulgués par la République fédérative Russe des Soviets qui proclama le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et de se détacher d'un état dont ils faisaient partie, la Russie reconnaît sans réserve l'indépendance de la Lithuanie et en accepte toutes les conséquences juridiques. C'est de bon gré et pour toujours que la Russie renonce à ses droits de souveraineté sur la nation et le territoire lithuanien. Du fait que la Lithuanie a autrefois appartenu à la Russie n'incombe au peuple et au territoire lithuanien aucune obligation envers la Russie.

Article 2.

traite des frontières de la Lithuanie. Nous ne le reproduisons pas ici car il est cité et longuement commenté dans l'article que nous donnons ci-dessous.

Article 3.

Les problèmes se rattachant à la défense des frontières, la question des douanes et autres du même genre seront réglés par une entente mutuelle, dès que les territoires occupés encore partiellement par la Russie, partiellement par la Lithuanie, seront entièrement libérés.

Article 4.

Les deux parties contractantes s'engagent:

1) à ne pas tolérer sur leurs territoires respectifs le séjour d'autorités, de groupes, d'organisations, dont le but serait la lutte armée avec la partie adverse. Il ne sera pas non plus permis à ces autorités, groupes et organisations de faire appel à l'intérieur des pays contractants au recrutement et à la mobilisation militaire; les représentants et les fonctionnaires des dites organisations seront frappés d'interdiction de séjour.

2) à ne pas laisser introduire dans leurs ports, ni d'autoriser le transit à travers leurs territoires du matériel de guerre (matériel d'artillerie, d'intendance, d'aviation)

destiné à des pays se trouvant en état de guerre avec un des états contractants ou à des organisations dont la raison d'être est la lutte armée avec une des parties.

Article 5.

Dans le cas où la Lithuanie deviendrait un état neutre, la Russie s'engage à respecter sa neutralité et à partager les responsabilités qui peuvent être la conséquence de la garantie de cette neutralité.

Article 6.

Le jour de la ratification du traité, les personnes se trouvant à l'intérieur des frontières de la Lithuanie et désirant y demeurer, ainsi que les orphelins et ceux qui s'inscriront dans les mairies communales, comme appartenant à l'état paysan, seront considérés comme citoyens lithuaniens; le seront de même ceux qui, pendant plus de dix ans, avant l'année 1914, ont travaillé d'une façon régulière sur le territoire lithuanien, à l'exception des anciens fonctionnaires militaires et civils et de leurs familles d'origine non-lithuanienne.

Les individus de toutes ces catégories qui, au moment de la ratification du présent traité, résideront sur les territoires des états étrangers, sans y être naturalisés, seront considérés comme citoyens lithuaniens.

Les individus ayant 18 ans révolus et domiciliés sur le territoire lithuanien, ont le droit, pendant un an à partir du jour de la ratification du dit traité, d'opter pour la nationalité russe, autant pour eux-mêmes, que pour leurs épouses et leurs descendants; à moins qu'un autre mode de règlement ne soit adopté par les parties contractantes. Les personnes se trouvant dans les conditions requises par l'alinéa 1. et résidant à l'époque de la ratification du traité en Russie, pourront, dans les mêmes délais, opter pour la nationalité lithuanienne.

Les individus qui exerceront leur droit d'option, ainsi que leurs descendants, auront le droit de conserver leurs biens mobiliers et immobiliers dans la mesure compatible avec les lois d'ordre public qui régissent l'état, sur le territoire duquel ils sont domiciliés. Toutefois ils s'engagent à quitter le pays qu'ils habitent dans le délai d'un an à partir du jour de la déposition de leur déclaration; ils auront le droit de liquider leurs biens, immeubles et meubles, et même d'emporter ces derniers.

Annexe 1^{ère}. Les délais sont doubles pour les personnes habitant le Caucase et la Russie Asiatique.

Article 7.

Vu que la Lithuanie est complètement ruinée par la guerre et, qu'abandonnée à ses propres forces, elle ne pourrait se relever économiquement, ni surtout — à cause de la destruction de ses forêts — réédifier les bâties démolies, le gouvernement russe décide:

1) de prendre à son compte la part des dettes et des obligations de l'ancien gouvernement russe qui incombe

à la Lithuanie en y comprenant les émissions des billets de banque, les bons et les obligations du trésor, les emprunts extérieurs et intérieurs de l'ancien Empire russe, ainsi que les emprunts des diverses institutions garantis par l'ancien gouvernement russe;

2) d'autoriser le gouvernement lithuanien à faire des coupes de bois sur un espace de 100.000 hectares, dans la région située à peu de distance des frontières lithuanaises et se trouvant à proximité des voies ferrées et des voies d'eau.

Ces coupes pourront être effectuées pendant vingt ans dans les forêts qui seront désignées par l'administration des domaines russes et selon les plans qu'elle aura donnés.

Les conditions, dans lesquelles se feront ces coupes, seront fixées par une commission mixte où figureront des experts de deux côtés.

3) de verser au gouvernement lithuanien trois millions de roubles en or dans l'espace d'un an et demi à partir de la ratification du présent traité.

'A propos de la frontière Lithuano-Bolchéviste (voir: carte).

Le traité lithuano-bolchéviste, conclu le 4. Juillet 1920, adjuge à la Lithuanie la partie septentrionale du district de Sokolka, une bonne partie de celui de Grodno, presqu'en entier celui de Lida, un petit espace du district de Wilejka, presqu'en entier celui de Święciany et entièrement celui de Jeziorosy. La frontière doit courir le long du courant bas de la Swistocz, ensuite le long du Niemen, de la Bérésina et de la Wołozanka; elle traverse le village de Molodeczno, puis elle monte vers le nord, elle atteint les lacs de Madziol et de Dryświaty, la petite rivière de Drujka et le bord de la Dzwina. Dans le cas où ce traité serait mis à exécution, de vastes étendues de terrains habités par des masses compactes de la population polonaise feraient partie de la Lithuanie. Il est clair que les Lithuaniens veulent s'emparer de certains terrains ayant fait partie du Royaume de Pologne créé par le Congrès de Vienne, et qui forment le département de Suwałki, car la frontière que le traité propose prend comme point de départ la jonction de la petite rivière Horodzianka avec la rivière de Biebrza. Cette ligne de démarcation n'a absolument rien de commun avec celle qui fut tracée le 18. Juillet 1919 par le maréchal Foch.

La ligne du traité bolchévik eût envahi dans le seul département de Suwałki la région comprenant les districts de Suwałki, d'Augustów et la moitié de celui de Sejny habitée par 157.000 Polonais.

Cette violation faite par le traité lithuano-bolchévik au territoire appartenant ethnographiquement à la Pologne ne se présente que d'une manière par trop frappante, dès qu'on considère de plus près les relations ethniques dans ces districts qui, d'après le traité du 4. Juillet, doivent devenir la proie de la Lithuanie.

Ainsi dans le district de Sokolka adjugé par les puissances alliées à la Pologne il n'y a pas du tout de Lithuaniens, le recensement de la population fait par les Russes en 1897 n'en a pas trouvé, — les statistiques allemandes l'ont prouvé également en 1916. La population du district est entièrement polonaise.

Dans le district de Grodno le recensement russe de 1897 a démontré 1,4% de population lithuanienne; le recensement polonais de décembre 1919 a constaté à peine 1,5% de Lithuaniens, c'est-à-dire au total un nombre de 1.546. Ils habitent

quelques villages au bord du Niemen. Par contre, au dernier recensement, 53.549 personnes ont déclaré appartenir à la nationalité polonaise.

Le district compte 54% de Polonais. Et on n'a pas mis en ligne de compte la ville de Grodno, dont le recensement fut fait à part; sur 28.165 habitants il ne s'y trouva que 23 Lithuaniens (soit 0,1%), tandis que les Polonais inscrits au nombre de 9.255 représentent 32,8% du total de la population, ou 80,3% de la population chrétienne. Les Lithuaniens veulent accaparer presqu'en entier le district de Lida, où, sauf deux petites communes sur la rive gauche du Niemen, aucune statistique n'a jamais démontré de prépondérance de la population lithuanienne. — Selon le recensement russe de l'année 1897, les Lithuaniens devaient former 8,6% du chiffre total des habitants (17.825 âmes). Dix-neuf ans plus tard, lors du recensement allemand de 1916, on ne trouva plus que 5.321 Lithuaniens (c'est-à-dire 4,3%). La statistique de 1919 nous donne le chiffre de 4.203 (soit 2,2%). Par contre, au dernier recensement 141.479 personnes se sont déclarées comme étant de nationalité polonaise, cela nous fait 76% du chiffre total de la population. — On peut constater de même, et d'une manière encore plus frappante, le peu d'importance de l'élément lithuanien dans le district d'Oszmiana auquel aspire le jeune état lithuanien.

Selon le recensement russe de l'année 1897, les Lithuaniens constituaient dans ce district à peine 3,7% de la population; le recensement polonais fait il y a un an n'en a trouvé en tout que 54. En même temps 129.165 personnes vinrent s'inscrire comme Polonais, ce qui donne 68,2% du chiffre total de la population.

Le district de Wilejka ne possède pas du tout de Lithuaniens, et pourtant la Lithuanie voudrait s'emparer d'une partie de ce district, partie située entre Molodeczno, la rivière d'Usza et le lac de Madziol. — Le recensement russe de l'année 1897 n'y a pas trouvé de Lithuaniens; le recensement polonais en a découvert 122, disséminés dans tout le district; or, on y compte 64.549 Polonais qui forment ainsi 30,2% du chiffre de la population.

Le district de Święciany entre en effet en partie dans la zone ethnographique lithuanienne; une masse compacte de la population lithuanienne habite sa partie du nord sans atteindre jusqu'à Święciany.

Selon le recensement russe de 1897, les Lithuaniens constituaient dans ce district environ 33% de la population; la récente statistique polonaise y a trouvé 38.529 Lithuaniens à côté de 61.854 Polonais, ce qui nous donne 27,6% de Lithuaniens et 44,2% de Polonais.

Le district de Jeziorosy (les Russes l'ont baptisé Nowo-Aleksandrowski) doit être, d'après le traité, réuni à la Lithuanie. Cependant ce district n'est ethnographiquement lithuanien que dans sa partie occidentale. Dans la partie orientale, principalement à partir de la voie ferrée qui relie Varsovie à Pétrograd, il n'y a presque pas de Lithuaniens. Depuis juin 1919, cette partie du district, ainsi qu'une partie du district d'Iłukszt, étaient administrées par les autorités civiles polonaises et formaient ensemble le district de Brasław.

Le recensement de la population effectué en décembre 1919 a donné les chiffres suivants: nombre total des habitants 82.513; Polonais — 43.335 (52,3%), Blancs-Ruthènes — 12.622 (15,3%), Lithuaniens — 12.367 (14,6%), Russes — 8.348 (11,5%), Juifs — 3.254 (3,9%), Lettons — 1.398 (1,7%).

Dans cette mosaïque de diverses nationalités, c'est donc l'élément polonais qui prédomine et possède même la majorité absolue. Les Lithuaniens ne forment dans le district qu'une minorité infime. Il nous reste encore à voir comment

se présentent les relations ethniques dans le district de Vilno et dans la ville elle-même.

En vertu de la convention lithuano-bolchévique, toute cette contrée doit être réunie à la Lithuanie, malgré que, d'après la ligne de démarcation du maréchal Foch, rien que la partie septentrionale du district devait être occupée par les Lithuaniens. Le district de Vilno est du reste, comme la ville même, presque entièrement polonais, même dans la partie septentrionale qui fut adjugée à la Lithuanie.

Les chiffres rapportés plus haut dans l'article „Les relations ethniques des terres nord-est de l'ancienne République Polonaise“ démontrent dans les arrondissements en question, c'est-à-dire dans les arrond. de Szyrwinty, Podbrodzie et Malaty, une majorité absolue de la population polonaise (d'après le recensement de 1916: 134.805 Polonais et seulement 28.673 Lithuaniens). Les environs de Vilno sont habités, comme le prouve le même recensement, par 56.632 Polonais, ce qui fait 89,8% de toute la population (63.076 âmes) et 2.713 Lithuaniens, ce qui fait 4,3%. Ainsi, ces régions, sur une population de 197.881 âmes, comprenaient, d'après les chiffres allemands, 148.200 Polonais (soit 74,3%) et seulement 31.386 Lithuaniens (soit 15,8%).

Le caractère polonais de ces régions fut constaté d'une manière encore plus absolue par le recensement de 1919. D'après les chiffres qu'il nous fournit, sur 184.218 habitants il y a 160.762 Polonais (soit 87,3%) et seulement 13.864 Lithuaniens (7,5%).

Il en est de même en ce qui concerne la ville de Vilno. Les recensements faits tour à tour par les autorités russes, allemandes et polonaises, ont prouvé toutes les fois le caractère polonais de la ville.

Selon le recensement russe de l'année 1909.

Polonais	97.800 — 53,5%
Juifs	73.500 — 40,2%
Russes	8.900 — 4,7%
Lithuaniens	2.227 — 1,2%
Blancs-Ruthènes	—

Selon les recensements allemands des années

1916 et 1917.

Polonais	70.629 — 50,1%	74.466 — 53,6%
Juifs	61.265 — 43,5%	57.516 — 41,4%
Russes	2.030 — 1,4%	2.212 — 1,6%
Lithuaniens	3.699 — 2,6%	2.909 — 2,1%
Blancs-Ruthènes	1.917 — 1,3%	611 — 0,4%

Selon le recensement polonais de l'année 1919.

Polonais	72.416 — 56,1%
Juifs	46.559 — 36,1%
Russes	5.262 — 4,0%
Lithuaniens	2.920 — 2,2%
Blancs-Ruthènes	1.781 — 1,4%

Par rapport à la totalité de la population chrétienne, la supériorité numérique de l'élément polonais ressort d'une manière encore plus nette, elle atteint un pourcentage très élevé — 87,7%.

Nous devons encore ajouter que dans le district de Troki, devant revenir selon la convention bolchévico-lithuanienne à la Lithuanie, la population polonaise est groupée dans la partie nord-est du district. Le recensement allemand accuse dans ce district 44.346 Polonais, c'est-à-dire 31,6% du nombre total de la population. Le recen-

tement polonais nous donne les chiffres suivants: 49.947 Polonais (53,8%) et 36.748 Lithuaniens (39,6%).

Comme les deux populations se trouvent établies sur des terrains séparés, il serait très facile de tracer dans ce district une frontière ethnographique.

De tout ce que nous avons dit plus haut il résulte que la population habitant les territoires situés entre la ligne de démarcation proposée par le maréchal Foch et la ligne frontière du traité lithuano-bolchévik est en grande majorité polonaise.

District de Sokolka	10.000	Polonais
Grodno - ville	9.000	"
District de Grodno	53.000	"
District de Lida	140.000	"
.. Oszmiana	130.000	"
.. Vilejka	65.000	"
.. Świeciany	61.000	"
.. Jeziorosy	43.000	"
.. Vilno	160.000	"
Vilno - ville	72.000	"
District de Troki	50.000	"
Total	793.000	Polonais

Les Lithuaniens ne sont que 109.000 dans la région. Nous tenons à souligner que nous ne faisons pas entrer en ligne de compte le département de Suwałki, qui — comme nous l'avons dit plus haut — compte 157.000 habitants polonais.

Il serait peut-être intéressant de mentionner que, sur le territoire essentiellement lithuanien du gouvernement de Kowno, sans compter même le district de Jeziorosy, la population polonaise atteint le chiffre de 140.000, donc elle est plus nombreuse que la population lithuanienne demeurant à l'est de la ligne tracée par le maréchal Foch.

E. M.



LE CONFLIT POLONO-LITHUANIEN.

(voir „Revue politique“).

DOCUMENTS.

1) *1ère note du gouvernement polonais adressée à la Ligue des Nations le 5 septembre 1920 avec la demande d'examiner le récent conflit polono-lithuanien provoqué par l'attaque des troupes lithuanaises le 3 septembre 1920.*

NOTE.

Au moment de la retraite des armées polonaises, le Gouvernement lithuanien a conclu un arrangement avec le Gouvernement bolchéviste, aux termes duquel le Gouvernement lithuanien autorisait l'armée rouge à profiter du territoire lithuanien tant pour le passage des troupes que pour l'établissement d'une base militaire.

Ce fait par lui-même était une atteinte directe aux principes de neutralité dans la guerre entre la Pologne et les Soviets.

Quand, au cours de la retraite, les armées polonaises se virent obligées d'évacuer le territoire ethnographique polo-

nais (Districts d'Augustów et de Sejny) qui avait été reconnu comme définitivement appartenant à la Pologne par la décision du Conseil Suprême du 8 Décembre 1919, les troupes lithuanaises occupèrent ce territoire et y commirent pendant l'occupation de fréquents excès envers la population polonaise à cause de ses sentiments de fidélité pour la Pologne.

Lorsqu'à son tour l'armée polonaise, après avoir repoussé l'invasion bolchéviste, pénétra sur le territoire d'Augustów et de Suwałki, le Gouvernement Lithuanien adressa au Gouvernement polonais une note, par laquelle il portait à sa connaissance qu'il ne reconnaissait pas les frontières fixées auparavant et demandait que les troupes polonaises se retirassent au-delà de la ligne Grajewo—Augustów. Le Gouvernement polonais répondit par une note amicale demandant toutefois que les troupes lithuanaises se retirent en dehors des frontières reconnues de la Pologne et proposant des négociations directes pour résoudre toutes questions de litige. Au cours de leurs avances sur ce territoire national, les troupes polonaises cherchèrent à éviter toute effusion de sang et plusieurs détachements lithuaniens qui furent désarmés furent immédiatement remis en liberté avec leurs armes, bien qu'ils se fussent trouvés illégalement sur le territoire polonais.

Par cette attitude conciliante, le Gouvernement polonais espérait arriver à une solution amicale des différends polono-lithuaniens. Sur ces contrefaçons le 2 Septembre, au point du jour, un détachement de cavalerie polonaise qui occupait Sejny fut attaqué par les Lithuaniens et se retira ayant perdu 4 tués. Puis l'armée lithuanienne attaquait Suwałki et avançait sur Augustów sans déclaration de guerre préalable. Il a été constaté que les troupes bolchévistes coopéraient dans ce mouvement militaire avec les troupes lithuanaines. De plus, le Gouvernement polonais a des informations précises sur une concentration de troupes bolchévistes s'effectuant derrière la ligne d'avance lithuanienne sur le territoire lithuanien.

Le Gouvernement polonais se trouve donc en face d'une agression directe de la part de la Lithuanie. Il n'y pas de doute que les armées lithuanaises ne soient alliées à l'armée rouge et que le Gouvernement lithuanien ne soit devenu l'instrument du Gouvernement des Soviets.

Vu les relations de plusieurs siècles qui unissaient dans une union fraternelle le peuple polonais et lithuanien, ce serait à contre coeur que le Gouvernement polonais se verrait obligé à recourir aux armes pour délivrer son territoire. Désirant la paix avec tous ses voisins et surtout avec le peuple lithuanien, le Gouvernement polonais prie la Ligue des Nations de bien vouloir user de son influence pour arrêter cette nouvelle effusion de sang.

Le Gouvernement polonais a pris des mesures pour éviter tant que possible le contact avec les troupes lithuanaises et évitera les engagements des troupes tant que la position stratégique le permettra, mais il se verra obligé de se considérer en guerre avec la Lithuanie si, d'ici quelques jours, les troupes lithuanaises n'auront pas complètement évacué le territoire polonais et n'auront cessé de coopérer avec l'armée bolchéviste. De plus, vu le danger d'une concentration des troupes bolchévistes et pour la sauvegarde de ses frontières, le Gouvernement polonais se considérera comme entièrement libre d'exécuter des opérations militaires sur le territoire où se trouveraient des troupes bolchévistes désarmées.

J'ai l'honneur, en soumettant ces faits à la Ligue des Nations, de la prier d'user de tous les moyens dont elle pourrait disposer, afin de retenir le Gouvernement lithuanien de

cette étrange entreprise et d'éviter à la nation polonaise la douleur d'avoir à lutter contre une nation soeur.

(signé) Sapieha.

2) Communiqué du 20 septembre du Ministère des Affaires Etrangères de Pologne, après la rupture des pourparlers polono-lithuaniens à Kalvaria.

Pour régler d'une manière pacifique le conflit entre les armées polonaise et lithuanienne, qui s'est produit par suite de l'entrée des troupes lithuanaises sur le territoire de la République Polonaise, dans la région de Souvalki, le gouvernement polonais, après un accord préalable avec le gouvernement lithuanien a envoyé à Kalvaria une délégation, composée des représentants du Commandement en Chef et du Ministère des affaires étrangères. Comme conditions préliminaires des pourparlers, le gouvernement polonais a demandé:

- 1) le respect par le gouvernement lithuanien de la ligne de démarcation du 18 juillet 1919, identique à la frontière minimale de la Pologne dans la région de Souvalki, fixée par le Conseil Suprême le 8 décembre 1919.

2) L'engagement du gouvernement lithuanien de garder une stricte neutralité dans la guerre polono-soviétique.

Le gouvernement lithuanien a accepté ces deux conditions, ce qui a rendu possible le départ de la délégation polonaise à Kalvaria. Mais dès l'abord, l'attitude de la délégation lithuanienne se trouva en contradiction avec les engagements acceptés précédemment par le gouvernement lithuanien. A la demande de la délégation polonaise au gouvernement lithuanien de retirer ses troupes du territoire polonais sur la ligne du 8 décembre, la délégation lithuanienne a répondu négativement. Pour donner la preuve de sa bonne volonté, la délégation polonaise n'a pas rompu les pourparlers, espérant un changement d'attitude de la délégation lithuanienne au cours des conférences. Après trois jours de négociations, la délégation lithuanienne a fait dépendre la retraite des troupes lithuanaises du territoire polonais de la retraite des troupes polonaises, au sud de la ligne actuelle, à une distance égale de celle des troupes lithuanaises. En pratique, la proposition lithuanienne montre l'essai inadmissible de limiter les droits de la Pologne sur ses propres territoires, elle a eu pour but de gêner d'avantage les opérations des troupes polonaises, combattant contre l'armée bolchévique. Vu que la délégation lithuanienne a déclaré entre autres, qu'elle ne reconnaît pas du tout la nécessité d'accorder des garanties à la Pologne, le but des négociations à Kalvaria est manqué et la délégation polonaise est rentrée à Varsovie. Elle a déposé avant son départ une déclaration disant que le gouvernement polonais, obligé par la guerre qui lui est imposée par la Russie des Soviets à garder toute liberté d'action militaire, sera néanmoins disposé à s'entendre avec le gouvernement lithuanien, afin de régler les conflits et les malentendus, provoqués par les troupes lithuanaises. Il saillera avec satisfaction le changement d'attitude du gouvernement lithuanien.

3) Note du gouvernement polonais à la Ligue des Nations en réponse aux décisions prises par la Ligue, le 19 septembre 1920.

Le 22 courant la note suivante a été envoyée au Conseil de la Ligue des Nations:

„A la conférence de Kalvaria, le gouvernement polonais a présenté au gouvernement lithuanien des propositions conformes à la décision du Conseil de la Ligue des Nations. Ces propositions ayant été rejetées par les Lithuaniens, l'armi-

stice fut rompu. La contre-proposition des Lithuaniens ne donnait aucune garantie de neutralité. Au contraire, leur demande de retrait des troupes polonaises au sud de la ligne qu'elles occupent actuellement créait pour elles une situation encore plus défavorable que la situation actuelle, par suite de la conduite déloyale du gouvernement lithuanien. Quant aux garanties de neutralité, le gouvernement polonais constate que 1) des bolchéviks armés et désarmés ont traversé et traversent le territoire lithuanien, se rendant de la Prusse Orientale au nouveau lieu de concentration dans la région de Grodno. Selon des informations exactes, sur 130 mille bolchéviks qui ont passé en Prusse Orientale 52 mille seulement y ont été internés, le reste a traversé le territoire lithuanien et a renforcé l'armée rouge qui combat contre nous.

2) Les Lithuaniens ont permis à 2000 spartakistes allemands, au moins, de traverser leur territoire pour aller renforcer l'armée rouge.

3) Malgré la remise nominale de Vilno à la Lithuanie par les bolchéviks et l'occupation de cette ville par le gouvernement lithuanien, nous avons des preuves irréfutables que les troupes soviétiques passent par Vilno et profitent de la voie ferrée Vilno—Grodno pour concentrer leurs forces.

4) Les Lithuaniens ont laissé passer par leur territoire les transports de munitions et de canons provenant du débarquement de l'armée rouge sur le territoire allemand. Ces transports allaient de Prusse Orientale en Russie.

Tous ces faits prouvent une collaboration étroite entre l'armée lithuanienne et l'armée bolchévique. Les territoires à l'est de la ligne de démarcation sont occupés par des troupes lithuanaises et rouges combinées, ce qui rend impossible au gouvernement polonais de respecter cette ligne et de considérer comme neutres ces territoires tant qu'ils serviront de base d'opération à l'armée bolchévique et que la collaboration de l'armée lithuanienne avec l'armée rouge ne cessera pas. Le gouvernement polonais remercie la Ligue des Nations pour son intervention et accepte en principe les stipulations de son Conseil, mais en même temps il fait remarquer qu'il n'a aucune garantie que les prescriptions de la Ligue des Nations seront respectées par l'armée rouge. Or, le gouvernement polonais est obligé de se résigner au droit de prendre toutes les mesures militaires qu'il jugera nécessaires, jusqu'au moment où la commission prévue par la décision de la Ligue des Nations pour le contrôle de la neutralité entrera en fonction. Le gouvernement lithuanien qui a provoqué la rupture des négociations à Kalvaria, est seul responsable des événements qui pourraient se produire au cas où la situation militaire forcerait le Commandement en Chef à agir énergiquement. Le gouvernement polonais affirme une fois de plus, qu'il désire régler amicalement tout malentendu avec le gouvernement lithuanien et si l'attitude du gouvernement lithuanien ne permettait pas au gouvernement polonais de respecter la ligne de démarcation, ce ne serait qu'une mesure transitoire. Le gouvernement polonais estime que toutes les questions territoriales devraient être réglées d'une manière amicale par des négociations directes entre les deux gouvernements.

(signé) Sapieha.



LA CONFERENCE DES ETATS BALTES.

Une nouvelle conférence, entre les délégués des États Baltes et la Pologne, siège depuis le mois d'août à Riga. Il serait à désirer, aussi bien dans l'intérêt des États prenant part à la conférence que dans celui de l'Europe occidentale, qu'elle aboutisse à des résultats positifs et à un accord parfait des peuples libérés du joug de la Russie impérialiste.

L'effondrement de la Russie avait suscité de grands espoirs chez les pangermanistes: transformation de la Baltique en un lac allemand, mainmise sur ses ports, exploitation économique de la Russie du Nord. L'établissement d'un protectorat déguisé aurait couronné l'œuvre de pénétration (Drang nach Osten) poursuivie depuis longtemps avec une persévérance remarquable par l'Empire allemand. La réalisation immédiate de ce rêve ambitieux fut écartée par l'effondrement de l'Allemagne. Mais, pour cela, il n'est pas dit que rien ne menace plus l'évolution pacifique des jeunes républiques. Deux ennemis seront toujours prêts à fondre sur elles: la Russie impérialiste et désireuse d'ouvrir la fenêtre aujourd'hui fermée sur l'occident; l'Allemagne unitaire où les ambitions anciennes se réveillent déjà. C'est pourquoi il est indispensable de leur enlever, à toutes les deux, la possibilité d'immixtion dans les affaires intérieures de ces États — et rien ne peut servir de meilleur prétexte à l'intervention que les dissensions intestines. Les diplomatiques alliés, négligeant les intérêts trop particuliers, devaient encourager les délégués réunis à Riga à conclure une entente solide, sur des bases acceptables pour toutes les parties en cause.

C'est à ce prix seulement qu'on pourrait écarter le danger germano-russe et le spectre d'une nouvelle guerre, guerre de revanche de ces deux États vaincus.

* * *

La conférence de Riga, convoquée sur l'initiative du Congrès d'Helsingfors, fut ouverte le 6 Août dernier. A la conférence prirent part les représentants de la Pologne et des pays baltes: la Lettonie, l'Estonie, la Finlande et la Lithuanie.

Le programme de ses travaux, d'une richesse étonnante, comporte les points suivants:

- I. Convention défensive militaire.
 - II. Convention économique.
 - III. Convention politique.
1. Union baltique.
 - a) Relations polono-lithuaniennes,
 - b) letto-lithuaniennes,
 - c) letto-estoniennes,
 - d) finlando-suédoises,
 - e) finlando-norvégiennes,
 - f) question de la Russie Blanche,
 - g) Ukraine,
 - h) Rapports avec la Roumanie.
 2. Unification des législations nationales.
 3. Les droits des ressortissants de chaque État contractant dans les autres pays alliés.
 4. Droits des ressortissants d'autres Etats que ceux réunis en conférence.
 5. Défense des droits de civilisation.
 6. Considérations sur les relations avec l'Allemagne.
 7. Considérations sur les relations avec la Russie.
 8. Considérations sur les relations avec Alliés.
 9. Examen des relations avec la Ligue des Nations.

- IV. Convention législative.
- V. Convention intellectuelle.
- VI. Convention sanitaire.
- VII. Convention sociale.
 - 1. La question des grèves.
 - 2. Les assurances ouvrières.
 - 3. La protection du travail.
- VIII. Propagande et informations (création d'un bureau de presse).

La Pologne est représentée par M. L. Wasilewski, ministre polonais en Estonie, M. W. Kamieniecki, ministre polonais en Lettonie, M. Sokolnicki, ministre polonais en Finlande, le capitaine Myszkowski et l'expert des questions maritimes M. Stankiewicz. A la tête de la délégation finlandaise se trouve M. Astroem, lithuanien — le Dr. Szaulis, esthoniennne — le ministre Pusta.

Interview.

Le président de la délégation esthoniennne, interviewé par les représentants de la presse, leur a déclaré que l'Estonie a fondé le plus grand espoir sur la conférence actuelle. La situation politique, très compliquée, exige l'union étroite des États baltes; les formes habituelles d'alliance n'étant pas suffisantes dans les circonstances actuelles. Les débuts de cette conférence ne permettent pas encore de définir sa physionomie politique, mais, d'ores et déjà, on peut affirmer que les questions d'ordre général comme celles ayant un caractère économique, financier et transitoire trouveront leur solution.

M. Pusta est d'avis que la Lettonie, la Finlande, l'Estonie, la Lithuanie ainsi que la Pologne doivent entrer dans la coalition baltique.

A la question, si dans le cas où l'union projetée entre ces 5 Etats ne pourrait être réalisée, une liaison partielle de 2 ou 3 d'entre eux ne serait pas désirable, suivant le projet élaboré par l'Angleterre (la fédération de la Lettonie avec l'Estonie et la Lithuanie), le président Pusta répondit que l'Estonie étant un pays indépendant, il est inutile de parler des projets ou de la pression anglaise.

Le colonel de l'État-Major général M. Radzisz membre de la délégation lettone, se borne à donner des éclaircissements sur la nécessité de la conférence.

Le but de la conférence de Riga est de conclure des conventions, entre autres, une convention militaire.

Il est vrai que les préparatifs de la conférence ayant été faits encore pendant l'état de guerre avec la Russie, beaucoup seraient enclins à croire, qu'avec la signature de la paix, ces préparatifs perdraient leur signification, au moins en ce qui concerne les questions militaires.

Mais — „si vis pacem, para bellum". Si nous sommes en force et prêts à la lutte, personne n'osera nous attaquer.

Nous — Finlande, Estonie, Lettonie, Lithuanie, Pologne et Ukraine nous pourrions être prêts au combat, mais ne saurions être assez forts séparément.

Pour avoir la force nécessaire à la défense de notre existence, de nos droits et de nos libertés contre les attaques du dehors, il nous faut l'union, et c'est là le but de notre convention militaire.

Les événements de cette année sont une preuve évidente de la stricte dépendance mutuelle des républiques naissantes.

Elles sont trop faibles pour avoir une large politique, absolument conforme à leurs intérêts dans les domaines de la vie publique; liées entre elles par des conventions, elles arriveront à des résultats qui seraient inaccessibles à chacune d'elles séparément. De plus, aucun des États,

aussi bien occidentaux qu'orientaux, ne trouverait son profit à donner une aide désintéressée aux petites nations comme les Lettons, les Esthoniens, les Lithuaniens et autres, uniquement dans le but de leur voir recouvrer leur indépendance et leur liberté. Unies, elles pourraient sûrement compter sur le concours de grandes puissances occidentales.

Toutes ces républiques se trouvent dans une situation analogue; toute menace, de quelque côté qu'elle vienne et vers qui elle soit dirigée, se tourne contre toutes les autres.

C'est pourquoi cette situation leur commande l'union la plus complète; un grand pas dans cette voie est justement la conférence de Riga.

Projet d'une entente économique entre les pays baltes.

proposé à l'examen de la conférence de Riga par la section économique.

A. Finances.

1. *Unification monétaire.* Des travaux de la conférence d'Helsingfors on peut déduire que la Finlande voudrait une unité monétaire égale au pair au franc. La Pologne et l'Estonie partageraient sans doute son opinion. L'opinion de la Lithuanie n'est pas encore connue. La Lettonie, reprenant son ancien projet, préfère au franc une unité égale à 1/50 £. La présence des États scandinaves pourrait influer en faveur de la couronne.

En tout cas, le choix d'une unité monétaire unique pour les pays baltes est de première nécessité. De cette façon on parviendra à une unité monétaire semblable à celle de l'union latine ou scandinave, et on pourra obtenir en temps opportun une stabilisation du cours des billets de banque, ce qui éviterait la perte de temps et d'argent causée par le change. Il est bien entendu que cette stabilité du cours des billets de banque et des bons du Trésor dépend du retour aux conditions économiques normales, mais l'unification de la monnaie de métal pourrait avoir lieu dans un temps très court.

2. *Retrait de la circulation des billets de crédit russes.* Le développement financier normal des nouveaux États est menacé très sérieusement par l'envahissement du marché par les papiers russes, aussi est-il indispensable de s'entendre pour les en éliminer.

3. *L'organisation des monopoles sur une base uniforme.* C'est une question vitale pour les nouveaux États que d'instituer les monopoles dans bien des domaines de la production et de la répartition des produits. Il serait donc profitable de s'entendre pour l'unification législative des monopoles, et cela afin d'éviter la contrebande des produits monopolisés et diminuer les frais qu'entraîne à sa suite la police des frontières.

4. *La politique financière.* Se trouvant dans une situation économique très difficile, les nouveaux États sont dans l'impossibilité de s'assurer une entière indépendance financière, mais, par suite des mesures prises en commun, ils arriveraient à réduire l'activité des banques étrangères. Il est vrai que la plus grande partie des fonds disponibles dans ces banques provient des capitaux locaux. De plus, les opérations financières desdites banques sont le plus souvent nuisibles aux intérêts du pays. La politique séparatiste préconisée par la Suède serait indiquée avec les banques étrangères.

5. *Etablissement des Clearing-Houses.* Un Conseil suprême économique ou un bureau central économique dont l'établissement a déjà été décidé au Congrès d'Helsingfors

devrait être complété par la création d'une commission dont la compétence engloberait le règlement des comptes entre les pays baltes (chèques, mandats, traites etc.). Cet office créé, sur le modèle du Clearing-House de Londres, simplifierait le change.

B. Industrie.

La coordination des efforts de chacun des pays baltes est le nerf indispensable à leur renaissance industrielle et économique. Il faut avant tout réorganiser la production sur les bases d'utilité, prenant en considération les nouvelles conditions du marché mondial. Malheureusement la trop vaste étendue de ces questions ne permet pas une décision immédiate, c'est pourquoi il faut se borner à l'examen des points principaux:

1. — L'introduction du système métrique dans les pays baltes.

2. — La régularisation de la question des brevets d'invention.

3. — L'échange des matières premières et des machines. Il serait à désirer que les nations prenant part à la conférence de Riga, se décident à l'échange des matières premières et des machines afin de réduire, dans la mesure du possible, les importations de l'étranger.

C. Commerce.

Il est de la plus grande importance de soumettre à l'examen de la conférence les questions suivantes:

1. *Transit et douanes.* Il faut tâcher de favoriser les relations économiques entre les pays de la Ligue Baltique projetée et convenir d'une politique commune envers les Etats restant en dehors de la ligue.

2. Expositions régulières d'échantillons et foires communes pour tous les pays baltiques.

3. Question des chambres de commerce et des consulats.

D. Voies et communications.

1. Formation auprès du conseil supérieur économique d'un bureau central des chemins de fer qui aurait pour but l'unification des règlements de rigueur pour les voies ferrées.

2. Entente au sujet de la législation maritime.

3. Une note commune à la Russie et à l'Allemagne pour le repêchage des mines dans la Baltique.

4. Les nouveaux Etats devront avoir en vue, dans la mesure du possible, la baisse des tarifs postaux, télégraphiques, téléphoniques et radiotélégraphiques surtout au profit de la presse afin de faciliter les informations réciproques.

5. Extension des communications aériennes.

E. Agriculture et pêche.

1. Fondation de bureaux agricoles et de pêche, qui fonctionneraient comme sections du conseil économique. Leurs attributions consisteraient à éditer des bulletins agricoles, à recueillir les données statistiques et à étudier les questions agricoles et celles concernant la pêche.

2. Convention à conclure pour la lutte contre les insectes nuisibles, la phytose du bétail, conventions concernant les quarantaines, les semences etc. Conventions sur les droits de pêche dans la Baltique.

F. Conseil supérieur économique.

L'étude et la ratification des statuts définissant les droits du Conseil supérieur économique, dont la fondation a été décidée au Congrès d'Helsingfors est une des questions

les plus pressantes. Son but est de travailler au développement et à la coordination de l'activité économique des pays baltes.

Une séance plénière de la commission économique (du 16 août) prit, en ce qui concerne l'union monétaire des Etats intéressés, les résolutions suivantes: 1) les républiques prenant part à la conférence reconnaissent toute l'importance de l'union monétaire, 2) elles se déclarent prêtes à adopter le franc comme unité monétaire de rigueur pour tous les contractants. Ensuite fut discutée la question de l'adoption et de l'introduction dans les pays Baltes du système métrique. La motion du délégué polonais, M. Tarnowski, constatant que le système métrique fonctionne déjà dans quelques-uns des Etats réunis en conférence et réclamant l'adhésion des Etats qui ne l'ont pas encore déclaré au Bureau international des poids et des mesures, installé à Paris, fut votée à l'unanimité.

Au cours de la même séance, la directeur des postes et télégraphes de la Lettonie a soumis à la décision de la Conférence, au nom de son Gouvernement, une série de résolutions pratiques, portant sur: 1) l'adhésion des Etats participant à la Conférence Baltique, à l'Union Internationale des télégraphes et à l'Union Postale. 2) l'adoption immédiate, sans attendre l'adhésion à l'Union, des lieux d'expédition fixés par la convention internationale, ainsi que la mise en vigueur du tarif de transit, au lieu de l'ancien tarif russe appliquée jusque là. 3) la réduction du taux des tarifs postaux pour la correspondance entre les Etats participant à la Conférence. 4) les facilités à accorder au mouvement des colis postaux, des traites et des lettres chargées et cela en vue d'intensifier les relations commerciales entre les Etats prenant part à la conférence. 5) la réduction du taux des tarifs télégraphiques de rigueur pour les Etats limitrophes. 6) établissement du service postal aérien 7) la réalisation pratique des postulats ci-dessus sera confiée au congrès des postes et télégraphes des républiques baltes.

Après une courte discussion, la commission s'est prononcée pour la convocation aussi prompte que possible du congrès des postes et télégraphes.

Le 17 août, la Commission économique adopta la résolution de la sous-commission du commerce et des communications au sujet de la convocation d'un Congrès du Rail. Le lieu et la date du congrès seront fixés à la séance plénière de la Conférence. Il a été décidé de convoquer le congrès des postes et télégraphes pour le 15 septembre à Riga.

En ce qui concerne le système des poids et des mesures, la résolution du délégué polonais, M. Tarnowski, fut adoptée définitivement.

L'Ukraine à la conférence.

Au cours de la séance plénière de la Conférence tenue le 20 Août il a été décidé d'admettre l'Ukraine à la Conférence en qualité de membre jouissant de tous les droits. Les trois délégués de l'Ukraine résidant à Riga, le ministre de l'Intérieur, Salikowskij, deux autres ministres, Szulgin et Dobrowolskij, ainsi que deux experts, le professeur Frankfurt et M. Zadorożnaho, furent invités à la prochaine séance plénière de la Conférence.



APPEL AUX BLANCS-RUTHENES.

Au moment de la retraite des armées polonaises des terrains de la Ruthénie-Blanche, presque toutes les personnalités du monde politique blanc-ruthène ont quitté le pays en fuyant les persécutions bolchévistes. Conscients de l'immense portée de la victoire polonaise pour l'affranchissement de leur pays, les leaders blanc-ruthènes publièrent le 27 août un appel aux armes adressé à leurs compatriotes.

Le lecteur trouvera ci-après le texte de cette proclamation:

*

Blancs-Ruthènes! Les hordes sauvages des moscovites vous chassèrent de vos villages. Tous, jeunes et vieux vous avez été forcés d'abandonner les foyers de vos aieux et de prendre le chemin de l'exil. Tous n'ont même pas pu partager ce sort avec vous. Combien de vos mères, de vos sœurs, de vos frères sont restés là-bas, où ils subissent la violence et la brutalité des commissaires bolchéviks et des mercenaires chinois. Les troupes barbares qui campent en Ruthénie Blanche ont tout pillé, tout saccagé; elles ont mis le feu à vos demeures; ce ne sont partout que de vastes incendies. Tous les biens, accumulés par le travail de nombreuses générations sont devenus le butin de l'envahisseur. Les bandes affamées emportent les céréales, le bétail et les vêtements. La Pologne a subi le même sort. Trotzki lança sur Varsovie — cœur de Pologne — ses armées rouges, poussées par l'espoir d'un riche butin. — Mais la nation-sœur, animée d'un amour sacré de la patrie, d'un effort héroïque, refoula jusqu'à nos frontières la masse des troupes sauvages. La Pologne libérée, poursuivant sa marche triomphale, nous apporte, à nous aussi, la délivrance du joug abhorré.

Blancs-Ruthènes! Le sang des soldats polonais, conduits par un fils de notre pays, Joseph Pilsudski, nous a une fois déjà valu la délivrance de l'oppression moscovite. L'effort de la nation blanc-ruthène a donné de brillants résultats nous voyions approcher le jour où nous serions enfin maîtres de notre pays. Cependant le même ennemi vint de nouveau opprimer notre patrie et, insultant nos sentiments nationaux les plus sacrés, y proclama une république des Soviets, gouvernée par des Arméniens et des Lettons dégénérés. Cette république nous gratifia d'une liberté qui se traduit en innombrables violences. Nos fils et nos frères sont forcés sous la menace des mitrailleuses à combattre dans l'armée rouge et notre sol natal est jonché des cadavres des pionniers de notre indépendance nationale.

Frères! Nous, nous irons combattre les oppresseurs côté à côté avec les fils de la nation polonaise, dont les étendards invoquent la devise „pour notre liberté et la vôtre". Que l'étendard blanc-russien flotte dans les combats à côté des emblèmes polonais! Défondons-nous, ne laissons pas détruire jusqu'au dernier vestige de tout ce qui nous est le plus cher, le

plus sacré. En combattant avec l'armée polonaise nous trouverons notre chemin de gloire. Dieu nous protège et la justice est avec nous. Le sang et les larmes, répandus sur nos terres, crient vengeance. Que tous ceux qui sont aptes à porter les armes s'engagent dans les détachements orientaux de W. Raczkiewicz.

Comité d'organisation

P. Aleksiuk, T. Sienkiewicz, Muraszkó.



DERNIERES NOUVELLES DE RIGA.

La première séance de la Commission Principale de la conférence de paix tenue le 29 septembre à Riga a été une surprise.

La délégation soviétique a déposé son projet de préliminaires de paix contenant quinze points se rapportant à toutes les questions de première importance.

D'après ce projet la ligne de démarcation entre la Pologne et la Russie courrait le long des frontières de la Lituanie et de la Russie Blanche; éventuellement les rivières du Niémen et du Swislitz serviraient de bases. Les armées des deux Etats devront se retirer à 25 kilomètres de cette ligne.

Ce projet contient encore les conditions de la démobilisation des détachements militaires sur le territoire des deux Etats, c'est-à-dire la dissolution des armées de Petloura et celle des armées russes volontaires; en revanche les Russes proposent la dissolution des détachements polonais communistes en Russie.

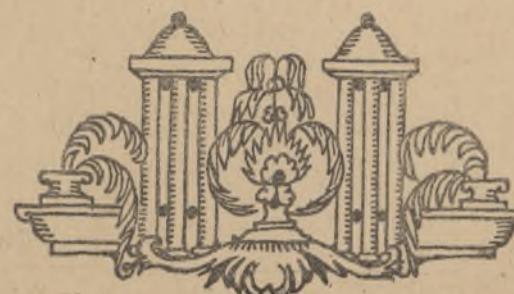
Les deux Etats s'engageraient ensuite à garder la neutralité au cas que l'un d'eux entreprendrait une guerre et à ne pas laisser passer d'armées étrangères par leur territoire.

M. Joffe accorde donc toujours très peu de territoires au-delà de la ligne de Curzon. Il prend le système des marchandages.

En outre il réclame l'indépendance de la Galicie Orientale. La délégation russe se comporte d'une façon hostile vis-à-vis des exigences civilisatrices polonaises, même lorsqu'elles ne contrecarrent point l'ordre soviétique russe.

La séance de la commission principale a diminué les chances de paix. Les conditions de paix de Joffe, basées sur le présumé principe de la libre disposition des peuples ont provoqué une stupéfaction générale. Le plébiscite d'après lui, ne concerne que la Galicie Orientale, les territoires au-delà du Bug revenant sans plébiscite aux Soviets.

Ces jours-ci sont arrivés à Riga les représentants suivants du gouvernement de Petloura: Lewicki, Krzyżanowski, Breter, Hasarof et Jozafan. Ils veulent prendre part aux négociations de paix.



Dans le numéro suivant nous publierons entre autres:

du prof. Henri Moscicki (de l'université de Vilno) une étude historique: «La Pologne et la Lithuanie après les partages»;

de M. Edouard Maliszewski (connu déjà à nos lecteurs): «Le recensement de l'an 1919 dans les provinces de Grodno, de Vilno et de Minsk» (avec carte).

Nr 834546

×KSIEGARNIA×
ANTYKWARIAT



Nr 834546





Wojewódzka Biblioteka
Publiczna w Opolu

S/1920



401-012033-00-0